

# RAPPORT DE SYNTHÈSE

Les entreprises sociales  
en tant que partenaires  
potentiels dans le  
plaidoyer pour la  
coopération au  
développement

Partenariat des **OSCOO**  
pour l'efficacité du développement

 **ISEA**  
Institute for Social  
Entrepreneurship in Asia

# RAPPORT DE SYNTHÈSE

Les entreprises sociales en tant que partenaires  
potentiels dans le plaidoyer pour la coopération  
●●●●● au développement

## RAPPORT DE SYNTHÈSE

Les entreprises sociales en tant que partenaires potentiels  
dans le plaidoyer pour la coopération au développement

Publié par:



**Partenariat des OSCOO**  
pour **l'efficacité du développement**

Institut pour l'entrepreneuriat social en Asie  
Salle 407, bâtiment de l'école de gestion John Gokongwei  
Université Ateneo De Manila, Katipunan Avenue, Quezon City  
1108 Philippines

Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement  
3/F IBON Centre  
114 avenue Timog  
Quezon City 1103  
Philippines

Cheffe d'équipe du projet : Marie Lisa M. Dacanay  
Associé de recherche du projet : Armen Ria H. Toquero  
Coordinatrice du projet : Catherine Tiongson-Intalan  
Mise en page et conception de la couverture :  
Institut de l'entrepreneuriat social en Asie  
Téléphone : +632 8426-6001 local 4835 et 5507 +632 8426-6001 local 4835 et 5507  
Site web : [www.isea-group.net](http://www.isea-group.net)

Février 2023

Ce rapport a été préparé par l'Institute of Social Entrepreneurship in Asia (ISEA) dans le cadre d'un projet conjoint avec le CSO Partnership for Development Effectiveness (POED) intitulé "Social Enterprises as Potential Partners in Development Cooperation Advocacy" (Les entreprises sociales en tant que partenaires potentiels dans le plaidoyer pour la coopération au développement). Le projet a été entrepris avec l'aide financière de la Commission européenne (CE), de l'Agence autrichienne de développement (ADA) et d'IrishAid. Le contenu de ce rapport relève de la seule responsabilité du POED et de l'ISEA, et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position des donateurs susmentionnés.

## REMERCIEMENTS

L'Institut pour l'entrepreneuriat social en Asie (ISEA) remercie de leur soutien de nombreuses personnes et institutions qui ont contribué à la réalisation de cette étude pionnière.

L'ISEA souhaite remercier les personnes suivantes :

Notre principal partenaire institutionnel dans l'étude, le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED), pour avoir apporté son soutien financier, technique et intellectuel afin de mener à bien ce projet. Nous tenons à remercier tout particulièrement Jennifer del Rosario-Malonzo, directrice exécutive d'Ibon International, Robert Pinauin, secrétaire exécutif du POED, Matthew Simonds, chargé de mission principal et agent de liaison du POED, Tala Batangan, chargé de mission à Reality of Aid et coordinatrice du groupe de travail sur la participation du secteur privé ; et l'équipe de projet qui a travaillé directement avec nous, le chef de projet de la Commission européenne Leo Ricafort Pura, le chef de réseau Jodel Dacara, la responsable de de communication Margaret Yacia, la membre de l'équipe de communication Daniela Sepulveda, le directrice financière Maria Teresa Dominong, et l'assistante de programme Wigen Echual.

Les membres de l'équipe de l'ISEA : Armen Ria Toquero, chercheur associé, qui a travaillé avec le soussigné pour préparer et compléter le rapport de synthèse global ; Catherine Tiongson-Intalan, coordinatrice de projet, et Antonio Maria Concepcion, assistant de recherche et d'enseignement, pour la coordination de la recherche dans les huit pays ; La spécialiste en communication Bernadette Patanag pour son soutien technique ; le coordinateur du projet Gomer Padong et la coordinatrice de la coalition PRESENT Chelsea Inton pour leur soutien à la recherche de cas de la coalition PRESENT ; Dolores Villardo-Marcial et Mirasol Carabeo pour leur soutien à la gestion administrative et financière du projet de recherche-action.

Les partenaires nationaux du POED et les conseillers techniques en entreprise sociale de l'ISEA en Albanie (Europe), en Argentine et au Salvador (Amérique latine), en Palestine (MOAN), en Tanzanie et au Zimbabwe (Afrique), ainsi qu'aux Philippines et en Indonésie (Asie du Sud-Est).

Pour l'Albanie : Partners Albania for Change and Development (Partners Albania) en tant que point focal national dirigé par leur directrice Juliana Hoxha, la directrice des programmes Klotilda Tavani Kosta en tant que coordinatrice de la recherche, Alis Mustafa en tant que chercheuse principale, et Era Sherifaj en tant que membre de l'équipe de recherche.

Pour l'Argentine : la Plateforme argentine de suivi de l'Agenda 2030 (PAMPA 2030) et la Fundación Multipolar en tant que point focal national, dirigée par sa cofondatrice Malena Fama et Mercedes Salgado Moralejo ; Marita Gonzales en tant que chef d'équipe, chercheuse et rédactrice ; Hernan Ruggirello en tant que chercheur ; et Gonzalo Vasquez en tant que conseiller technique de l'ISEA.

Pour El Salvador : Fundación Salvadoreña para la Promoción Social y el Desarrollo Económico (FUNSALPRODESE) en tant que coordinateur national, dirigé par leur directeur exécutif Ruben Quintanilla ; Mirna Benavides en tant que chef d'équipe, avec Jessica Navarro en tant que membre ; et Lucy Luna en tant que conseillère technique pour les entreprises sociales.

Pour la Palestine : Social and Economic Policies Monitor (Al-Marsad) en tant que correspondant national, dirigé par leur cofondateur Iyad Riyahi ; Hind Batta en tant que chef d'équipe de recherche ; Eman Zeyyad en tant que membre de l'équipe ; et Samah Dawish en tant que conseillère technique pour les entreprises sociales.

Pour la Tanzanie : la Coalition tanzanienne sur la dette et le développement (TCDD) en tant que point focal national, dirigée par leur directeur exécutif Hebron Timothy Mwakagenda ; Boniface Komba, Davis Komba, Goodluck Justine, Sarah Ayinga et Miriam Omary en tant que membres de l'équipe ; et Mayaya Mack en tant que conseillère technique pour les entreprises sociales.

Pour le Zimbabwe : National Association of Youth Organizations (NAYO) en tant que coordinateur national, dirigé par leur responsable du suivi, de l'évaluation, de la recherche et de l'apprentissage (MERL) MacDonald Kumbirai Munyoro ; Sarah Rusike et Lisa Mawuwa en tant que membres de l'équipe ; et Nyasha Nyatondo en tant que conseiller technique en matière d'ES.

Pour l'Indonésie : l'Institut d'études nationales et démocratiques (INDIES) en tant que coordinateur national, dirigé par son directeur Kurniawan Sabar et Syamsul Ardiansyah en tant que conseiller technique en matière d'entreprises sociales.

Pour les Philippines : Council for People's Development and Governance (CPDG) en tant que point focal national, dirigé par sa coordinatrice nationale Maria Jennifer Guste ; et la directrice exécutive de l'Ecumenical Institute for Labor Education and Research (EILER) Rochelle Porrás en tant que responsable de

l'ensemble de l'équipe de recherche.

Nous remercions tout particulièrement les experts nationaux et internationaux en matière d'entreprises sociales et d'innovation sociale, les leaders d'opinion et les gestionnaires qui ont servi d'informateurs clés dans le cadre de la recherche-action : Jerro Billimoria, cofondateur de Catalyst 2030, et Susana Del Mar Ramirez, coordinatrice de l'antenne régionale ; François Bonnici, directeur exécutif de la Fondation Schwab ; Erinch Sahan, responsable des affaires et des entreprises du laboratoire d'action Doughnut Economics ; Laina Greene, PDG et cofondatrice d'Angels for Impact, et Ken Ito, directeur du réseau Asia Ventures Philanthropy Network (AVPN) pour l'Asie de l'Est ; Adnan Jaber, cofondateur de Yalla Reyada et membre du conseil d'administration de Tech2Peace, Hadeel Qazzaz, coordinatrice d'Oxfam pour les questions de genre, et Rasha Abu Safie, cofondatrice de GGateway, en Palestine ; Mayaya Mack, directrice exécutive de Sustainable Beekeeping and Human Development (SuBeHuDe), en Tanzanie ; et Gonzalo Vasquez, secrétaire à la recherche et au développement technologique et social de l'université nationale de General Sarmiento, en Argentine.

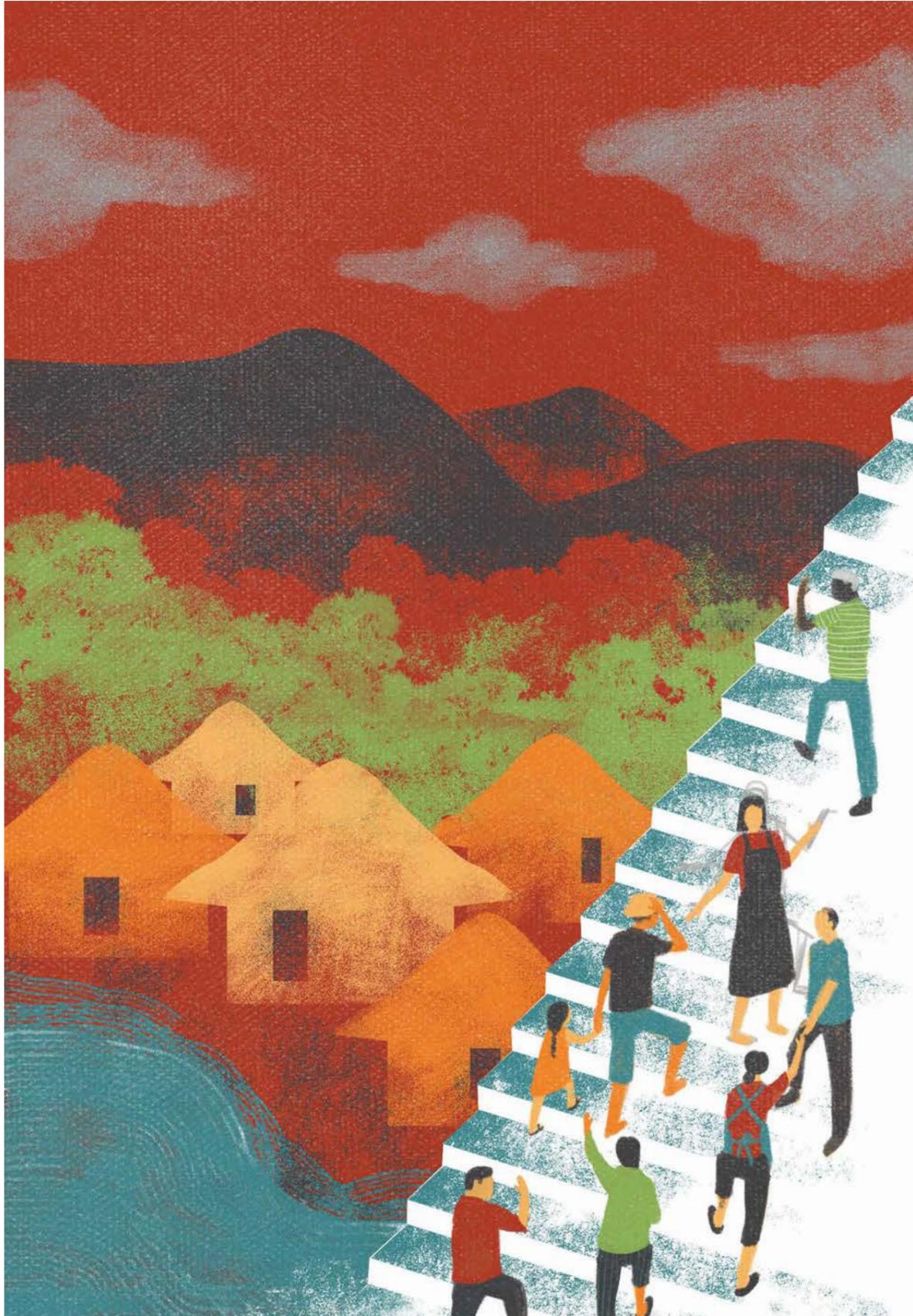
Nous souhaitons également exprimer notre gratitude aux personnes ressources, aux modérateurs, aux interprètes, aux traducteurs et aux participants des dialogues OSC-Entreprises en Albanie, en Argentine, en Palestine, en Tanzanie, au Zimbabwe et aux Philippines, qui se sont tenus du 28 octobre au 2 décembre 2022 et au cours desquels les résultats de la recherche par pays ont été validés et discutés.

La recherche n'aurait pas été possible sans la participation et les contributions de tous les informateurs clés et des participants aux discussions de groupe au cours de la recherche nationale - les dirigeants et le personnel des entreprises sociales, des institutions de ressources, des organisations de la société civile et des agences en Albanie, en Argentine, au Salvador, en Palestine, en Tanzanie, au Zimbabwe, en Indonésie et aux Philippines. Nous remercions également les dirigeants et les membres actifs de la coalition PRESENT aux Philippines qui ont servi d'informateurs clés pour l'étude de cas de la coalition.

Nous vous remercions d'avoir généreusement partagé vos informations, vos connaissances, vos points de vue et vos expériences, et d'avoir participé à l'élaboration de ce rapport de recherche.

#### **Marie Lisa Dacanay**

Présidente de l'Institut pour l'entrepreneuriat social en Asie  
Directrice de projet, Entreprises sociales en tant que partenaires potentiels pour le plaidoyer en faveur de la coopération au développement



## RÉSUMÉ

Ce document de synthèse est le résultat final du projet de recherche-action Les entreprises sociales en tant que partenaires potentiels dans le plaidoyer pour la coopération au développement, une initiative conjointe du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) et de l'Institut pour l'entrepreneuriat social en Asie (ISEA). Il visait à explorer la pertinence et le potentiel pour les organisations de la société civile (OSC) en général et les membres du POED en particulier, de mobiliser les entreprises sociales (ES) en tant que partenaires dans le plaidoyer pour la coopération au développement. Pour ce faire, le projet a été mis en œuvre en deux phases principales : **une recherche-action au niveau national** visant à fournir aux membres du POED une meilleure compréhension du paysage des entreprises sociales et à explorer la manière dont ils pourraient travailler avec le secteur des entreprises sociales ; **et une sensibilisation des entreprises sociales au niveau national**, dans le cadre de laquelle les OSC ont contacté les acteurs clés des entreprises sociales afin de présenter les résultats de la recherche-action comme point de départ pour comprendre et apprécier l'état du secteur des entreprises sociales et sa contribution potentielle à l'amélioration de l'agenda de plaidoyer en matière de coopération au développement dans chaque pays. Des membres du POED de huit pays ont participé au projet : L'Indonésie et les Philippines en Asie ; la Tanzanie et le Zimbabwe en Afrique de l'Est ; l'Albanie en Europe ; l'Argentine et le Salvador en Amérique latine et dans les Caraïbes ; et la Palestine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MOAN). Toutefois, ce rapport ne couvre que six pays, car les membres du POED en Indonésie et au Salvador n'ont pas été en mesure de soumettre leur rapport de recherche-action à temps.

## LES ENTREPRISES SOCIALES : DES CHANGEMENTS POTENTIELS POUR QUE PERSONNE NE SOIT LAISSÉ POUR COMPTE

Les résultats de la recherche-action valident l'entrepreneuriat social en tant que stratégie innovante, susceptible de changer la donne et de contribuer à ce que personne ne soit laissé pour compte dans le processus de poursuite des objectifs de développement durable (ODD). Avec les multiples crises auxquelles l'humanité est confrontée aujourd'hui et qui frappent le plus durement les pauvres et les marginalisés, tout en élargissant leurs rangs, l'entrepreneuriat social est une stratégie évolutive dans les contextes des pays en développement qui concerne la reconnaissance, la croissance et l'intégration des entreprises sociales en tant que partenaires des pauvres et des marginalisés vers des économies inclusives, équitables et durables. En tant que phénomène mondial, les entreprises sociales ont été caractérisées comme des réponses aux défis complexes des sociétés sur la base de modèles économiques et commerciaux novateurs motivés par une mission sociale.

Dans les pays en développement où la pauvreté et les inégalités sont élevées, les entreprises sociales ayant les pauvres pour principales parties prenantes (SEPPS) sont apparues comme un concept permettant d'appréhender ce phénomène. Les SEPPS sont des réponses à la pauvreté systémique et généralisée, à l'inégalité et à l'incapacité persistante des institutions de l'État et du marché à répondre aux besoins des pauvres. En tant que telles, ces entreprises sociales peuvent être considérées comme faisant partie d'un mouvement plus large en faveur de l'inclusion sociale et de la transformation de la société.

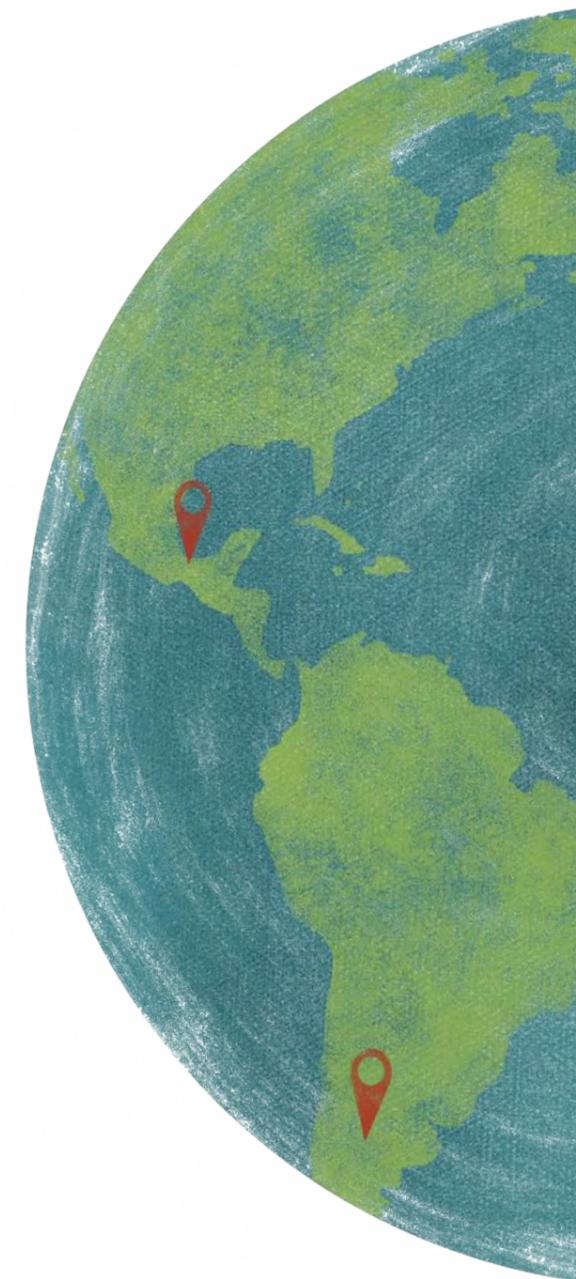
Des études mondiales sur l'entrepreneuriat social ont montré que les entreprises sociales ont permis un développement économique inclusif et durable dans le monde entier en fournissant et en promouvant des moyens de subsistance durables, l'inclusion sociale, des technologies de consommation et de production durables et l'accès aux services de base pour les pauvres et les personnes marginalisées. En outre, les entreprises sociales ont favorisé l'appropriation démocratique des besoins et des priorités de développement par les populations, permettant ainsi aux pauvres et aux marginalisés d'identifier et de mettre en œuvre collectivement des solutions innovantes pour sortir de la pauvreté. Même pendant la pandémie, alors que leurs entreprises étaient en difficulté, les ES du monde entier ont trouvé des solutions, pivotant et s'adaptant pour continuer à servir les plus vulnérables par le biais d'initiatives de réponse à la pandémie. Ces études montrent la nature double ou hybride des entreprises sociales en tant que segment commercial de la société civile et en tant que segment du secteur privé axé sur une mission sociale. D'une part, il s'agit d'organisations de l'économie sociale qui proposent des solutions innovantes et des approches alternatives pour engager les pauvres dans un développement

équitable et durable. D'autre part, elles développent des modèles économiques et commerciaux qui créent et distribuent de la richesse et de la valeur parmi les pauvres tout en respectant les droits humains, l'égalité des genres, la participation des personnes et la durabilité environnementale dans leurs efforts.

## SITUATION DES ENTREPRISES SOCIALES DANS LES PAYS COUVERTS PAR LA RECHERCHE

Dans les pays couverts par cette étude, le secteur des entreprises sociales se trouve à différents niveaux de développement. Il en est encore au stade naissant en Palestine, en Tanzanie et au Zimbabwe, et au stade de l'évolution en Albanie. En revanche, le secteur des entreprises sociales a atteint le stade de développement aux Philippines et le stade avancé en Argentine. Les ES couvertes dans les six pays sont soit des organisations entrepreneuriales à but non lucratif, soit des coopératives sociales, soit des entreprises sociales, soit une combinaison de ces types d'organisations. Le niveau de développement de ce qui est considéré comme des entreprises sociales varie. Un certain nombre d'entre elles peuvent être considérées comme des formations pré-entreprises sociales ou des entreprises sociales en évolution. Le contexte plus large de l'occupation en Palestine a rendu difficile la durabilité de ce qui est considéré comme des initiatives d'entreprises sociales.

Parmi tous les pays couverts, seule l'Albanie dispose d'une loi reconnaissant les entreprises sociales. Toutefois, cette loi a été critiquée par les parties prenantes en raison de son manque de clarté et d'impositions qui ne répondent pas aux réalités des entreprises sociales sur le terrain. En Argentine, les organisations de l'économie sociale, solidaire et populaire (ESSP), comme elles préfèrent être identifiées, sont reconnues et soutenues par le gouvernement





sous l'égide de l'Institut national des associations et de l'économie sociale (INAES). L'agence gouvernementale a récemment été intégrée au portefeuille du développement productif, ce que les parties prenantes considèrent comme une évolution marquante, car les organisations de l'ESSP sont désormais reconnues comme des acteurs économiques importants qui génèrent du travail décent pour la population. Néanmoins, il existe des formes émergentes d'organisations ESSP dans le pays qui ne sont pas reconnues, tandis que de nouvelles coopératives de base liées à la production alimentaire, au travail social et communautaire, à l'économie de soins et à l'agriculture durable ES sont enregistrées en tant que coopératives en l'absence de structures juridiques qui reconnaissent leurs réalités. Dans tous les pays où il n'existe pas de cadre juridique reconnaissant et soutenant les ES, les entreprises sociales sont enregistrées et régies par les lois et réglementations existantes pour les coopératives, les entreprises privées ou les organisations à but non lucratif. Cependant, les groupes de type coopératif qui ont été créés pour fournir des emplois dans le contexte difficile de l'occupation en Palestine ne sont toujours pas enregistrés en raison de ce que les parties prenantes considèrent comme des exigences déraisonnables en matière d'enregistrement.

L'engagement des ES auprès du gouvernement varie, allant de l'enregistrement et de la coordination à la sollicitation d'un soutien technique et financier, en passant par la promotion des questions affectant le secteur et/ou la participation aux programmes gouvernementaux et aux réformes politiques concernant le développement et la croissance des organisations de ES/ESSP. Aux Philippines, les acteurs de l'entreprise sociale font pression depuis 2012 pour obtenir une loi sur la réduction de la pauvreté par l'entrepreneuriat social (PRESENT), mais celle-ci n'a pas été promulguée.

Les ES sont confrontés à des défis communs, notamment l'absence d'un cadre juridique et réglementaire favorable, l'accès à un financement et à des capitaux adéquats et appropriés, et l'accès aux marchés. Dans les pays où le secteur des ES est naissant ou en pleine évolution, les parties prenantes soulignent que la compréhension limitée de l'entrepreneuriat social, le manque de sensibilisation aux ES et la capacité limitée des ES à atteindre la viabilité financière font partie des défis auxquels elles sont confrontées dans le développement du secteur. Les parties prenantes expriment le besoin d'une plateforme de collaboration qui ferait progresser la reconnaissance, la croissance et l'intégration de l'entrepreneuriat social.

L'impact du changement climatique, en particulier pour les ES qui dépendent de l'agriculture, de la pêche et des ressources naturelles, a eu un effet négatif sur la production, avec des catastrophes causées par des risques hydrométéorologiques plus forts et plus fréquents, ainsi que des infestations de ravageurs, qui ont sapé le développement et les gains réalisés par les ES. Le développement et la durabilité des ES sont également très affectés par les contextes nationaux plus larges du conflit et de l'occupation en Palestine, de la crise économique accompagnée de taux d'inflation très élevés en Argentine et au Zimbabwe, et du rétrécissement de l'espace civique aux Philippines.

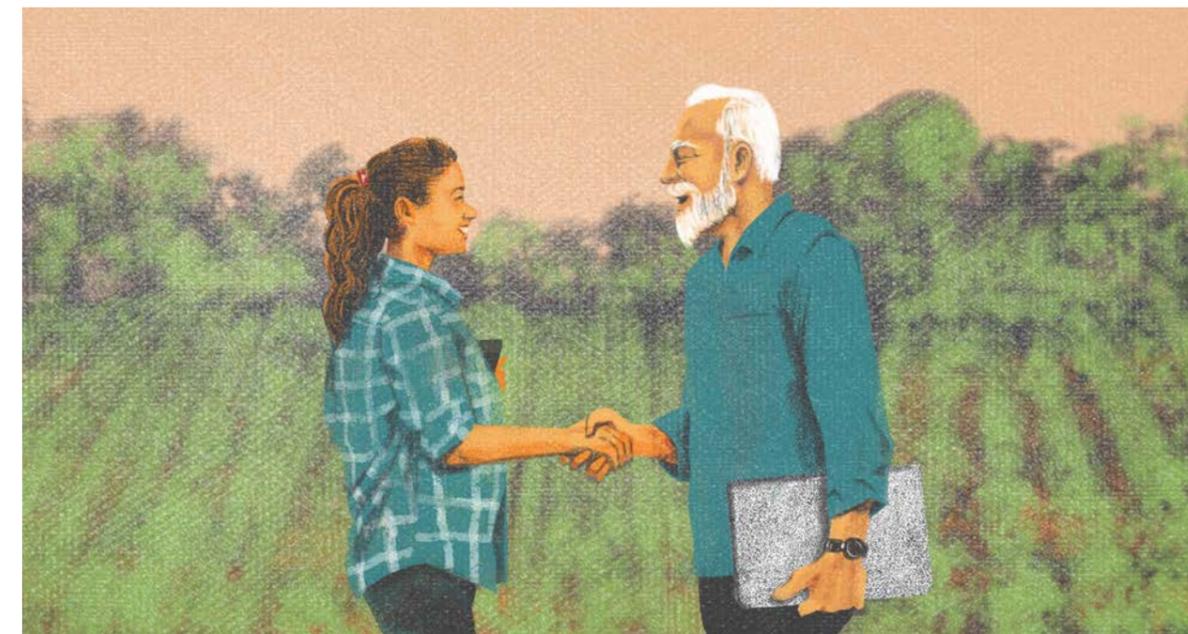
#### ÉTAT DE L'ENGAGEMENT DU RÉSEAU POED AVEC LE SECTEUR DES ENTREPRISES SOCIALES

L'implication des membres du POED dans le secteur des ES dans les pays couverts varie. Partners Albania for Change and Development (Partners Albania) et Fundación Multipolar en Argentine ont été directement impliqués dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement avec le secteur des entreprises sociales dans leurs pays respectifs. Partners Albania est reconnu comme une institution clé qui soutient le développement des entreprises sociales dans le pays. Al Marsad en Palestine et l'Association nationale des organisations de jeunesse (NAYO) au Zimbabwe ont participé à des actions de plaidoyer politique susceptibles de soutenir le développement des ES, mais l'engagement d'un secteur ES naissant dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement pose de nombreux défis. C'est également le défi auquel est confrontée la Coalition tanzanienne sur la dette et le développement (TCDD). Aux Philippines, où le secteur des ES est développé, le Council for People's Development and Governance (CPDG) est encore en train d'apprécier le secteur des ES dans le pays et de déterminer comment faire évoluer son travail pour impliquer le secteur.

## EXPLORER LA COLLABORATION ENTRE LES OSC ET LES ENTREPRISES SOCIALES EN PARTENARIAT AVEC LES PLATEFORMES ET RÉSEAUX MONDIAUX/RÉGIONAUX D'ENTREPRISES SOCIALES

Alors que les OSC sont depuis longtemps impliquées dans des initiatives mondiales visant à plaider en faveur d'une coopération au développement efficace et à contribuer à la réalisation des ODD, la collaboration OSC-Entreprises sociales qui exploite la double nature et le caractère des entreprises sociales pour renforcer le plaidoyer en faveur de la coopération au développement est encore en évolution. Dans ce processus, il existe des plateformes et des réseaux dirigés par des entreprises sociales au niveau régional et mondial dont le POED pourrait prendre note.

En Asie et dans le Pacifique, le Mécanisme régional d'engagement des OSC pour l'Asie et le Pacifique (APRCM), qui engage le système des Nations unies dans la région sur les ODD, a reconnu et mis en place un regroupement d'entreprises sociales et communautaires (SCE) en 2014. En 2020, l'APRCM SCE Constituency, sous la direction de l'ISEA et de ses partenaires, a lancé et mis en place des plateformes multipartites pour un redressement inclusif et une reconstruction plus équitable en vue d'accélérer la réalisation des ODD. Ces plateformes sont des lieux où le secteur des entreprises sociales peut entreprendre des échanges d'apprentissage, une collaboration et une projection de l'impact collectif, ainsi que des engagements avec les gouvernements, le secteur privé et les agences multilatérales en vue d'intégrer l'entrepreneuriat social en tant que stratégie pour ne laisser personne de côté. Pour donner une idée du potentiel de ces plateformes d'entreprises sociales à ajouter de la valeur au plaidoyer de la coopération au développement, il convient d'examiner les initiatives de la plateforme la plus avancée, la plateforme "Autonomisation des femmes, moyens de subsistance et alimentation" (WE LIVE FOOD) dans les chaînes de valeur agricoles (CVA). La plateforme WE LIVE FOOD s'est engagée dans le développement et la promotion d'un ensemble de critères de référence et de lignes directrices pour les partenariats transformationnels et l'autonomisation économique des femmes dans les chaînes de valeur agricoles. Les repères fournissent un ensemble d'outils de planification, de suivi et d'évaluation sur la manière dont les entreprises sociales, les PME, les sociétés agroalimentaires et les autres acteurs de la chaîne de valeur peuvent être des partenaires transformationnels des femmes et des hommes marginalisés qui produisent à petite échelle et, ce faisant, contribuer davantage à l'avancement des ODD. Les lignes directrices, quant à elles, fournissent un ensemble de politiques et de programmes habilitants que les gouvernements peuvent adopter pour soutenir et encourager la mise en pratique des critères de référence.



Bien qu'il faille procéder à une évaluation plus systématique, il existe des réseaux et des plateformes mondiaux dirigés par des entreprises sociales qui peuvent être utiles en tant que partenaires dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement. Catalyst 2030 est un mouvement mondial d'ES et d'innovateurs sociaux créé en 2020 qui promeut le changement des systèmes en vue d'accélérer la réalisation des ODD. Entre autres, il plaide de manière proactive pour un changement de paradigme de financement afin de soutenir les initiatives qui favorisent le changement de système et pour que les gouvernements adoptent des politiques qui soutiennent la croissance des entreprises sociales et le développement de l'économie sociale et solidaire. L'Organisation mondiale du commerce équitable (WFTO) est un autre réseau digne d'intérêt. La WFTO est une "communauté mondiale d'entreprises sociales qui mettent pleinement en pratique les dix principes du commerce équitable et utilisent un système de garantie qui place les intérêts des travailleurs, des agriculteurs et des artisans au premier plan".

Il s'agit de réseaux et de plates-formes qui pourraient offrir au POED des possibilités de collaboration avec le secteur des entreprises sociales afin d'améliorer son plaidoyer en faveur de l'efficacité du développement.

### VALEUR AJOUTÉE DE LA COLLABORATION OSC-ENTREPRISES DANS LE PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Sur la base de l'état des ES à l'échelle mondiale, et tel que validé par les pays

couverts par la recherche, les ES ont servi de partenaires aux secteurs les plus pauvres et les plus marginalisés en fournissant des services sociaux de base, des emplois et des moyens de subsistance durables, en permettant la pratique de la consommation durable et des technologies de production, et en renforçant leurs actifs et leurs capacités à devenir des acteurs de leur propre développement.

En jouant ce double rôle, les ES pourraient renforcer le plaidoyer des OSC en faveur de stratégies et d'approches de développement alternatives et concrétiser les moyens de soutenir les initiatives et les organisations de l'économie sociale. Les ES pourraient servir de partenaires aux OSC dans l'élaboration d'orientations politiques et de programmes nuancés à l'intention des gouvernements et des agences multilatérales, afin de soutenir les approches et les stratégies de développement alternatif qui ont fait leurs preuves sur le terrain. Dans le même temps, elles pourraient également servir de partenaires aux OSC en s'engageant de manière constructive et en montrant comment le secteur privé pourrait devenir un partenaire plus transformationnel des pauvres et des marginalisés. En outre, elles pourraient également servir de partenaires aux OSC en incitant les gouvernements à élaborer des politiques et des programmes permettant au secteur privé de contribuer davantage à la réalisation des ODD. Dans ce processus, les ES pourraient servir de partenaires pour promouvoir les principes de l'efficacité du développement et les

principes de Kampala sur l'engagement efficace du secteur privé.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Cette étude a cherché à explorer la pertinence et le potentiel des OSC en général, et des membres du POED en particulier, dans l'engagement des ES en tant que partenaires dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement. Comme l'a montré la recherche-action, la nature générale, les pratiques et les objectifs des ES concrétisent et enrichissent les principes de Kampala et d'efficacité du développement. Les principes d'appropriation nationale inclusive par le biais de partenariats multipartites innovants, le ciblage des pauvres en tant que partenaires pour créer un impact sur leurs vies, leurs moyens de subsistance et leurs cadres de vie, l'élaboration de normes et de critères pour des partenariats transformationnels visant à ne laisser personne de côté sont des manifestations claires de leur valeur ajoutée en tant que partenaires dans le cadre d'un plaidoyer efficace en faveur de la coopération au développement.

Dans l'ensemble des pays couverts, Partners Albania et Fundación Multipolar en Argentine ont été directement impliqués dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement avec la participation d'organisations ES/ESSP. Partners Albania est même bien positionné en tant qu'institution ressource contribuant au développement du secteur des ES. En revanche, Al Marsad en Palestine, NAYO au Zimbabwe et TCDD en Tanzanie opèrent dans des pays où le secteur des ES est encore dans sa phase naissante. Le renforcement du secteur de l'économie sociale dans ces pays est une condition préalable à leur engagement dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement. Parallèlement, le CPDG aux Philippines est encore en train de déterminer comment l'entrepreneuriat social et le développement des entreprises sociales pourraient enrichir son travail.

Le POED devrait relever les défis posés par les contextes différents et la capacité des membres du POED à s'engager avec le secteur des entreprises sociales dans les six pays étudiés. Dans le même temps, il existe des possibilités de partenariats avec des réseaux et des plateformes dirigés par des entreprises sociales au niveau mondial et dans la région Asie-Pacifique, que le POED pourrait prendre en compte dans la poursuite d'un effort de collaboration solide entre les OSC et les entreprises sociales, afin d'enrichir son programme et sa stratégie de plaidoyer en faveur de la coopération au développement.

Compte tenu des niveaux d'engagement des membres du POED avec le secteur de l'économie sociale dans les pays couverts et du niveau de développement du secteur



de l'économie sociale dans ces pays, le POED et ses membres pourraient poursuivre le développement de partenariats OSC-Entreprises d'une manière nuancée.

Les recommandations suivantes s'adressent au POED afin de soutenir le processus de partenariats OSC-Entreprises parmi leurs membres dans les six pays couverts :

1. Optimiser les efforts de collaboration entre les OSC et les entreprises en Albanie et en Argentine en soutenant les initiatives de suivi visant à élaborer un programme de coopération au développement entre les OSC et les entreprises dans ces pays.
2. Soutenir et aider les partenaires en Palestine, en Tanzanie et au Zimbabwe à contribuer au renforcement du secteur des entreprises sociales. Étudier la possibilité d'engager des entreprises sociales qui pourraient avoir la capacité de participer à l'élaboration d'un programme de plaidoyer en faveur de la coopération au développement soutenant le renforcement du secteur des entreprises sociales dans ces pays.
3. Créer une plateforme d'apprentissage pour les membres du POED, où ils pourraient apprendre et échanger des perspectives et des expériences en vue de cristalliser un agenda mondial de coopération au développement entre OSC et ES. Les partenaires Albanie et Fundación Multipolar pourraient diriger la plateforme étant donné leur engagement dans le secteur de l'économie sociale dans leurs pays respectifs. En même temps, la plateforme d'apprentissage pourrait aider les membres du POED en Palestine, aux Philippines, en Tanzanie et au Zimbabwe à mieux comprendre comment l'entrepreneuriat social pourrait enrichir leur travail et à articuler un agenda et une stratégie de coopération au développement OSC-Entreprises Sociales adaptés à leurs contextes nationaux respectifs.

Tout en soutenant ses membres dans le développement de partenariats OSC-Entreprises, le POED pourrait envisager l'élaboration d'un agenda et d'une stratégie de coopération au développement OSC-Entreprises au niveau mondial, en se concentrant sur les points suivants

1. Rendre les gouvernements des pays en développement plus responsables dans la définition des priorités de développement qui se concentrent non seulement sur l'inclusion des pauvres, mais aussi sur l'intégration de l'entrepreneuriat social comme stratégie pour obtenir des résultats significatifs qui permettent aux pauvres d'être des acteurs du développement équitable et durable en

vue d'accélérer la réalisation des ODD. Cela signifie qu'il faut mettre en place des politiques et des programmes spécifiques, y compris l'acheminement du financement public, vers les entreprises sociales en tant que partenaires pour ne laisser personne de côté ;

2. Élaborer et promouvoir des critères de référence pour le secteur privé en termes de partenariats transformationnels qui pourraient directement ouvrir la voie à une modification des pratiques des acteurs du secteur privé conformément aux principes de Kampala, les droits humains et les normes de travail, tout en proposant des pistes innovantes sur la manière dont les gouvernements peuvent permettre aux entreprises sociales, micro, petites et moyennes entreprises de contribuer davantage à la réalisation des ODD;
3. Développer ou participer à des plateformes de collaboration multipartites aux niveaux national, régional et même mondial qui pourraient servir d'arènes pour développer des voies innovantes pour les gouvernements, les institutions multilatérales, les partenaires du secteur privé, les partenaires du développement et les organisations de la société civile afin de reconnaître, soutenir et intégrer les ES en tant que partenaires transformationnels des pauvres et des marginalisés vers des économies inclusives, équitables et durables ; et
4. Garantir une représentation significative et authentique des ES et des OSC dans les processus de développement aux niveaux national, régional et mondial, le cas échéant.

Les recommandations susmentionnées peuvent compléter les recommandations d'une étude parallèle entreprise par le POED et le réseau Reality of Aid, publiées dans le Rapport de synthèse mondial 2022 de l'Observatoire du secteur privé (Private Sector Watch), qui se concentrent sur la responsabilisation des acteurs du secteur privé sur la base des principes de l'efficacité du développement, des principes de Kampala, et des droits humains et des normes du travail.

## TABLE DES MATIÈRES

xi	RÉSUMÉ ANALYTIQUE
xxiii	TABLE DES MATIÈRES
xxv	LISTE DES MATRICES
xxv	LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS
3	INTRODUCTION
<b>7</b>	<b>1 - LES ENTREPRISES SOCIALES EN TANT QU'ACTEURS CLÉS DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE ET DURABLE</b>
7	UN MONDE EN CRISE
8	L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL AVEC LES PAUVRES COMME PREMIERS INTÉRESSÉS
9	CONTRIBUTIONS DES ENTREPRISES SOCIALES
<b>13</b>	<b>2 - COMPRENDRE LES ENTREPRISES SOCIALES DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES</b>
13	LE SECTEUR DES ENTREPRISES SOCIALES DANS LES PAYS COUVERTS
34	ETAT DES ENTREPRISES SOCIALES DANS LES PAYS COUVERTS
57	GAINS RÉALISÉS PAR LES SECTEURS PAUVRES ET MARGINALISÉS DESSERVIS PAR LES ENTREPRISES SOCIALES

61	ÉTAT DE L'ENGAGEMENT DU RÉSEAU POED AVEC LE SECTEUR ES
<b>75</b>	<b>3 - COLLABORATION OSC-ENTREPRISES DANS LE PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT</b>
75	EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
77	LE RÔLE DES OSC DANS LE PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
77	COLLABORATION OSC-ENTREPRISES DANS LE PLAIDOYER POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
85	L'ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
92	VALEUR AJOUTÉE DE LA COLLABORATION OSC-ENTREPRISES DANS LE PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
94	RÉSULTATS DE LA SENSIBILISATION DES OSC AUX ENTREPRISES SOCIALES DANS LES PAYS COUVERTS PAR LE PROJET
<b>97</b>	<b>4 - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>
97	CONCLUSIONS
100	RECOMMANDATIONS
103	RÉFÉRENCES

LISTE DES MATRICES		
1	Étapes du développement du secteur ES	6
2	Stade de développement du secteur ES par pays participant	7
3	État du développement du secteur ES par pays	8
4	Résumé des cas couverts par la recherche-action	33

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	
APRCM	Mécanisme d'engagement des OSC de la région Asie-Pacifique
CVA	Chaîne de valeur agricole
BOL	Loi organique sur les Bangsamoro
BTPWEE	Critères de référence pour les partenariats de transformation et l'autonomisation économique des femmes
CBRES	Système communautaire d'énergie renouvelable
COVID-19	Corona Virus Disease 2019
POED	Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement
CPDG	Conseil pour le développement des personnes et la gouvernance
OSC	Organisation de la société civile
DA	Département de l'agriculture
ED	Efficacité du développement
DS	Syndrome de Down
DTI	Ministère du commerce et de l'industrie
CED	Une coopération efficace au service du développement
ESSP	Économie sociale, solidaire et populaire (en espagnol)
FSSI	Fondation pour une société durable, Inc.
FTO	Organisation du commerce équitable
VBG	Violence fondée sur le genre
FHN4	4eme Forum de haut niveau (Busan)

OIT	Organisation internationale du travail
INAES	Institut national des associations et de l'économie sociale (en espagnol)
ISEA	Institut pour l'entrepreneuriat social en Asie
LSEED	Entreprise sociale lasallienne pour le développement économique
KRDC	Conseil du district rural de Kusile
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
MOAN	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MKISEG	Institut du Mont Kalayo pour la croissance des entreprises sociales
MNC	Société multinationale
MSP	Plate-forme des parties prenantes
NAYO	Association nationale des organisations de jeunesse
Nouvelle génération de ES	Entreprise sociale de nouvelle génération
SNFSF	Fédération nationale des travailleurs du sucre
ONG	Organisation non gouvernementale
NGDO	Organisation non gouvernementale de développement
NHCDO	Organisation de développement communautaire New Hope
OPNI	Organisation à but non lucratif
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PAMPA 2030	Plateforme argentine de suivi de l'Agenda 2030
Partenaires Albania	Partenaires Albanie pour le changement et le développement
PAYG	Payez à l'avance
PEF	Fondation pour la paix et l'équité
PPP	Partenariat public-privé
PPPP	Partenariat public-privé-personne
PRÉSENTS	Réduction de la pauvreté grâce à l'entrepreneuriat social
PVO	Organisation bénévole privée

ODD	Objectif de développement durable
ES	Entreprise sociale
SEPPS	Entreprises sociales dont les pauvres sont les principaux acteurs
Coopératives sociales	Coopératives sociales
SMD-MFI	Institution de microfinance à vocation sociale
ESS	Économie sociale et solidaire
ESSO	Organisation de l'économie sociale et solidaire
TCDD	Coalition tanzanienne sur la dette et le développement
TNC	Société transnationale
TRADO	Organisation de développement du commerce
ONU	Nations Unies
CESAP	Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique
WEF	Forum économique mondial
WE LIVE FOOD	Autonomisation des femmes, moyens de subsistance et alimentation
ZYC	Conseil de la jeunesse du Zimbabwe

## INTRODUCTION

Ce document de synthèse est le résultat final du projet de recherche-action “Social Enterprises as Potential Partners in Development Cooperation Advocacy” (Les entreprises sociales en tant que partenaires potentiels dans la défense de la coopération au développement). Ce projet a été mené conjointement par le Partenariat des OSC pour l’efficacité du développement (POED) et l’Institut pour l’entrepreneuriat social en Asie (ISEA). Il visait à explorer la pertinence et le potentiel pour les organisations de la société civile (OSC) en général et les membres du POED en particulier, d’engager les entreprises sociales (ES) en tant que partenaires dans le plaidoyer pour la coopération au développement. Des membres du POED de huit pays ont initialement participé au projet : Indonésie et Philippines en Asie ; Tanzanie et Zimbabwe en Afrique de l’Est ; Albanie en Europe ; Argentine et El Salvador en Amérique latine et dans les Caraïbes ; et Palestine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MOAN). Cependant, ce rapport ne couvre que six pays car les membres du POED en Indonésie et au Salvador n’ont pas été en mesure de soumettre leur rapport de recherche-action à temps.

La recherche-action s’est déroulée en deux phases principales : la première phase a consisté en une **recherche-action au niveau national** afin de permettre aux membres du POED de mieux comprendre le paysage de l’économie sociale et d’explorer la manière dont ils pourraient travailler avec le secteur de l’économie sociale pour mieux le soutenir et le développer en tant qu’acteur clé du développement équitable et durable. La deuxième phase s’est concentrée sur la **sensibilisation des entreprises sociales dans les pays** où les résultats de la

recherche-action et de l'étude de cas de la coalition pour la réduction de la pauvreté par l'entrepreneuriat social (PRESENT) ont été présentés aux OSC et aux parties prenantes de l'économie sociale pour une compréhension et une appréciation communes de l'état du secteur de l'économie sociale et de sa contribution potentielle à l'amélioration de l'agenda de plaidoyer de la coopération au développement dans chaque pays. Avant ces deux activités majeures, un cours en ligne sur l'entrepreneuriat social et une orientation sur la conception de la recherche-action ont été dispensés aux huit membres participants du POED.

Étant donné la nécessité d'une perspective globale, la recherche s'est également largement inspirée des études mondiales pertinentes sur les ES, ainsi que des propres études et initiatives de l'ISEA dans la région Asie-Pacifique sur la promotion du développement des secteurs des ES en tant qu'acteur majeur contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Ce document de synthèse peut être considéré comme une contribution permettant de mieux situer l'engagement potentiel du POED dans le secteur de l'économie sociale dans les pays couverts par la recherche-action, ainsi qu'à l'échelle mondiale.



## MÉTHODOLOGIE

Le projet de recherche-action a principalement fait appel à des approches qualitatives:

- **Entretiens** avec des experts mondiaux et nationaux et des leaders d'opinion sur les entreprises sociales, l'investissement social et le plaidoyer en faveur de la coopération au développement.
- **Examen de la littérature relative** aux entreprises sociales, à la coopération au développement, à l'investissement social et à l'aide au développement.
- **Une recherche-action au niveau national** qui a utilisé des approches d'évaluation rapide et d'étude de cas pour identifier les acteurs clés du secteur des entreprises sociales et des cas emblématiques d'entreprises sociales ayant les pauvres comme principales parties prenantes (SEPPS) ; déterminer les défis et les opportunités pour les entreprises sociales ; et explorer des stratégies sur la façon dont les OSC et les acteurs clés des entreprises sociales pourraient travailler ensemble pour soutenir et développer le secteur des entreprises sociales.
- **Étude de cas** de la coalition pour la réduction de la pauvreté par l'entrepreneuriat social (PRESENT) aux Philippines afin de mieux comprendre le rôle de la société civile dans la collaboration avec les entreprises sociales en tant que partenaires dans la défense de la coopération au développement.
- Les membres du POED ont **contacté** des acteurs clés du secteur des entreprises sociales afin d'explorer les éléments d'un programme de coopération au développement entre les OSC et les entreprises sociales, qui soutient le secteur des entreprises sociales en tant qu'acteur clé d'un développement durable et équitable.



# 1

## Les entreprises sociales en tant qu'acteurs clés dans le domaine du développement équitable et durable

### UN MONDE EN CRISE

Un rapport de 2019 montrait déjà que la communauté internationale était à la traîne dans la réalisation des ODD 2030 (Sachs et al, 2019). Il révélait que le monde était déjà confronté à de multiples crises tournant autour de l'aggravation de la pauvreté, de la multiplication des conflits, du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, ainsi que des violations des droits humains. La pauvreté reste un défi mondial ; l'utilisation des terres et la production alimentaire ne répondent pas aux besoins des populations ; les normes et conditions de travail médiocres sont endémiques dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, ce que les nations riches tolèrent par l'importation de produits et de services ; les violations des droits humains et de la liberté d'expression s'aggravent ; les questions relatives au climat et à la biodiversité ne sont pas du tout abordées, les gouvernements ne parvenant pas à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à empêcher l'extinction des espèces menacées. La pandémie de Corona Virus Disease 2019 (Covid-19) a aggravé la situation, non seulement parce qu'elle a provoqué une crise sanitaire avec plus de 630 millions de cas et 6,5 millions de décès (OMS, 2022), mais aussi parce qu'elle a entraîné des perturbations économiques et sociales qui ont encore exacerbé les inégalités et les vulnérabilités et intensifié la destruction de l'environnement et la perte de biodiversité, les risques pour les pays en développement, ainsi que pour les populations pauvres et marginalisées, augmentant encore davantage (UN et al, 2022). Un rapport récent sur les progrès des ODD en Asie et dans le Pacifique révèle que les progrès dans les différents objectifs ralentissent, stagnent, voire régressent (UNESCAP, 2022).

En ce qui concerne la réduction de la pauvreté, un rapport de l'Organisation des Nations unies (ONU) indique que "même avant la COVID-19, les projections de base suggéraient que 6 % de la population mondiale vivrait encore dans l'extrême pauvreté en 2030, manquant ainsi l'objectif de mettre fin à la pauvreté". En 2019, la Banque mondiale estimait à 689 millions le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar par jour. En outre, la Banque mondiale estime que la COVID-19 a plongé 97 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2020. D'autre part, 2 milliards de personnes dans 111 pays en développement, qui représentent 19 % de la population mondiale, vivent dans une pauvreté multidimensionnelle (PNUD & OPHI, 2022). Le rapport 2021 des Nations unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement indique que 119 à 124 millions de personnes sont retombées dans l'extrême pauvreté en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. La réduction de la pauvreté est devenue encore plus difficile à cause de la guerre en Ukraine. On estime que les crises combinées entraîneront une augmentation de 75 à 95 millions du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici la fin de l'année, par rapport aux projections antérieures à la pandémie (Mahler et al, 2022).

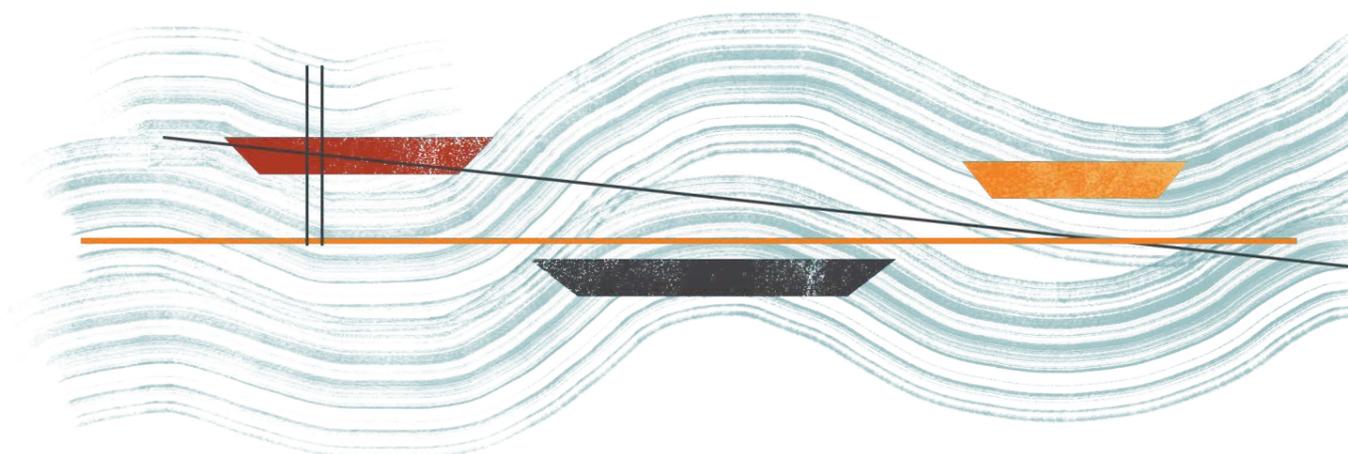
Les multiples crises auxquelles l'humanité est confrontée aujourd'hui n'ont pas seulement touché les pauvres le plus durement, elles ont aussi élargi leurs rangs. Il est donc urgent d'élaborer des stratégies novatrices qui changent la donne afin de s'assurer que personne n'est laissé pour compte. L'une de ces stratégies innovantes, validée par plusieurs études, est l'entrepreneuriat social. Dans le contexte d'un financement public et d'un financement du développement limités, le secteur privé est apparu comme un acteur du développement. Alors que la question de la responsabilité du secteur privé dans les partenariats de développement persiste, les entreprises sociales sont apparues comme un point positif. Considérées par les chercheurs comme des "réponses fondées sur des modèles économiques/professionnels novateurs motivés par une mission sociale" (Defourney et Nyssens, 2017 ; cité par Bidet et Defourney, 2019, p. 364), les entreprises sociales poursuivent des stratégies novatrices qui ciblent les besoins des pauvres et des marginalisés de manière à transformer leur vie, leur communauté et leur cadre de vie.

### L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL AVEC LES PAUVRES COMME PREMIERS INTÉRESSÉS

Dans les pays en développement où la pauvreté et les inégalités sont élevées, les entreprises sociales ayant les pauvres pour principales parties prenantes (SEPPS) sont apparues comme une construction conceptuelle permettant d'appréhender ce phénomène. Les SEPPS sont des réponses à la pauvreté systémique et généralisée,

à l'inégalité et à l'incapacité persistante des institutions de l'État et du marché à répondre aux besoins des pauvres (Dacanay, 2019). En tant que telles, ces entreprises sociales peuvent être appréciées comme faisant partie d'un mouvement plus large d'inclusion sociale et de transformation sociétale. Les PPSE sont des "organisations axées sur une mission sociale qui permettent aux pauvres et aux marginalisés de participer à la création et à la distribution des richesses" (Dacanay, 2017, p. 4).

En tant que segment commercial de la société civile, les SEPPS poursuivent une mission sociale consistant à lutter contre la pauvreté et à améliorer la vie des pauvres. Mais contrairement aux organisations de la société civile (OSC) qui dépendent généralement de subventions pour leurs opérations, les entreprises sociales tirent un pourcentage important de leurs revenus de la vente de produits et de services. Elles créent donc de la richesse comme les entreprises traditionnelles. Mais contrairement aux entreprises traditionnelles qui recherchent le profit principalement pour enrichir les propriétaires du capital, souvent au détriment des pauvres et de l'environnement, les entreprises sociales contribuent à résoudre les problèmes sociaux et environnementaux tout en distribuant la richesse créée à un groupe plus large, en particulier aux personnes vivant dans la pauvreté qui sont leur principale raison d'être (Dacanay, 2012 ; ISEA, 2015). Une étude antérieure sur le rôle du SEPPS a conclu que ces entreprises ont un double rôle dans la construction d'une économie plurielle. Citant Laville (2010) qui a théorisé que dans une économie plurielle, les principes du marché coexistent avec les principes de redistribution et de réciprocité, l'étude explique qu'en tant qu'agents de changement, les SEPPS sont des organisations hybrides qui jouent un double rôle. D'une part, les SEPPS peuvent être considérés comme les principaux bâtisseurs d'une économie sociale forte, guidée par les principes de réciprocité et de redistribution. D'autre part, ils catalysent le processus consistant à "donner de la valeur aux coûts et aux rendements sociaux et environnementaux et à fournir des repères pour la poursuite de marchés inclusifs et éthiques" (Dacanay, 2019, p. 269).



“Deux modèles d’engagement des parties prenantes sont évidents parmi les entreprises sociales dont les pauvres sont les principales parties prenantes (SEPPS) : le **modèle de collaboration**, dans lequel les pauvres sont engagés en tant que partenaires transactionnels, et le **modèle d’autonomisation**, qui engage les pauvres non seulement en tant que partenaires transactionnels, mais aussi en tant que partenaires transformationnels. La nature multidimensionnelle de la pauvreté - qui implique un état de privation de capacités et d’exclusion du marché et de l’économie - explique la pertinence des deux modèles. Le modèle de collaboration, qui permet aux pauvres exclus de devenir des travailleurs, des fournisseurs et des clients du SEPPS, aboutit au développement de marchés inclusifs et éthiques. Le modèle d’autonomisation, dans lequel les pauvres sont également autorisés à devenir des propriétaires et des décideurs à part entière du SEPPS, entraîne la transformation des pauvres et le développement de l’économie sociale” (Dacanay, 2017, p. 4).

## CONTRIBUTIONS DES ENTREPRISES SOCIALES

Un rapport de la Fondation Schwab et du Forum économique mondial (WEF) (2022) affirme que les acteurs de l’économie sociale (composés d’entreprises sociales, de coopératives et d’entreprises à but non lucratif) ont permis un développement économique inclusif et durable dans le monde entier, citant un rapport de l’Organisation des Nations unies (ONU) selon lequel “l’économie sociale représentait environ 7 % du PIB mondial en 2017 et augmentait le nombre d’emplois dans toutes les économies.” Le réseau de 400 innovateurs et entrepreneurs sociaux de premier plan de la Fondation Schwab a, à lui seul, amélioré la vie de plus de 622 millions de personnes dans plus de 190 pays (Fondation Schwab, 2020) en fournissant et en promouvant des moyens de subsistance durables, l’inclusion sociale, des technologies de consommation et de production durables et l’accès aux services de base. Même pendant la pandémie, alors que leurs entreprises étaient en difficulté, les ES du monde entier ont trouvé des solutions, pivotant et s’adaptant pour continuer à servir les plus vulnérables par le biais d’initiatives de réponse à la pandémie (WEF, 2020). Alors que le modèle dominant de développement à grande échelle axé sur la croissance externalise souvent les coûts environnementaux et sociaux, les entreprises européennes ont “apporté des produits et des services vitaux aux pauvres et aux marginalisés, tout en agissant comme premiers intervenants en cas de crise ; elles ont maintenu les emplois et la sécurité sociale, à un moment où

les effets de la perte de revenus peuvent être particulièrement dévastateurs ; ont innové pour relever les défis sociaux et environnementaux insolubles auxquels la société est confrontée ; ont défendu le programme de développement durable, en appelant à une économie inclusive et verte et à une réinitialisation des marchés ; et ont autonomisé et créé une agence au sein des communautés afin qu’elles puissent développer et faire avancer leurs propres trajectoires et solutions” (WEF, 2020, p. 15).

Ces études affirment la nature double ou hybride des entreprises sociales en tant que segment commercial de la société civile et en tant que segment du secteur privé axé sur une mission sociale. D’une part, il s’agit d’organisations de l’économie sociale qui proposent des solutions innovantes et des approches alternatives pour engager les pauvres dans un développement équitable et durable. D’autre part, elles développent des modèles économiques et commerciaux qui créent et distribuent de la richesse et de la valeur parmi les pauvres tout en respectant les droits humains, l’égalité des genres, la participation des personnes et la durabilité environnementale dans leurs efforts. L’Organisation internationale du travail (OIT, n.d.) insiste sur ce point : “L’instabilité économique et politique mondiale récente a permis de souligner les lacunes de notre système de développement actuel et de confirmer la nécessité d’un paradigme de développement alternatif ou complémentaire. L’économie sociale et solidaire (ESS) est une solution viable pour rééquilibrer les objectifs économiques, sociaux et environnementaux”.

Dans le contexte de l’aggravation de la pauvreté et des inégalités, l’entrepreneuriat social évolue en tant que stratégie visant à reconnaître, à développer et à intégrer les entreprises sociales en tant que partenaires clés dans les plateformes d’innovation multipartites afin de permettre aux pauvres et aux marginalisés d’avoir accès aux services sociaux et économiques de base, de devenir des acteurs du développement d’économies inclusives et durables et de participer à la valeur et à la richesse créées de manière à transformer leur vie, leur communauté et leur cadre de vie (Dacanay, 2020). Si elle est intégrée en tant que stratégie de réduction de la pauvreté, elle pourrait permettre aux pauvres et aux personnes marginalisées de sortir de la pauvreté et d’améliorer la protection et la gestion de l’environnement et des ressources naturelles. Il convient donc de les soutenir et de les promouvoir.

Une meilleure compréhension du secteur de l’économie sociale est nécessaire pour les efforts de collaboration visant à influencer les programmes et les politiques de développement qui ne laisseront personne de côté dans les efforts pour atteindre les ODD.



## Comprendre les entreprises sociales dans des contextes différents



Le développement du SEPPS est un processus qui peut varier en fonction des conditions sociales, politiques et économiques dans lesquelles il est implanté et opère. Les six pays couverts par le projet ont fourni des indications sur la manière de mieux comprendre, apprécier et soutenir les ES en fonction de leur contexte.

### LE SECTEUR DES ENTREPRISES SOCIALES DANS LES PAYS COUVERTS

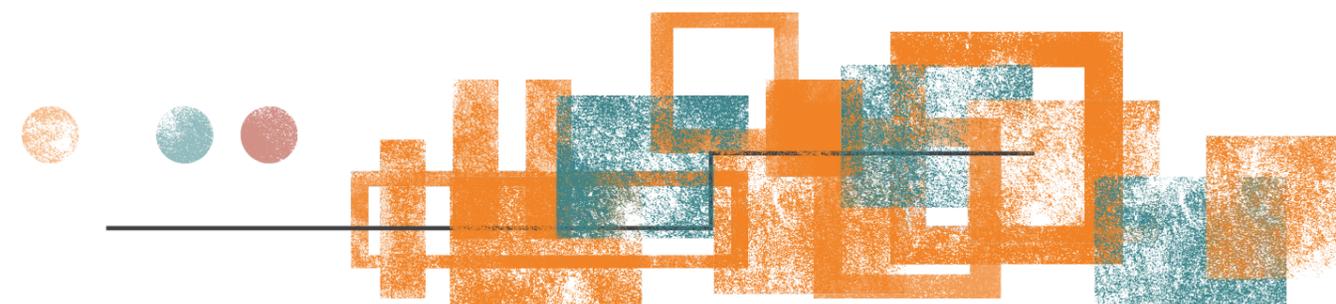
Les ES font partie du secteur des ES qui comprend les parties prenantes impliquées dans la promotion du développement, de la croissance et de la promotion de l'entrepreneuriat social. Le secteur de l'entrepreneuriat social est composé des entreprises sociales, des secteurs pauvres ou marginalisés desservis par les entreprises sociales, des institutions gouvernementales qui réglementent et soutiennent les entreprises sociales, des institutions de ressources (qui peuvent couvrir les incubateurs, les investisseurs sociaux, les universités, les organisations religieuses, les organisations non gouvernementales ou les ONG, etc.) qui fournissent une assistance financière, technique, de développement des capacités, de recherche et d'autres formes d'assistance aux entreprises sociales, des entreprises inclusives en partenariat avec les entreprises sociales, du public et des consommateurs qui utilisent les produits ou les services des entreprises sociales et d'autres groupes qui contribuent à la croissance de l'entrepreneuriat social. La recherche s'est penchée sur le stade de développement du secteur de l'économie sociale dans les pays couverts - que le secteur soit naissant, en évolution, développé ou avancé. Ces stades de développement ont été différenciés selon les critères suivants :



**MATRICE 1. ÉTAPES DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR ES**

Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques et programmes gouvernementaux	Institutions de ressources pour les ES
Naissant	Sensibilisation et compréhension limitées de l'ES et des concepts de l'ES parmi les parties prenantes	Les efforts de collaboration ES situent principalement entre les institutions de ressources ES et les ES qu'elles soutiennent.	Pas de politique ni de programme gouvernemental spécifique pour soutenir les ES	Institutions à ressources minimales pour les ES  Recherches/ documentation limitées sur les ES
Évolution	Sensibilisation et compréhension accrues de l'ES et des concepts de l'ES parmi les parties prenantes	Les ES et les autres parties prenantes des ES mènent des consultations qui débouchent sur des efforts de collaboration et des réseaux aux objectifs clairs.	Aucune à la politique gouvernementale en évolution mais sans programme clair pour soutenir les ES	Avec l'augmentation des institutions de ressources non gouvernementales apportant un soutien financier et technique au développement des ES.  Recherche/ documentation limitée à significative sur les ES évidente ; recherche/ documentation sur le secteur des ES

Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques et programmes gouvernementaux	Institutions de ressources pour les ES
Développé	Niveau élevé de sensibilisation et de compréhension de l'ES et des concepts de l'ES parmi les parties prenantes et avec le soutien de certains segments du public	Présence de réseaux ES ou de plateformes de collaboration avec un programme politique clair pour soutenir les ES et la capacité d'engager le gouvernement et/ou les institutions de ressources pour des changements dans les politiques et les programmes.	Des politiques et/ou des programmes sont envisagés et/ou élaborés par le gouvernement avec la participation des parties prenantes de l'économie sociale.	Avec une communauté développée d'institutions de ressources non gouvernementales fournissant un soutien financier et technique aux ES et au développement des cours sur l'entrepreneuriat social proposés par un nombre croissant d'établissements universitaires  Une communauté croissante de chercheurs et d'universitaires qui étudient les ES et le secteur

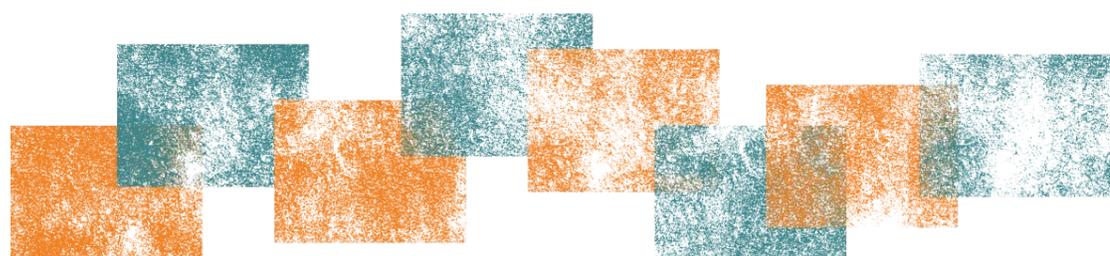


Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques et programmes gouvernementaux	Institutions de ressources pour les ES
Avancé	Niveau élevé de sensibilisation et de compréhension de l'économie sociale et des parties prenantes de l'économie sociale, avec le soutien du grand public	Présence de réseaux d'ES ou de plateformes de collaboration ayant réussi à plaider en faveur de politiques et de programmes	Les ES/ principaux segments des ES sont pleinement reconnus et des politiques et programmes habilitants distincts sont en place à différents niveaux.	<p>Avec les institutions de ressources gouvernementales et non gouvernementales fournissant un soutien financier et technique aux ES/aux principaux segments des ES</p> <p>Intégration de l'entrepreneuriat social dans le programme d'études des grandes écoles/ universités</p> <p>Communauté établie de chercheurs et d'universitaires étudiant les entreprises sociales et le secteur et contribuant à la théorie de l'entrepreneuriat social</p>

Pays	Stade de développement du secteur ES
Albanie	Évolution
Argentine	Avancé
La Palestine	Naissant
Philippines	Développé
Tanzanie	Naissant
Zimbabwe	Naissant



Les résultats révèlent que le développement du secteur des ES dans les pays participants diffère, car chaque pays a une histoire, des caractéristiques et un contexte changeant uniques qui ont défini l'évolution du secteur des ES (voir les détails dans la matrice 3). Il est important de noter que, quel que soit le stade de développement du secteur dans un pays, certaines ES sont encore en évolution et n'ont pas encore pleinement atteint les critères du SEPPS, à savoir (1) être axées sur une mission sociale, (2) créer de la richesse et (3) suivre une philosophie d'entreprise distributive. Dans le même temps, il existe également des ES déjà développées qui répondent aux indicateurs des SEPP. La matrice 2 montre la catégorisation du secteur des ES par pays en utilisant le cadre ci-dessus.

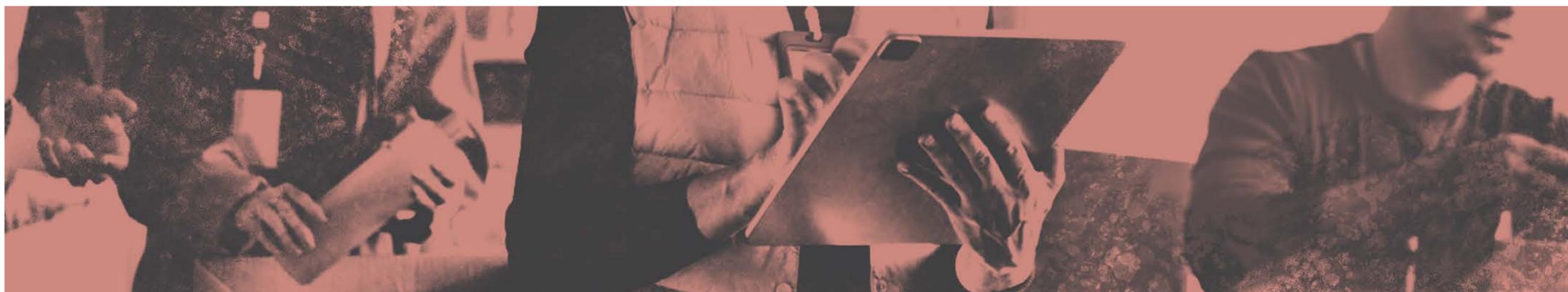


**MATRICE 3. ÉTAT DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ES PAR PAYS**

Légende:



Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques/programmes gouvernementaux	Institutions de ressources pour les ES
<b>ALBANIE</b>	<p>L'ES et le concept d'ES ne sont compris et utilisés que par les praticiens de l'ES et certains acteurs de l'ES ; le concept est relativement nouveau. (Laze, 2020 ; Partners Albania, 2020)</p> <p>Deux stratégies principales en matière d'économie sociale : l'intégration professionnelle des groupes marginalisés et les entreprises de commerce équitable (Partners Albania, 2020) ; il existe des coopératives, mais elles sont associées à l'ancien État socialiste et sont perçues négativement.</p>	<p>Certaines entreprises sociales ont tenté de collaborer et de mettre en place un réseau, mais cela ne s'est pas encore traduit par des actions concrètes (Laze, 2020).</p> <p>Le groupe de travail pour un environnement favorable aux entreprises sociales en Albanie, formé par Partners Albania for Change and Development (Partners Albania) en 2018 avec la représentation de 20 entreprises sociales, a publié une déclaration appelant le gouvernement à aborder les questions dans le paquet juridique pour les entreprises sociales.</p> <p>Le programme Dua Partner Invest de Partners Albania est une plateforme de collaboration entre investisseurs, consultants et entrepreneurs visant à servir et à développer une communauté de start-ups dans les pays des Balkans occidentaux par le biais de la mise en réseau, le conseil et l'accès aux possibilités de financement</p>	<p>Loi n° 65/2016, "Pour les entreprises sociales en République d'Albanie" et plusieurs règlements publiés sur une période de trois ans.(2016-2019)</p> <p>Le paquet juridique n'a pas encore été mis en œuvre en raison du manque de clarté, des limitations et des restrictions de la loi et des règlements (Kadrimi, 2019 ; Partners Albania, 2019, Laze, 2020).</p> <p>Le fonds public approuvé par le ministère de la santé et de la protection sociale pour soutenir les entreprises sociales pour la période 2019- 2021 n'a pas été alloué.</p> <p>Seules les organisations à but non lucratif (OBNL) sont reconnues comme une forme juridique habilitée à bénéficier du statut d'entreprise sociale en vertu de la loi sur la société européenne.</p>	<p>"La plupart des entreprises sociales se trouvent à un stade de croissance précoce de leur cycle de vie et ne disposent pas de ressources financières ou humaines suffisantes pour demander un financement (Laze, 2020, p.92).</p> <p>NBS (Nxitja E Biznesit Social ou Promoting Social Business), un bureau gouvernemental créé en 2011 qui cherche à "améliorer les politiques de protection sociale du gouvernement, les processus de responsabilisation et la coopération entre les secteurs public et non public [italiques ajoutés]" (NBS 2014:7, cité dans Hackett &amp; Roy, 2021, p.10).</p> <p>Yunus Social Business Balkans est une ONG qui soutient les entrepreneurs et le développement du secteur de l'entrepreneuriat inclusif et social dans la région. Elle a débuté en tant que projet de développement d'entreprises sociales en Albanie en juin 2012, et a été officiellement enregistrée en février 2013 en tant qu'ONG. Elle envisage des entrepreneurs dans les pays de la WB6 qui sont habilités à prendre des mesures audacieuses pour apporter des changements positifs significatifs à la société.</p>



Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques/programmes gouvernementaux	Institutions de ressources pour les ES
<b>ALBANIA</b>				<p>Financement et soutien internationaux provenant principalement de l'Union européenne et de l'Agence suédoise pour le développement et la coopération.</p> <p>L'agence allemande de développement Giz (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH), en collaboration avec l'agence albanaise de développement des investissements et le ministère des finances et de l'économie, a lancé le projet IDEA (Innovative Development for Entrepreneurs in Albania), qui offre aux jeunes entreprises innovantes la possibilité d'améliorer leurs compétences entrepreneuriales et leurs aptitudes commerciales, et de présenter un plan d'affaires final convaincant. Les plans d'affaires sélectionnés sont ensuite soutenus par un système de subventions géré par le ministère des finances et de l'économie.</p> <p>Absence d'inclusion systématique de l'apprentissage entrepreneurial et de la coopération université-entreprise au sein de l'université (Laze, 2020), mais quelques recherches/documents sur les entreprises européennes et le secteur des entreprises européennes sont évidents (sur la base de la disponibilité d'études en ligne).</p>

Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques/programmes gouvernementaux	Institutions de ressources pour les ES
ARGENTINA	<p>“L'économie sociale et solidaire (ESS) est le terme largement accepté et utilisé par les universitaires et les acteurs de l'économie sociale (Vazquez, 2019) ; l'économie sociale, solidaire et populaire (ESSP) dans le langage familial et normatif de l'Argentine.</p> <p>Modèles/ courants de l'ESS : organisations autogérées de travailleurs ; entités de l'économie sociale traditionnelle ; coopératives d'inclusion sociale liées aux politiques de l'État ; entreprises sociales dirigées par des entrepreneurs sociaux ; et initiatives populaires associatives et familiales (Vazquez, 2019, p.37).</p> <p>Les organisations autogérées de travailleurs et les entités de l'économie sociale traditionnelle sont très fortes et ont la capacité de s'unir, de défendre leurs droits et leurs préoccupations et d'influencer le gouvernement ; les coopératives d'inclusion sociale liées aux politiques de l'État et les initiatives populaires associatives et familiales ne sont pas aussi avancées, mais il existe des groupes de défense qui les soutiennent dans leur quête d'un meilleur soutien du gouvernement ; les entreprises sociales n'ont pas encore atteint un niveau critique pour influencer le gouvernement et d'autres secteurs. (G. Vazquez, communication personnelle, 11 février 2022)</p>	<p>Fédérations nationales de coopératives ayant réussi à influencer les politiques nationales en faveur de leur(s) secteur(s) : Confédération nationale des coopératives de travail (Confederación Nacional de Cooperativas de Trabajo, ou CNCT), une confédération nationale de coopératives de travailleurs ; Confederación Intercooperativa Agropecuaria Limitada (CONINAGRO), une grande confédération nationale composée de fédérations et de coopératives agricoles ; La banque coopérative “Credicoop” et la grande coopérative de consommateurs “Cooperativa Obrera de Consumo”, deux grandes organisations comptant des milliers d'associés et une riche histoire ; la Confédération des travailleurs de l'économie populaire (Confederación de Trabajadores de la Economía Popular, ou CTEP), qui représente les OESS subventionnées par le gouvernement et qui fournissent des emplois et des revenus aux travailleurs marginalisés (Vazquez, 2019).</p> <p>Plateforme argentine de suivi de l'Agenda 2030 (PAMPA 2030) composée de coopératives, de centrales syndicales, d'organisations confessionnelles, d'organisations de défense des droits humains, de réseaux d'ONG et de mouvements indigènes et féministes, qui assure le suivi des politiques et programmes gouvernementaux visant à réaliser les ODD 2030.</p>	<p>Cooperative Act de 1973, qui a été révisé à plusieurs reprises pour s'adapter à l'évolution du contexte et des besoins du secteur (Blugerman et al, 2017).</p> <p>La loi Nbr. 14650 à Buenos Aires, créant un système de promotion et de développement de l'économie sociale et solidaire dans la province (Blugerman et al, 2017, p.20).</p> <p>Le code civil et commercial de 2014, qui définit les règles relatives aux formes juridiques, aux structures et au fonctionnement adoptées par les organisations du troisième secteur et réglementée dans son livre premier, titre II, et notamment entre ses articles 168 à 224 ; elle n'inclut pas les opérations commerciales mais ne les interdit pas non plus (Blugerman et al, 2017, p.</p>	<p>Les coopératives relèvent de l'INAES (Institut national des associations et de l'économie sociale), une agence gouvernementale décentralisée créée en 2000 qui dépendait du ministère national du développement social mais qui, depuis 2020, fait partie du portefeuille du développement productif. L'économie sociale et populaire n'est donc plus un appendice des politiques sociales et en particulier de l'aide sociale, mais l'ES voit attribuer la hiérarchie d'acteurs du développement économique et productif du pays, qui génèrent du travail décent.</p> <p>INTA (Institut national de technologie agricole) et INTI (Institut national de technologie industrielle), instituts spécialisés dans l'agriculture et le développement industriel qui consacrent une partie de leur budget public à la promotion des coopératives et des développements spécifiques de l'agriculture familiale.</p> <p>Réseau universitaire de l'économie sociale et solidaire (Red Universitaria de Economía Social y Solidaria, ou RUESS ; www.ruess.com.ar), qui cherche à soutenir l'articulation, la visibilité, la convergence et la caractérisation des pratiques universitaires (d'intervention, de recherche, d'enseignement, d'actions communautaires et de connexion territoriale) liées à l'ESS.</p>

Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques/programmes gouvernementaux	Institutions de ressources pour les ES
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); font-size: 48px; font-weight: bold; color: white;">ARGENTINA</p> 		<p>Implication dans les réseaux et plateformes régionaux et internationaux de l'économie sociale (Alliance coopérative internationale, Marché commun du Sud ou MERCOSUR)</p> <p>Sistema B, un réseau mondial réunissant des entreprises, des consultants, des comptables, des avocats et des travailleurs pour la création d'un écosystème favorable aux B Corps ; il compte plus de 120 membres en Argentine, promeut le modèle d'entreprise sociale et plaide en faveur d'une loi visant à stimuler la création de telles ES (Ibid, p.45 ; Blugerman et al, 2017).</p> <p>Initiatives impliquant les secteurs privé, public et social pour promouvoir l'ESS : #101soluciones (lancé au Chili et en cours d'adoption en Argentine) ; Rencontre nationale de la société civile, un événement promouvant le développement de la société civile argentine à travers trois thèmes centraux : un cadre juridique pour encourager ce secteur, l'accès au financement public, et l'engagement et l'influence dans l'élaboration des politiques publiques ; Promotion des finances alternatives pour une économie sociale et solidaire (PROFAESS), une organisation déterminée à conduire la transformation du système financier argentin pour construire une économie sociale et solidaire (Blugerman et al.</p> <p>La Fondation argentine pour les entreprises sociales (FAES) encourage, développe et promeut le développement d'entreprises sociales pour contribuer à la réduction de la pauvreté et à des conditions de vie humaines en Amérique latine et dans le monde entier (Blugerman et al, 2017, p. 19).</p> <p>Réseau des entreprises sociales argentines (Red de Empresas Sociales Argentinas, ou REDESA), qui " organise un certain nombre d'événements pour créer un réseau de collaboration, en particulier en Amérique latine, basé sur des actions de recherche et s'appuyant sur plusieurs types d'agents sociaux, y compris des fonctionnaires et des agences publiques " (Blugerman et al, 2017, p. 20).</p>		<p>Les recherches sur les ESS menées par le Centro de Innovación Social (CIS) de l'Universidad de San Andrés, l'Espacio de Negocios Inclusivos (ENI) de l'Universidad Torcuato Di Tella, le Center for State and Society Studies (CEDES) Civil Society, Culture and Development Area, Culture and Development Area, et l'Universidad Nacional de General Sarmiento (UNGS) sont dignes d'intérêt (Blugerman, p.16).</p> <p>Création du premier master en économie sociale en 2003 (Vazquez, 2019) ; plusieurs cas d'enseignement sur les entreprises sociales ont été publiés par le CIS (à San Andres), et quelques répertoires d'entreprises sociales ont été produits (Blugerman, 2017).</p> <p>Les universités d'État situées dans des zones semi-urbaines, plus impliquées dans les problèmes sociaux locaux, présentent des synergies plus importantes avec les organisations ESSP que les universités de tradition plus académique.</p> <p>Les institutions ressources notables engagées dans la formation, la diffusion et les efforts de sensibilisation à l'entreprise sociale comprennent la Fondation AVINA (qui ES concentre davantage sur les activités de lobbying), Socialab et NJambre (toutes deux consacrées à la cocréation de modèles d'entreprise à triple bilan), Sistema B (Ibid, 16).</p> <p>Organisations internationales ayant un impact local significatif sur les ESS : Ashoka, qui opère en Argentine depuis 1994 et s'enorgueillit d'un réseau de 60 entrepreneurs sociaux ; NESsT, un catalyseur pour les entreprises sociales dans les marchés émergents, qui opère localement depuis 1997 (Ibid, 2017).</p>

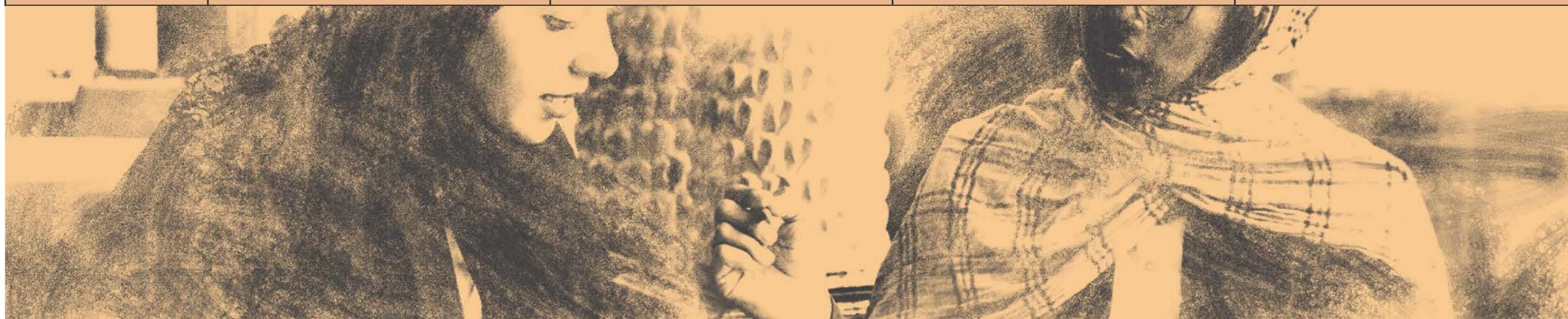


Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques/programmes gouvernementaux	Institutions de ressources pour les ES
<h1 style="margin: 0;">LA PALESTINE</h1>	<p>Sensibilisation relativement faible à l'ES, encore à l'état embryonnaire (Koa et al, 2018 ; Akella &amp; Eid, 2018)</p> <p>Il est difficile d'établir un concept ou une définition unifiée en raison de la nouveauté du concept, de la multiplicité des formes institutionnelles et des cadres juridiques, ainsi que des facteurs économiques, sociaux et politiques.</p> <p>La plupart des OSC, même celles qui ont peu ou pas de sources de revenus, s'identifient comme des ES, en raison de leurs efforts en faveur du changement social ; pour de nombreuses ES, leurs principales sources de revenus sont les subventions (J. Billimoria, communication personnelle, 28 janvier 2022).</p> <p>Il y a eu une croissance significative des ES basées sur les TIC (F. Bonnici, communication personnelle, 1er février 2022).</p> <p>Présence d'une communauté de commerce équitable, composée d'une douzaine d'organisations exportatrices actives dans les domaines de l'huile d'olive, de l'artisanat et des tissus (E. Sahan, communication privée, 04 février 2022).</p>	<p>Les relations entre les ES et les OSC tournent généralement autour du soutien logistique, du développement des capacités ou de l'approfondissement de la compréhension du concept.</p>	<p>Absence de cadre juridique pour les ES ; pas de programmes de soutien public ciblant les ES (Koa et al, 2018)</p> <p>Le gouvernement n'a pas de rôle précis à jouer dans le développement et la croissance du secteur de l'économie sociale, mais les organismes suivants jouent un rôle purement réglementaire en délivrant des licences et des approbations : Ministère de l'économie, Ministère du travail, Autorité du travail coopératif, Conseil supérieur de l'innovation et de l'excellence, Autorité monétaire, Ministère des finances, Conseil des ministres.</p>	<p>Le Conseil supérieur pour l'innovation et l'excellence (HCIE), une organisation gouvernementale qui vise à encourager l'innovation et les inventeurs et à fournir un écosystème entrepreneurial, organisé par des réglementations, et à assurer la solidarité pour l'économie palestinienne (Koa et al, 2018).</p> <p>Organisations à but non lucratif qui incubent, accélèrent et aident à développer des propositions commerciales : Intikar Fund (fondé en 2015), Work Factory (fondé en 2014), Leaders Organisation (fondé en 2004), et Pioneers of Palestine Synergous (fondé en 2008) (Barakat, 2018).</p> <p>L'Association palestinienne pour le développement agricole (PARC) est une organisation palestinienne à but non lucratif de premier plan impliquée dans le développement rural et l'autonomisation des femmes ; elle a mis en œuvre un projet de recherche qui a permis de cartographier et d'évaluer les besoins des ES en Palestine.</p> <p>Listes et descriptions des ES et des institutions ressources trouvées dans l'étude de Koa et al (2018) : <a href="https://www.oxfamitalia.org/wp-content/uploads/2020/06/Palestine-Needs-Assessment-of-SESOS.pdf">https://www.oxfamitalia.org/wp-content/uploads/2020/06/Palestine-Needs-Assessment-of-SESOS.pdf</a></p>

Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques/programmes gouvernementaux	Institutions de recursos para las ES
<h1 style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">PHILIPPINES</h1>	<p>Niveau élevé de sensibilisation parmi les acteurs organisés de l'économie sociale</p> <p>La coalition pour la réduction de la pauvreté par l'entrepreneuriat social (PRESENT) a unifié les différents courants/modèles d'entrepreneuriat social en adoptant le cadre SEPPS en 2012.</p> <p>Segments des ES : coopératives sociales (social coops), institutions de microfinance à vocation sociale (SMD-MFI), organisations de commerce équitable (FTO), organisations de développement du commerce (TRADO), et entreprises sociales de nouvelle génération ou ES de nouvelle génération (Dacanay, 2017).</p>	<p>PRESENT Coalition, une alliance de praticiens de l'entreprise sociale appartenant aux cinq segments de l'ES, ainsi que des défenseurs, des ONG et des membres du monde universitaire, formée en 2012 pour faire progresser l'entrepreneuriat social en tant qu'approche de la pauvreté et du développement économique ; faire pression pour l'adoption du projet de loi sur la réduction de la pauvreté par l'entrepreneuriat social (PRESENT) au Congrès au cours des 10 dernières années et obtenir des engagements initiaux pour des initiatives axées sur l'ES auprès d'agences gouvernementales clés.</p> <p>Les coopératives sociales, les IMF-MD, les FTO et les TRADO ont chacun formé des réseaux nationaux pour promouvoir leur courant d'entrepreneuriat social ; les ES de la nouvelle génération avec des groupes de réseaux ayant des intersections similaires.</p>	<p>Aucune loi d'habilitation n'est axée sur les ES, mais la coalition PRESENT et ses membres sont parvenus à : (1) intégrer une disposition sur l'entrepreneuriat social dans la loi organique de Bangsamoro (BOL ou Republic Act 11054) ; (2) influencer le ministère du Commerce et de l'Industrie (DTI) pour qu'il signe une résolution reconnaissant les ES comme des partenaires dans la réduction de la pauvreté et le redressement inclusif, ainsi que le ministère de l'Agriculture (DA) pour qu'il signe un protocole d'accord pour le renforcement des capacités des ES et le développement de la chaîne de valeur pour les coopératives agricoles et les organisations d'agriculteurs ; les partenariats ne sont pas encore mis en œuvre.</p> <p>Le soutien du gouvernement aux ES n'est pas renforcé de manière systématique ; les ES sont en mesure de bénéficier individuellement du soutien des gouvernements nationaux et locaux, mais ils ne sont pas soutenus en tant que secteur.</p>	<p>Institute for Social Entrepreneurship in Asia (ISEA), un réseau d'apprentissage et d'action créé en 2008 pour catalyser la création de connaissances, le développement des capacités et la création de mouvements en faveur de l'entrepreneuriat social dans la région.</p> <p>Foundation for a Sustainable Society, Inc. (FSSI) et Peace and Equity Foundation (PEF) sont des institutions de ressources locales clés qui existent principalement pour la croissance des ES et du secteur des ES ; Oxfam a un programme dédié qui soutient les ES et le secteur ; d'autres ES importants et institutions de ressources sont trouvés dans plusieurs publications (ISEA et PRESENT Coalition, 2020 ; PhilSen, 2017 ; Japan Research Institute, 2016).</p> <p>L'université Ateneo de Manila propose un programme d'entrepreneuriat social par l'intermédiaire de l'Ateneo School of Government et un master à l'Ateneo Graduate School of Business ; elle a également créé l'Ateneo Center for Social Entrepreneurship pour lancer des activités de recherche, de formation et d'incubation d'entreprises sociales ; L'université De La Salle de Manille a créé le centre Lasallian Social Enterprise for Economic Development (LSEED) en tant qu'initiative phare dans les domaines de l'entrepreneuriat social et de l'innovation sociale ; l'université centrale de Mindanao a créé le Mount Kalayo Institute for Social Enterprise Growth (MKISEG) en collaboration avec Gawad Kalinga en tant que centre de mentorat pour les entreprises sociales à Mindanao (Institut de recherche japonais, 2016).</p> <p>Efforts significatifs dans le monde universitaire ; un courant vise à professionnaliser les ES (Bayan Academy, SAPSE, Society for the advancement of SEs, diplômés de l'Ateneo Business School Graduates avec environ 50 membres).</p>



Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques/programmes gouvernementaux	Institutions de recursos para las ES
<h1>TANZANIE</h1>	<p>Les fonctionnaires et les parties prenantes locales ne sont pas familiarisés avec la terminologie de l'ES (More et Fulgence, 2009 ; Groupe de la Banque mondiale, 2017).</p> <p>Les ES ne sont pas bien développés en raison du cadre juridique et politique, des limitations techniques et financières, mais ils sont fonctionnels au niveau communautaire.</p>	<p>Le forum du réseau de l'entrepreneuriat social, un forum mensuel dont les membres sont des centres d'innovation (KINU, BUNI, N-Lab).</p>	<p>Il existe des lois, des règlements, des politiques gouvernementales et des stratégies de réduction de la pauvreté qui plaident en faveur des ES.</p> <p>Ministères assistant les ES : Bureau du Président - Administration régionale et gouvernement local, Bureau du Premier ministre - Travail, jeunesse, emploi et personnes handicapées et Ministère du développement communautaire, de l'égalité des genres, des femmes et des groupes spéciaux.</p> <p>Le National Economic Empowerment Council (NEEC) fournit un soutien au renforcement des capacités et des prêts à taux réduit aux entreprises européennes enregistrées.</p> <p>Toutes les autorités gouvernementales locales (AGL) reconnaissent les ES communautaires et fournissent un soutien en matière d'amélioration des compétences et de prêts à taux réduit.</p>	<p>SE et institutions de ressources citées dans Calvo et Pachon (2013), World Bank Group (2017) ; et Sheikheldin (2017) ; dispose d'un certain nombre d'investisseurs d'impact à la recherche d'opérations, d'incubateurs et de cours sur les SE, ce qui correspond ou dépasse les autres pays d'Afrique de l'Est (World Bank Group, 2017).</p> <p>Les ES font rarement l'objet d'un examen scientifique au sein de la communauté universitaire (Groupe de la Banque mondiale, 2017).</p>





Phase du secteur ES	Sensibilisation à l'ES et aux concepts de l'ES	Nature des initiatives de collaboration	Politiques/programmes gouvernementaux	Institutions de recursos para las ES
<p style="text-align: center; font-size: 2em; font-weight: bold; letter-spacing: 0.5em;">ZIMBABWE</p>	<p>Sensibilisation limitée des parties prenantes de l'ES (Frank &amp; Muranda, 2016)</p> <p>Les ES sont essentiellement informelles et motivées par le bénévolat (F. Bonnici, communication personnelle, 1er février 2022).</p> <p>Plusieurs ES sont actives et ont travaillé au fil des ans à la conception d'interventions visant à lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales.</p> <p>La pratique de l'entrepreneuriat social est alimentée par la quête de durabilité des ONG en raison du déclin du soutien des sources traditionnelles, philanthropiques et gouvernementales.</p>	<p>L'engagement entre les acteurs de l'ES et les OSC est principalement ad hoc, ce qui limite la contribution du secteur à la coopération au développement. Il existe une opportunité pour le secteur ES de collaborer avec les OSC sur la mobilisation des ressources et la durabilité de l'organisation face à la diminution des financements pour les acteurs non étatiques.</p>	<p>Absence de loi d'habilitation pour les ES (Frank &amp; Muranda, 2016) ; pas de cadre législatif clair pour l'enregistrement des organisations d'entreprises sociales ; certaines s'enregistrent en tant qu'organisations bénévoles privées auprès du ministère du travail et de la protection sociale, mais le processus d'enregistrement est difficile, de sorte que la plupart des organisations préfèrent s'enregistrer en tant que fiduciaires.</p> <p>Ministères en charge des ES : Ministère de la jeunesse, des sports, des arts et des loisirs, dont dépend le Conseil de la jeunesse du Zimbabwe (ZYC) ; ministère des affaires féminines, de la communauté, des petites et moyennes entreprises ; ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale. Ils facilitent l'enregistrement des ES et leur apportent un soutien technique et financier.</p> <p>Remarque : L'environnement au Zimbabwe n'est pas très propice aux ES en raison des taux d'inflation élevés ; la collecte de revenus est très difficile ; la dépendance à l'égard des subventions est importante pour joindre les deux bouts (J. Billimoria, communication personnelle, 28 janvier 2022)..</p>	<p>Institutions de ressources minimales pour les ES et recherche ou documentation limitée sur les SE</p>

Il convient de souligner que les contextes et les facteurs qui poussent le secteur des ES à prospérer ou à lutter diffèrent d'un pays à l'autre. Sur la base de l'analyse du secteur dans chaque pays, seule l'Argentine appartient à la catégorie des pays avancés. Sa longue histoire de syndicalisme et de mouvement coopératif, la montée en puissance des organisations autogérées de travailleurs pour récupérer les entreprises en faillite et soutenir l'emploi pendant la crise économique de 2001, et le nombre croissant d'initiatives populaires associatives et familiales ont poussé le secteur argentin de l'économie sociale à atteindre son stade avancé. La dominance de l'économie sociale, solidaire et populaire (ESSP) en tant que courant d'entrepreneuriat social est une particularité du pays. L'ESSP est intégrée avec la reconnaissance et le soutien du gouvernement, mais il existe des formes émergentes d'organisations ESSP dans l'économie informelle qui ES sont développées ces dernières années et qui ont besoin d'être soutenues.

Le secteur des ES aux Philippines est considéré comme développé. Les ES appartenant à différents segments du pays ES sont unies au sein de la Poverty Reduction through Social Entrepreneurship (PRESENT) Coalition, qui œuvre à la promulgation d'une loi nationale sur les ES, à la sensibilisation du public à l'entrepreneuriat social et à la loi proposée, ainsi qu'à l'élaboration/adoption de normes et de critères pour l'autorégulation et le développement du secteur.

En Albanie, le secteur des ES est considéré comme évolutif car la plupart des ES en sont encore à leurs débuts, principalement en raison de la transition du pays d'une économie socialiste à une économie de marché, et ces ES dépendent encore de subventions. En Palestine, en Tanzanie et au Zimbabwe, le secteur de l'économie sociale en est encore à ses balbutiements. Néanmoins, il existe dans ces pays des ES développées et établies de longue date qui ont réussi à surmonter les mauvaises conditions socio-économiques et à maintenir leur engagement auprès des secteurs les plus vulnérables. L'impact écrasant et dévastateur de la guerre et de l'occupation en Palestine a rendu tout type d'entreprise, et plus encore les SE, difficile à maintenir. Avec un taux d'inflation élevé de 285 % (ZIMSTAT, 2022) et un soutien gouvernemental limité, le Zimbabwe n'est pas un endroit propice à l'épanouissement des SE. L'écosystème des ES est plus prometteur en Tanzanie, mais la plupart des ES et des institutions de ressources pour les ES en sont encore à leurs débuts et n'ont pas encore atteint un niveau de durabilité.

#### ÉTAT DES ENTREPRISES SOCIALES DANS LES PAYS COUVERTS

Les cas emblématiques sélectionnés dans les six pays couverts par le projet sont principalement axés sur les entreprises sociales dont les pauvres et les marginalisés sont les principales parties prenantes (SEPPS), en particulier celles qui appartiennent aux stades naissant, évolutif et développé du secteur de l'économie sociale. L'Argentine s'est concentrée sur les organisations ESSP, qui sont très diverses et ne se concentrent pas toutes sur la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale. La plupart des PSES ont été

créés en réponse à l'accès limité aux services sociaux et à l'aggravation de la pauvreté et de l'inégalité provoquée par l'incapacité de l'État et du marché à y remédier.

Les cas des différents pays diffèrent en termes de forme ou d'entité juridique, en fonction des lois et des réglementations en vigueur dans le pays. Les ES couvertes sont soit des organisations entrepreneuriales à but non lucratif, soit des coopératives sociales, soit des entreprises sociales. Tous les types d'ES sont présents en Albanie et aux Philippines, bien que seules les organisations entrepreneuriales à but non lucratif soient acceptées comme ES en vertu de la loi albanaise sur les ES. En revanche, les organisations tanzaniennes sont pour la plupart des entreprises à but non lucratif, généralement issues d'ONG ou d'associations communautaires qui se sont ensuite engagées dans la production, la transformation et le commerce de biens, ainsi que dans la fourniture de services de microfinancement et de soutien aux femmes, aux jeunes et aux agriculteurs. Dans le même temps, les organisations ESSP couvertes en Argentine sont pour la plupart enregistrées en tant que coopératives parce qu'il n'existe pas d'autre entité juridique susceptible de couvrir les caractéristiques uniques de leurs efforts, en particulier celles de l'économie circulaire et d'autres initiatives ESSP émergentes. Au Zimbabwe, la plupart des ES prennent la forme d'entreprises sociales, préférant être enregistrées en tant que trust ou société privée car les exigences gouvernementales en matière d'enregistrement sont plus faciles à gérer que l'enregistrement en tant qu'organisation bénévole privée (OVP). En Palestine, aux Philippines et au Zimbabwe, certaines ES adoptent une combinaison de formes juridiques. En Palestine, une ES de type coopératif n'a toujours pas été enregistrée en raison de la complexité du processus d'enregistrement des coopératives et des organisations à but non lucratif dans le pays.

Parmi tous les pays couverts, seule l'Albanie dispose d'une loi reconnaissant les entreprises sociales. Toutefois, cette loi a été critiquée par les parties prenantes en raison de son manque de clarté et d'impositions qui ne répondent pas aux réalités des entreprises sociales sur le terrain. En Argentine, les organisations de l'économie sociale, solidaire et populaire (ESSP), comme elles préfèrent être identifiées, sont reconnues et soutenues par le gouvernement sous l'égide de l'Institut national des associations et de l'économie sociale (INAES). L'agence gouvernementale a récemment été intégrée au portefeuille du développement productif, ce que les parties prenantes considèrent comme une évolution marquante, car les organisations de l'ESSP sont désormais reconnues comme des acteurs économiques importants qui génèrent du travail décent pour la population. Néanmoins, il existe des formes émergentes d'organisations ESSP dans le pays qui ne sont pas reconnues, tandis que de nouvelles coopératives de base liées à la production alimentaire, au travail social et communautaire, à l'économie de soins et à l'agriculture durable ES sont enregistrées en tant que coopératives en l'absence de structures juridiques qui reconnaissent leurs réalités. Dans tous les pays où il n'existe pas de cadre juridique reconnaissant et soutenant les ES, les entreprises sociales sont enregistrées et régies par les lois et réglementations existantes pour les coopératives, les entreprises privées ou les organisations à but non lucratif. Toutefois,

les groupes de type coopératif qui ont été créés pour fournir des emplois dans le contexte difficile de l'occupation en Palestine ne sont toujours pas enregistrés en raison de ce que les parties prenantes considèrent comme des exigences déraisonnables en matière d'enregistrement.



### **PALESTINE:** RENFORCER LE VOLONTARIAT PAR L'ÉVOLUTION DES ENTREPRISES SOCIALES

#### *L'expérience de l'association de jeunes et de femmes Al-Jalazun*

##### **Les débuts**

L'association des jeunes et des femmes d'Al-Jalazun est une organisation non enregistrée, décrite comme un mouvement de jeunes et de femmes à l'intérieur du camp. L'association est composée de jeunes volontaires dont le travail a commencé il y a 8 ans, au moment de la guerre de Gaza. Le groupe a d'abord apporté une aide d'urgence aux résidents touchés par la guerre. Après la phase d'aide, l'interaction fréquente avec les membres de la communauté dans le camp leur a fait prendre conscience que leur travail devait évoluer pour répondre de manière durable aux problèmes et aux préoccupations de la région. Ils ont eu l'idée d'un modèle de type coopératif qui bénéficierait à l'ensemble de la communauté, sans retour financier pour l'association. Ils ont donc créé un supermarché de type coopérative de consommateurs, dont les recettes serviraient à financer la pharmacie communautaire et les médicaments dont les gens ont besoin. En calculant les achats effectués par les personnes ayant besoin de médicaments au supermarché, le rendement financier de leurs achats est réservé à l'achat des médicaments dont elles ont besoin.

##### **L'émergence d'autres initiatives d'entreprises sociales**

À partir du supermarché, une cantine a été créée avec quelques femmes du camp comme employées. Ils ont également créé un entrepôt de recyclage de

meubles et un magasin d'outils d'occasion. Selon la même logique, les revenus de ces initiatives couvrent les salaires des travailleurs, ainsi que les dépenses des personnes qui ont besoin de médicaments de la pharmacie, ou pour financer les besoins d'autres résidents du camp. L'association est en train de mettre en place un autre supermarché qui vend des aliments sains et qui sera géré par un groupe de diabétiques dans le camp, car il y a environ 400 à 500 patients, dont 10 enfants.

##### **Gains et bénéfices pour les secteurs pauvres**

Ces initiatives ont permis de créer 13 emplois pour les habitants du camp, dont la moitié sont des femmes. Par ailleurs, une soixantaine de familles bénéficient des services de la pharmacie, y compris des personnes vivant à proximité du camp. En outre, l'association accorde 5 bourses complètes pour des cours universitaires de quatre ans, en plus de 15 étudiants qui bénéficient d'une assistance en cas de besoin.

L'association propose également des meubles recyclés à des prix nettement inférieurs à ceux du marché. Elle fait également don de meubles restaurés à des familles dans le besoin. Dans le même temps, l'initiative de recyclage contribue à la mise en œuvre de pratiques de production et de consommation durables, grâce au recyclage et à la réutilisation des déchets solides, ainsi qu'à l'économie de carburant pour le transport des déchets vers les municipalités ou les conseils locaux.

Les initiatives de l'ES ont également favorisé une culture du volontariat dans le camp. Les habitants s'étant habitués à l'aide humanitaire, les initiatives de l'ES les encouragent à faire du bénévolat en échange de biens ou de services.

##### **Initiatives futures**

L'association prévoit de créer un centre de formation professionnelle lié à l'atelier, ce qui contribuera à la durabilité des efforts de recyclage/surcyclage. En outre, l'association envisage d'acheter des machines pour servir plus d'un projet. Par exemple, elle a acheté une machine à couper les éponges en utilisant les revenus de l'atelier. La machine peut être utilisée pour couper des éponges tandis que certaines femmes du camp l'utilisent pour fabriquer des coussins et des meubles de jardin, réduisant ainsi le coût de production tout en offrant des possibilités d'emploi et en bénéficiant à un plus grand nombre de personnes.

## MISSION SOCIALE POURSUIVIE PAR LES ENTREPRISES SOCIALES

Les cas révèlent que, quelle que soit la catégorisation du secteur des ES, toutes les ES sont en mesure de poursuivre leur mission sociale. Elles sont fortement motivées par leur mission sociale d'engagement, de soutien et/ou d'autonomisation des secteurs pauvres, marginalisés et vulnérables. Même en Palestine occupée et au Zimbabwe économiquement instable, il y a eu des cas d'ES qui ont été établies avant même que le concept d'entrepreneuriat social ne devienne populaire au niveau mondial et qui ont résisté à l'épreuve du temps, l'une en 1965 (Palestine) et l'autre en 1989 (Zimbabwe). La plupart des entreprises sociales naissantes ou en cours d'évolution travaillent avec les pauvres ou les marginaux dans le cadre d'engagements transactionnels (en tant que travailleurs, fournisseurs ou clients) ou pour garantir leur inclusion en fournissant des services sociaux. Néanmoins, il y a au moins deux cas qui ont évolué vers des partenariats transformationnels où ceux qui servaient initialement de travailleurs ou qui recevaient des services sociaux sont devenus les propriétaires et/ou les acteurs clés du succès des ES et du service à leurs communautés.<sup>1</sup>

Plusieurs ES ont fait de la pratique de la consommation durable et de la technologie de production une partie intégrante de leur mission sociale. Il existe des ES qui promeuvent la protection et la propagation des ressources/matières premières nécessaires à la survie des entreprises, ainsi que des coopératives et des initiatives familiales impliquées dans l'agriculture durable. Plusieurs organisations ESSP en Argentine se sont également lancées dans l'économie circulaire. Aux Philippines, l'une d'entre elles s'occupe de systèmes communautaires d'énergie renouvelable, tandis qu'une autre met en œuvre une initiative de sélection du riz menée par les agriculteurs, qui a produit des variétés de riz adaptées au changement climatique (tolérantes aux inondations, à la sécheresse, à la salinité et résistantes aux parasites/maladies).

Si toutes les entreprises montrent leur capacité à poursuivre leur mission sociale, toutes n'ont pas réussi à créer de la richesse. La plupart des ES appartenant à des stades naissants et évolutifs n'ont pas encore atteint un stade de durabilité et de stabilité, car elles dépendent encore largement de subventions (Albanie) et de prêts à taux préférentiels (Tanzanie) ; l'économie de leur pays est tellement instable que les acquis antérieurs sont perdus ou que les acquis actuels sont menacés ; ou il y a

<sup>1</sup> Dacanay (2012) a utilisé ces catégories pour décrire les services fournis par les ES aux pauvres et aux marginalisés qu'ils servent. Ces catégories couvrent : (1) les services transactionnels qui visent à aider les pauvres/marginalisés à devenir des travailleurs, des fournisseurs et des clients efficaces ; (2) les services d'inclusion sociale qui cherchent à fournir aux pauvres/marginalisés un accès immédiat aux besoins de base et aux services sociaux ; et (3) les services transformationnels qui visent à permettre aux pauvres de surmonter la privation de leurs capacités et de devenir des acteurs de leur propre développement.

simplement un manque ou un soutien limité pour les ES (Zimbabwe et Palestine). En outre, les ES en situation d'instabilité et de conflit, comme celles basées en Palestine, sont plus enclines à se concentrer sur la durabilité des secteurs pauvres/marginalisés qu'elles desservent plutôt que sur la leur.

Les ES en phase développée et avancée (Philippines et Argentine) ont la capacité de poursuivre leur mission sociale, de créer de la richesse et de distribuer les gains économiques et sociaux de l'entreprise. Ces ES ont formé des réseaux/coalitions qui servent de plateformes pour plaider en faveur de politiques et de programmes qui reconnaîtraient et bénéficieraient au secteur des ES/ESSP (ou à la filière ES/ESSP à laquelle elles appartiennent) et aux secteurs vulnérables qu'elles desservent. Elles ont également établi des liens/partenariats avec des réseaux régionaux et internationaux qui favorisent le développement des ES/ESSP. Aux Philippines, les ES commencent souvent par offrir des services transactionnels et d'inclusion sociale aux pauvres et aux marginalisés, pour finalement les engager en tant que partenaires transformationnels (Dacanay, 2012). Les organisations de ES/ESSP en phase avancée de développement, en particulier en Argentine, sont principalement communautaires/locales et détenues/gérées par les secteurs marginalisés/vulnérables qui sont très forts pour revendiquer leurs droits. Ces secteurs assument des rôles et des fonctions de transformation lorsqu'ils possèdent et gèrent leurs entreprises, dirigent de manière proactive ou participent à des initiatives visant à améliorer leur communauté/société, et développent et/ou fournissent une alternative à l'économie de marché. Au-delà de la réduction de la pauvreté, les organisations ESSP en Argentine poursuivent des efforts pour renforcer le marché local et le développement des régions rurales du pays.



**TANZANIE:**  
**AMÉLIORER LES OPPORTUNITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES POUR LE SECTEUR DE LA PAUVRETÉ**  
 L'expérience de l'organisation de développement communautaire New Hope

### Les débuts

La New Hope Community Development Organisation (NHCDO) a été créée en 2012 et a été officiellement enregistrée en 2013 en tant qu'organisation non gouvernementale (ONG). L'organisation a été créée par 10 membres qui ont décidé de faire don de leurs propres ressources pour résoudre les problèmes socio-économiques des membres de la communauté. Pour résoudre ces problèmes, la NHCDO a cherché à sensibiliser les membres de la communauté à l'optimisation efficace des ressources communautaires disponibles, à s'engager dans des projets de construction de modèles à reproduire et à mobiliser les membres de la communauté pour qu'ils lancent et gèrent des initiatives d'entreprises sociales. Ces objectifs ont été poursuivis par le biais de la sensibilisation, de l'agriculture modèle et de la mobilisation de la communauté en utilisant des approches participatives pour assurer la participation de la communauté.

### Initiatives d'entreprises sociales

Depuis sa création, les membres fondateurs de la NHCDO sont toujours intacts et actifs dans leurs efforts pour autonomiser les membres de la communauté. L'organisation a fonctionné sans dépendre de donateurs ou d'aides, car elle a été en mesure d'assurer et de gérer ses revenus grâce aux cotisations de ses membres et aux recettes générées par les entreprises sociales. Actuellement, la NHCDO emploie 15 personnes qui sont au service des membres de la communauté en tant qu'assistants juridiques, enseignants de la petite enfance, formateurs d'agriculteurs et experts en nutrition. Les initiatives d'entreprises sociales gérées par l'organisation sont les suivantes :

**Soins aux bébés et école maternelle** pour les enfants issus de familles à faibles revenus dont les parents ne sont pas en mesure de payer les frais de scolarité dans des écoles privées compétitives.

**Le jardin potager** a été conçu comme une ferme modèle pour les membres pauvres de la communauté, en particulier pour les femmes. En tant qu'école agricole de terrain pour la culture des légumes, de nombreux agriculteurs ont appris à pratiquer une agriculture maraîchère rentable, ce qui leur a permis d'augmenter leurs rendements et leurs revenus.

**Usine de couture** à des fins de génération de revenus et de formation. L'usine produit une variété de vêtements à des prix abordables et forme des couturières potentielles des communautés voisines avec des frais de formation minimes.

**Bétonnage d'une route** en mauvais état de 24 kilomètres qui a mobilisé les membres de la communauté pour le travail. Après l'achèvement du projet, les membres de la communauté ont été en mesure de transporter leurs produits au marché et d'accéder aux services sociaux, notamment la santé, l'éducation, l'électricité et l'eau.

**Centre de formation à la nutrition** pour les petits exploitants agricoles et les éleveurs de bétail sur la transformation des cultures et des produits de l'élevage en vue d'une valorisation.

### Gains réalisés par les secteurs de pauvreté desservis

Les initiatives susmentionnées ont permis à un certain nombre de membres de la communauté de sortir de la pauvreté. Les petits exploitants qui cultivent des légumes gagnent bien leur vie en vendant leurs produits. De même, le centre de formation à la nutrition a permis d'augmenter les revenus des agriculteurs et des éleveurs grâce à la valeur ajoutée de leurs produits transformés. Parallèlement, le centre de soins pour bébés et l'école maternelle ont aidé les parents issus de familles à faibles revenus, en particulier les mères, à s'engager dans le micro-commerce, car leurs enfants sont pris en charge pendant qu'elles travaillent. Par conséquent, le revenu familial a également augmenté.

Grâce à ses efforts au niveau local pour soutenir les agriculteurs et d'autres secteurs marginalisés dans les communautés, la NHCDO a été reconnue par le gouvernement et d'autres acteurs du développement comme contribuant à la réduction de la pauvreté.

### Promotion de l'émancipation économique des femmes

Plus de la moitié (huit) des douze cas aux stades naissant et évolutif du développement du secteur des ES impliquent des ES dont les femmes sont les principales parties prenantes. Parmi ces ES, trois sont détenues et gérées par des femmes. Ces ES ont fourni des emplois/moyens de subsistance aux femmes ou des capitaux pour lancer ou développer leurs propres micro-entreprises. En outre, elles ont mis en œuvre des interventions de développement des capacités pour permettre à ces femmes de devenir des travailleuses, des fournisseurs et/ou des cheffes d'entreprise efficaces. Dans au moins trois cas, des services sociaux visant à réduire les soins non rémunérés et le travail domestique (par exemple, garderie et école maternelle, construction de routes) ont été fournis. Un cas en Palestine

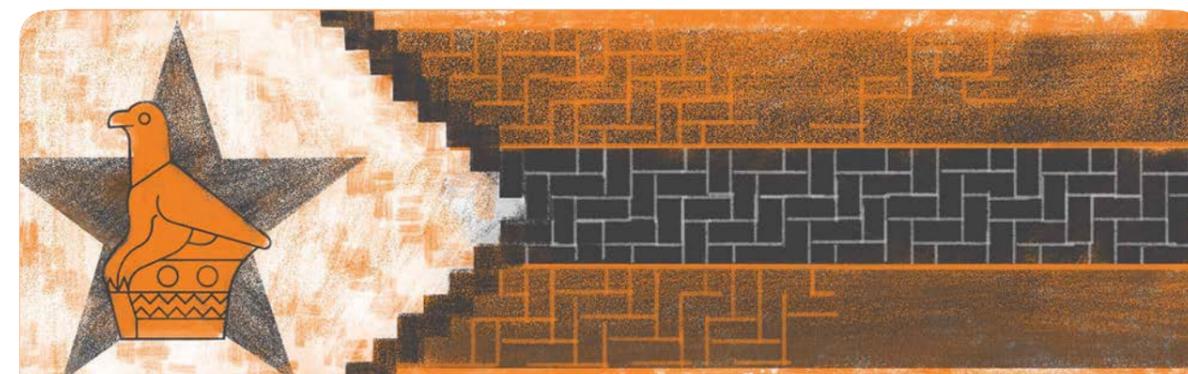
*“Nous avons organisé des ateliers sur les nouvelles masculinités, avec nos collègues, et il est fondamental qu’ils se déconstruisent en tant qu’hommes. Et le fait qu’ils soient avec nous aujourd’hui est très important, car cela ne se produit pas partout. Je le répète, c’est un chemin que non seulement nos camarades parcourent, mais qu’ils nous aident aussi à parcourir. Lorsque nous parlons de féminisme, nous disons que nous sommes venues ici pour obtenir l’égalité des droits et l’aide de nos camarades masculins dans cette lutte est vitale.*

*- Dirigeante d’une coopérative de travailleurs, Argentine.*

facilite l’intégration des femmes sur le marché du travail et génère des revenus grâce à des options de diplômes intermédiaires et professionnels (agrés par le ministère du travail). Pour aider les femmes qui travaillent, l’organisation propose également des produits alimentaires de qualité mais à bas prix, une crèche/un jardin d’enfants, un salon de beauté pour femmes et des logements pour les femmes qui travaillent et les étudiantes afin de faciliter leur mobilité et leur participation au marché du travail. Une autre organisation propose des services juridiques aux femmes.

Aux Philippines, où le secteur des ES est considéré comme développé, il existe des cas documentés où les ES ont contribué à l’amélioration du statut et à l’autonomisation des femmes parties prenantes (Dacanay, 2012). Une enquête sur les ES révèle également que plus de la moitié du personnel employé par quelque 164 000 ES sont des femmes et que près de la moitié (44 %) de ces ES sont dirigées par des femmes (PhilSEN et British Council, 2017). Une coopérative agricole présentée dans la recherche-action a soutenu les femmes et l’ensemble de la communauté en créant une clinique de maternité et d’accouchement, ainsi qu’en formant les membres de la communauté à la maternité et aux soins de santé de base.

En Argentine, les organisations ESSP ont enregistré des progrès significatifs en matière de participation, de leadership et d’autonomisation des femmes. Ces progrès sont attribués à la confluence des politiques gouvernementales, à l’évolution de la culture et aux changements sociodémographiques (augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes) dans le pays. En conséquence, l’autonomisation et l’inclusion des femmes ont été intégrées dans la vie et le travail des organisations ESSP par le biais de l’éducation, de l’inclusion financière, de la structure organisationnelle et des politiques.



### **ZIMBABWE:** **RENFORCER L’AUTONOMIE DES FEMMES ET AMPLIFIER LEUR VOIX** **L’expérience du Lupane Women Center**

#### **Les débuts**

Le Centre des femmes de Lupane a été fondé en 1997 en tant qu’association de clubs traditionnels de femmes qui se réunissaient pour tisser. Avant la création de l’association, les femmes avaient déjà des acheteurs réguliers, dont le Centre national de l’artisanat, mais elles ont décidé de se regrouper pour explorer de meilleures opportunités de marché. En tant qu’association de femmes tisseuses, elles étaient membres et propriétaires du Centre. Avec l’aide d’un fonctionnaire, le Centre a été mis en relation avec un volontaire du Corps de la Paix des Nations Unies, qui les a ensuite organisées pour travailler avec le Conseil du District Rural de Kusile (KRDC). Au fur et à mesure de son développement, l’association s’est transformée en Trust en 2005.

Les femmes ont commencé à tisser pour augmenter les revenus minimes envoyés par leurs maris travaillant en Afrique du Sud et à Bulawayo. Ces revenus ne suffisaient pas à couvrir les besoins alimentaires et non alimentaires de leurs familles. Entre 1997 et 2005, le centre a réussi à mobiliser des fonds auprès des ambassades canadienne, britannique et américaine pour construire un bâtiment destiné à servir de centre de conférence et d’hébergement de 2003 à 2005. En outre, le centre a mobilisé un soutien externe jusqu’en 2018, car les ambassades n’étaient pas en mesure de financer les projets du centre. Les ressources des partenaires au développement ont permis au groupe de femmes d’équiper leur centre en matériel de cuisine et en lits pour la loge. En 2018, les femmes ont décidé qu’elles pouvaient se débrouiller seules et ont cessé de solliciter des fonds auprès des partenaires de développement. Elles dépendent désormais à 100

% des revenus qu'elles génèrent elles-mêmes pour maintenir leurs activités. Le Centre génère des fonds grâce au Lodge et à la cuisine qu'il exploite, au centre de conférence, à l'agriculture, à 15 % des ventes de paniers et aux cotisations des membres. Ces initiatives soutiennent les coûts opérationnels du Centre, couvrant les salaires du personnel et l'entretien du Centre.

### Services pour les femmes tisseuses

Actuellement, le centre compte 728 tisserandes. Il fournit des services de marketing et de formation aux femmes tisseuses et les forme à la vannerie, à l'alphabétisation financière, à la fabrication d'objets artisanaux et à l'entrepreneuriat féminin. Il commercialise également leur artisanat sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux et assure le contrôle de la qualité des produits. De plus, le centre dispose d'un programme strict de contrôle de la qualité des produits qui garantit la cohérence et la bonne qualité des produits. Le centre propose également des sessions éducatives sur la violence domestique et sexiste et sur les droits des femmes.

La force du centre provient de la nature collective de l'entreprise, les femmes tisseuses étant à la tête de l'entreprise. Il prospère grâce à une approche ascendante où les femmes, en tant que fondatrices et propriétaires de l'entreprise, dirigent et soutiennent les initiatives de l'entreprise et les services aux femmes. En conséquence, les femmes ont amélioré et acquis de nouvelles compétences, et renforcé leurs actions collectives. Elles ont également de meilleurs revenus grâce à l'accès aux marchés nationaux, régionaux et internationaux.

### Préoccupations en matière de développement durable et autres défis

Depuis des décennies, le centre est affecté par l'instabilité macroéconomique du Zimbabwe, qui a eu un impact négatif sur les revenus tirés de la vente d'objets d'artisanat. L'impossibilité d'obtenir de l'argent liquide dans les banques et les restrictions imposées aux retraits d'argent liquide par les banques ont affecté la croissance et la rentabilité du centre au fil des ans.

Les mécanismes nécessaires pour soutenir et pérenniser le soutien du Centre aux secteurs de la pauvreté comprennent un soutien technique au Centre pour qu'il passe d'une fiducie à une société à responsabilité limitée

par garantie, où les bénéficiaires sont réinvestis pour soutenir la production. Le centre a également besoin d'un soutien pour mener des actions de plaidoyer sur les incitations fiscales telles que les exonérations fiscales et les allègements fiscaux pour les entreprises européennes au Zimbabwe, afin qu'elles puissent se développer et étendre leurs activités. L'un des principaux défis du groupe est le transport pour acheminer les produits du centre vers les marchés locaux. Il dépend des transports publics, ce qui a un effet négatif sur le nombre de marchés existants et potentiels atteints par les produits.

### Engagement avec le gouvernement, le secteur privé et les OSC

Le Centre s'est engagé auprès du gouvernement aux niveaux local et national. Le KRDC a fait don du terrain sur lequel le Centre est construit, tandis que le gouvernement a fourni gratuitement la ferme. Le Centre engage également le gouvernement sur les questions de législation fiscale concernant les ressources naturelles - les femmes prennent soin de l'environnement par le recyclage et devraient donc être exonérées d'impôts. Le Centre s'est également engagé auprès des banques sur les limites de retrait d'argent liquide. Les engagements avec les OSC ont porté sur la promotion de l'autosuffisance parmi les OSC et les ONG, alors que le secteur continue à connaître une diminution de l'espace de financement. Le Centre s'est également associé à des OSC locales pour sensibiliser le public et réduire la prévalence de la violence à l'égard des femmes.

### Collaboration avec les organisations de la société civile

Les ES travaillent déjà en étroite collaboration avec les OSC dans les pays couverts. Il existe plusieurs cas où les OSC elles-mêmes sont engagées dans le commerce pour soutenir leur mission sociale ou ont aidé à établir des ES pour soutenir les secteurs marginalisés. À l'exception de l'Argentine, tous les pays font état d'OSC, en particulier d'ONG de développement, qui sont engagées dans l'entrepreneuriat social. Celles qui ne sont pas impliquées dans des initiatives d'ES fournissent généralement des interventions de développement des capacités pour les ES. En Palestine et en Tanzanie, il est difficile de distinguer les OSC des ES, principalement en raison de leur mission sociale. Les OSC qui soutiennent ou opèrent en tant qu'ES au niveau national sont actives dans la défense d'un environnement politique favorable aux ES, comme c'est le cas en Albanie, aux Philippines et au Zimbabwe. À l'exception des Philippines, aucun pays n'a formé de plateforme OSC-Entreprises pour plaider en faveur de la

reconnaissance et du soutien par le gouvernement des ESS en tant qu'acteurs clés d'un développement équitable et durable. Aux Philippines, la coalition PRESENT est une plateforme d'OSC-Entreprises qui a réussi à unifier les cinq segments des ESS dans le pays et qui travaille à l'adoption du projet de loi PRESENT.

Les organisations de ES/ESSP aux stades de développement développés et avancés disposent d'universités et d'instituts de recherche qui proposent des cours/diplômes et mènent des études importantes sur l'entrepreneuriat social/l'économie sociale et solidaire. Il existe également des institutions de ressources/incubateurs locaux qui financent ces organisations.

Dotée d'un secteur ES/ESSP avancé, l'Argentine est unique en ce sens que les organisations d'ESS elles-mêmes appartiennent à des confédérations de niveau tertiaire ou national qui sont très fortes pour défendre leurs droits et ont la capacité de négocier avec le gouvernement, voire d'exiger de lui ce qui leur est dû. Ces groupes forment des alliances avec des OSC susceptibles de les aider dans leur travail de plaidoyer. Ils sont également membres d'alliances régionales et mondiales. Les groupes appartenant à l'économie populaire n'ont pas encore atteint ce stade, mais ils sont soutenus par les OSC dans la défense de leurs droits et de leur bien-être. Parallèlement, les OSC composées d'organisations confessionnelles et d'universités d'État agissent en synergie avec les organisations de l'ESSP, fournissant des services complémentaires en fonction des besoins de ces dernières. Si l'unification des organisations ESSP et des OSC au sein d'une même plateforme n'a pas encore été réalisée, le désir commun d'atteindre les cibles des ODD a permis aux coopératives, aux centrales syndicales, aux organisations confessionnelles, aux organisations de défense des droits humains, aux réseaux d'ONG, aux coopératives et aux mouvements indigènes et féministes de travailler ensemble par l'intermédiaire de la Plateforme argentine de suivi de l'Agenda 2030 (PAMPA 2030).



**ALBANIE:**  
**CONTRIBUER AU BIEN-ÊTRE DES FAMILLES ROMS**  
**Drita Cleaning - La voix des Roms en Albanie**

**Les débuts**

“Drita cleaning” a commencé à fonctionner en tant que sous-activité de l'association Voice of Roma in Albania, une organisation non gouvernementale (ONG) active dans le secteur des services, dont l'objectif principal est la promotion du développement social et économique de la communauté rom et son intégration dans la société albanaise, par le biais de l'autonomisation des jeunes, de l'augmentation de l'emploi, de l'accès à l'éducation et aux services de santé, du logement, etc. “Drita cleaning” opère dans le secteur des services de logement, fournissant des services de nettoyage général et de nettoyage de tapis à la communauté. Les clients sont principalement des institutions publiques et privées, ainsi que la communauté au sens large. L'ES a commencé son activité et a ses locaux dans la ville de Fier, mais elle offre ses services dans tout le pays. Les services sont assurés par des employés à temps plein, mais il arrive que des employés à temps partiel soient engagés dans le cadre d'un contrat de service lorsque la demande est plus forte.

**Engagement et soutien de l'ES aux secteurs pauvres**

Le principal soutien apporté à la communauté concerne les services d'emploi, en particulier pour les membres de la communauté rom. Jusqu'à présent, l'ES a employé trois jeunes, deux hommes et une femme, deux d'entre eux appartenant à la communauté rom et un souffrant de déficience auditive et visuelle. Ces jeunes ont été recrutés grâce à la collaboration de l'agence pour

l'emploi, car ils faisaient tous les trois partie des chômeurs inscrits dans cette agence. En cas de forte demande de la part des clients, les employés à temps partiel sont sous-traités et doivent suivre des programmes de formation pour s'assurer qu'ils sont capables de fournir les services requis.

Bien que l'accent soit mis sur les personnes issues de la communauté rom, "Drita cleaning" vise à créer une synergie et à embaucher des personnes issues de toutes les communautés.

### Gains et bénéfices dérivés par les secteurs pauvres

Les initiatives de l'entreprise sociale ont eu un effet positif sur les familles des employés, car le fait de leur offrir des possibilités d'emploi a contribué à leur bien-être. En outre, elles ont apporté de la stabilité et réduit le besoin de changer constamment de résidence. La communauté est bien connue pour être nomade, se déplaçant d'un endroit à l'autre et cherchant toujours l'asile dans d'autres pays. Le fait d'avoir créé des emplois pour les membres de la communauté les a aidés à s'enraciner et à offrir une plus grande stabilité à leurs enfants.

Un autre avantage a été l'augmentation des capacités et des compétences des travailleurs employés grâce à l'organisation de sessions de formation et de renforcement des capacités, avant la mise en œuvre des services de nettoyage. Les compétences acquises peuvent toujours être appliquées dans des environnements différents.

### Mécanismes nécessaires pour maintenir le soutien aux secteurs de la pauvreté

Le principal défi auquel est confrontée l'ES est le manque de bénéfices et d'opportunités financières stables. Le petit montant généré par l'activité commerciale est réutilisé pour le fonctionnement de la SE. Jusqu'à présent, la seule source de soutien financier a été les subventions. Avec le nouveau projet d'expansion et d'offre de services de nettoyage de vêtements (textiles) et de couvertures, il y a un besoin de capital supplémentaire, en particulier de la part des institutions gouvernementales. Dans le même temps, la collaboration avec l'Office du travail et d'autres agences pour l'emploi est fondamentale pour offrir des opportunités d'emploi et établir des réseaux entre ces agences et l'ES.

### Engagement actuel avec le gouvernement, les OSC et d'autres organisations

Une collaboration a été établie avec des OSC, telles que Partners Albania et ENGIM, grâce à l'octroi de subventions et à la fourniture d'un soutien, ainsi qu'avec l'agence pour l'emploi pour le lien avec le marché du travail. De nombreuses tentatives ont été faites pour impliquer le gouvernement local, mais celui-ci n'a pas réagi.

### Engager le gouvernement

Pour la Palestine, l'engagement des ES avec le gouvernement se limite à des fins d'enregistrement et de coordination. Les ES d'Albanie ont travaillé avec des agences gouvernementales susceptibles d'apporter un soutien (par exemple, en matière d'emploi, de prestation de services sociaux) aux secteurs défavorisés qu'elles desservent. Par ailleurs, les ES de Tanzanie et du Zimbabwe ont réussi à obtenir un soutien (sous forme de prêts à taux réduit, de commercialisation de produits, de formation technique, de mise à disposition de terrains) de la part des gouvernements nationaux et locaux, ce qui leur a permis de développer leurs entreprises et leurs services et d'améliorer et de commercialiser leurs produits. Parmi les pays où le secteur des ES est naissant et en pleine évolution, le gouvernement tanzanien semble être celui qui soutient le plus le secteur des ES en proposant des offres techniques et financières aux ES. Néanmoins, tous ceux qui demandent un soutien ne sont pas aidés, principalement en raison du nombre élevé d'ES et de leur demande.

Dans les pays où le secteur de l'économie sociale est développé et avancé, les plateformes ES/ESSP et/ou leurs membres sont en mesure d'engager le gouvernement sur les questions qui affectent le secteur et/ou de participer aux programmes et structures gouvernementaux concernés par le développement et la croissance des organisations ES/ESSP. Aux Philippines, par exemple, la coalition PRESENT a étudié de manière proactive les différentes agences gouvernementales susceptibles de reconnaître et de soutenir le secteur des SE. Jusqu'à présent, elle a travaillé avec deux départements exécutifs clés : (1) le Département du commerce et de l'industrie (DTI) pour reconnaître les ES comme des partenaires dans la réduction de la pauvreté, l'accélération des ODD, et la reprise inclusive après la pandémie à travers une résolution ; et (2) le Département de l'agriculture (DA) pour intégrer l'entrepreneuriat social et le développement de la chaîne de valeur dans ses programmes. Pourtant, aucune de ces reconnaissances n'a été mise en pratique car les agences sont en transition en raison des récentes élections nationales. Le travail de la Coalition avec la branche législative du gouvernement pour la promulgation d'un cadre juridique pour les ES a été laborieusement en cours au cours des dix dernières années. Dans le même temps, les

ES ont également travaillé avec les unités gouvernementales locales pour rechercher le soutien de ces dernières en matière de programmes et de législation.

De la même manière, les coopératives argentines de longue date, par l'intermédiaire de leurs fédérations/confédérations, participent activement à la réforme et à l'élaboration des politiques concernant le secteur de l'ESSP. Elles siègent également au conseil d'administration de l'INAES. Plusieurs agences et programmes gouvernementaux sont également sollicités par les organisations de l'ESSP pour obtenir un soutien et un financement, en particulier pour ceux qui promeuvent l'inclusion sociale. Le ministère du travail, par exemple, est sollicité pour son programme Potenciar Trabajo qui vise à améliorer l'employabilité des personnes issues des secteurs les plus vulnérables grâce à l'achèvement des études, à la formation professionnelle et à la certification basée sur les compétences.



### PHILIPPINES:

#### APERÇU DE LA VERSION DES PARTIES PRENANTES DU PROJET DE LOI SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ PAR L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL (PRESENT)

Le projet de loi sur la réduction de la pauvreté par l'entrepreneuriat social (PRESENT) codifie un environnement politique favorable à l'entrepreneuriat social en tant que stratégie de réduction de la pauvreté :

- Réduction de la pauvreté
- Reconstruire un monde plus juste après la Covid19
- Accélérer la réalisation des ODD.

Caractéristiques principales :

- Reconnaissance des entreprises sociales dont les parties prenantes sont les pauvres ou les marginaux
- Qualification des ES/différentes formes d'ES ; institutions de ressources ES
- Programme national PRESENT : sous-secteurs économiques stratégiques

(avec un potentiel de croissance où les pauvres sont concentrés ou pourraient être des acteurs majeurs) en tant qu'unités de planification.

- Conseil de développement de l'entreprise sociale : 20 agences ; 9 représentants du secteur de l'économie sociale (agences clés : DTI, DA, DSWD, DILG/ rôle des LGU)

#### Programmes de soutien aux entreprises sociales

- Financement hybride
  - Fonds de développement des entreprises sociales : subventions pour le renforcement des capacités et les services de transformation
  - Prêts non garantis par le biais de guichets de crédit spéciaux dotés d'une réserve de fonds de garantie
- Système d'assurance complet
- Recherche et développement : sous-secteurs économiques stratégiques ; innovations
- Développement du marché : commerce équitable/marchés éthiques
- Intégration du contenu de l'ES dans le système éducatif
- Fonds de relance et de réhabilitation des entreprises sociales

#### Incitations pour les entreprises sociales et les investisseurs sociaux

- Allocation spéciale/traitement préférentiel dans les marchés publics
- Exemptions fiscales et crédits d'impôt en reconnaissance de la valeur sociale créée
- Incitations financières (au moins 25 % du salaire minimum pour les entreprises sociales employant des personnes handicapées)

### DÉFIS RENCONTRÉS PAR LES ENTREPRISES SOCIALES

Les ES sont confrontées à des défis communs tels qu'une visibilité limitée, l'absence d'un cadre juridique et réglementaire favorable et un accès restreint aux marchés (Fondation Schwab et WEF, 2022). Ces obstacles sont également ressentis par les ES couvertes par le projet.

**Absence de cadre juridique et réglementaire favorable.** Dans la plupart des pays étudiés, il n'existe pas d'environnement politique favorable au développement et à la prospérité des ES. Et même s'il existe une loi axée exclusivement sur les ES, comme dans le cas de l'Albanie, elle ne tient pas pleinement compte des caractéristiques distinctes et ne répond pas aux besoins spécifiques du secteur.

Par conséquent, la plupart des ES ne bénéficient pas du tout de la loi. Les autres pays doivent s'accommoder des lois et règlements généraux existants pour que les coopératives, les organisations à but non lucratif ou à but lucratif puissent avoir une entité juridique. Malheureusement, ces lois ne répondent pas à la caractéristique distincte des ES en tant qu'organisations hybrides à cheval sur la société civile et le secteur privé qui cherchent à atteindre un développement équitable et durable. En conséquence, les ES internalisent souvent seules les coûts nécessaires à l'amélioration de la vie des pauvres et des marginalisés, sans ou avec une aide très limitée de la part du gouvernement. Elles sont traitées et/ou taxées comme des entreprises normales, sans reconnaissance de la valeur sociale qu'elles créent, sont confrontées à des réglementations gouvernementales déraisonnables et absorbent tous les risques/impacts en cas de catastrophe. En Palestine, par exemple, de nombreuses initiatives émergentes visant à poursuivre des projets d'entrepreneuriat social sont menées de manière informelle, souvent au sein de petits groupes de type coopératif, car l'enregistrement seul prend des mois, voire une année, pour les coopératives ou le secteur à but non lucratif. De même, en Argentine, les entreprises sociales en pleine évolution appartiennent au secteur informel et ne sont pas reconnues, ce qui prive les propriétaires-travailleurs de toute protection sociale. Parallèlement, de nouvelles coopératives de base liées à la production alimentaire, au travail social et communautaire, à l'économie de soins et à l'agriculture durable dans le pays, reconnues comme des acteurs de l'économie populaire, se sont enregistrées en tant que coopératives en l'absence de structures juridiques reconnaissant leurs réalités. De même, les mécanismes fiscaux et réglementaires actuels ne tiennent pas compte des avantages sociaux et environnementaux apportés par ces entreprises, en particulier les organisations ESSP axées sur la durabilité environnementale et un mode de vie sain (par exemple, l'agriculture durable et le recyclage des déchets). Ces groupes souffrent également d'un taux de mortalité élevé au cours de leurs premières années d'existence en raison du soutien limité du gouvernement.

La reconnaissance juridique spécifique étant l'un des indicateurs les plus forts de l'institutionnalisation et des exigences d'intégration (Bidet & Defourny, 2019), les ES dans les pays couverts continueront d'éprouver des difficultés en termes d'enregistrement et d'acquisition du soutien nécessaire et approprié pour le secteur. L'absence d'un cadre juridique et réglementaire favorable se traduit par des obstacles à l'accès au soutien réglementaire, technique et financier, ainsi qu'à l'allègement fiscal ou aux exonérations d'impôts, malgré l'éligibilité (Fondation Schwab et WEF, 2022).

**Manque d'accès au financement et au capital.** En tant qu'organisations hybrides,

la plupart des ES n'ont pas seulement besoin de capitaux supplémentaires pour soutenir leurs entreprises et/ou étendre leur portée et leur échelle, elles doivent également avoir accès à des subventions pour fournir des services transformationnels aux secteurs pauvres/marginalisés/vulnérables qu'elles desservent. Dans les pays en développement en particulier, où la pauvreté et les inégalités se sont aggravées en raison de la pandémie et de la crise économique, les revenus générés par les entreprises sociales ne sont pas suffisants pour mettre en œuvre des interventions qui permettraient aux personnes vivant dans la pauvreté de tracer leur chemin et de surmonter leurs privations. Cependant, l'accès au financement du développement par le gouvernement, les investisseurs sociaux et les fournisseurs d'aide publique au développement (APD) est souvent difficile pour les petits acteurs tels que les ES.

**Manque d'accès ou accès restreint aux marchés.** L'accès aux marchés est un autre défi que les ES doivent relever, en particulier celles qui se trouvent dans des zones rurales où les infrastructures de communication (routes, communications, électricité) sont limitées. Dans le même temps, le manque de reconnaissance de la part du gouvernement les empêche d'être prioritaires dans les procédures de marchés publics qui pourraient leur donner accès aux ressources du gouvernement.

**Limites du secteur ES naissant et en évolution.** Les défis communs aux pays dont le secteur de l'ES est naissant et en évolution comprennent une **compréhension limitée de l'entrepreneuriat social et/ou un manque de sensibilisation à l'égard des ES ; une capacité limitée des ES en phase naissante et en évolution pour la création de richesses ; et l'absence d'une solide plateforme de collaboration multipartite qui ferait progresser la reconnaissance, la croissance et l'intégration de l'entrepreneuriat social.** La compréhension du concept d'entrepreneuriat social est limitée, de même que la sensibilisation du public et même des agences gouvernementales aux entreprises sociales. Par conséquent, l'élaboration d'un cadre réglementaire légal et favorable peut s'avérer difficile en l'absence de ce prérequis nécessaire. L'Albanie est un exemple de pays dont le cadre juridique est loin de soutenir les ES, principalement parce que les législateurs et les fonctionnaires, ainsi que le public, ne sont pas familiarisés avec le concept et les besoins des ES. Dans le même temps, les ES dans les secteurs naissants et en évolution, bien qu'elles soient déjà fortes dans la poursuite de leur mission sociale, ont besoin de renforcer leur capacité de création de richesse. Elles ont besoin d'apports techniques en matière d'analyse de marché et d'analyse financière, de développement de la chaîne de valeur et d'autres compétences nécessaires à la viabilité de leurs entreprises. Elles peuvent également avoir besoin d'un partenariat avec les universités pour élaborer des normes et des critères de référence, ainsi

que pour mener des études de faisabilité et évaluer l'impact et la réussite. En outre, les entreprises sociales pourraient avoir besoin de développer des plateformes collaboratives multipartites ou de s'y engager, afin de promouvoir l'entrepreneuriat social en tant qu'acteur clé du développement durable et équitable et d'inciter les gouvernements et le public à leur accorder un plus grand soutien. Il existe déjà des liens et des partenariats solides entre les OSC et les ES dans les pays couverts par la recherche, ce qui constitue un bon point de départ pour une telle plateforme.

**Contexte national.** Le contexte des pays en développement, où sont basés la plupart des cas, joue un rôle majeur dans les défis auxquels sont confrontées les ES. Le conflit et l'occupation israélienne en Palestine, ainsi que les politiques socio-économiques médiocres et le manque de soutien du gouvernement, ne sont pas propices à la prospérité de tout type d'entreprise. L'occupation a limité la mobilité des personnes et l'accès aux marchés, tout en imposant des conditions aux sources de financement et en les contrôlant. Aux Philippines, l'espace civique se rétrécit pour tout individu ou groupe qui s'oppose aux politiques/actions du gouvernement et/ou qui œuvre pour l'autonomisation des pauvres et des marginalisés, en particulier parmi ceux qui sont identifiés au mouvement de gauche. En conséquence, des "red tags" fausses et malveillantes ont affecté les gains obtenus par certaines ES. La coopérative d'agriculteurs présentée dans la recherche-action, par exemple, a été "étiquetée" et accusée de terrorisme alors qu'elle était pleinement reconnue comme une entreprise légitime et même récompensée par le gouvernement local pour ses efforts de lutte contre la pauvreté. Les dirigeants de la coopérative ont donc été arrêtés et l'ES a été reprise par l'armée. Entre-temps, l'environnement socio-économique du Zimbabwe n'est absolument pas propice à la création d'entreprises, quelles qu'elles soient, en raison de la contraction de l'économie, de la faible demande de biens et de services, du coût excessif du capital et de la crise des liquidités. En outre, il existe des problèmes et des obstacles systémiques dans le contexte des pays en développement, tels que l'absence de terres, la corruption et l'insuffisance des infrastructures et du soutien à la production et à la post-production, qui font qu'il est difficile pour les pauvres et les marginaux de sortir du cercle vicieux de la pauvreté.

**Le changement climatique.** L'impact du changement climatique, en particulier pour les ES qui dépendent de l'agriculture, de la pêche et des ressources naturelles, a eu un effet négatif sur la production. L'augmentation des températures a entraîné des catastrophes causées par des risques hydrométéorologiques plus forts et plus fréquents (sécheresse, cyclones, fortes pluies), ainsi que des infestations de parasites, qui ont compromis le développement et les progrès réalisés par les ES.



**PHILIPPINES :**  
**RÉCOLTER LES FRUITS DES ACTIONS COLLECTIVES DES AGRICULTEURS**  
**Pagidait sa Kalambuan (Le développement par la paix)**

**Contexte**

Bungkalan est une initiative de la Fédération nationale des travailleurs du sucre (NFSW) dans sa lutte pour une véritable réforme agraire. Elle a débuté par l'occupation de terres abandonnées en pleine crise de l'industrie sucrière, afin que les travailleurs agricoles des grandes propriétés sucrières, appelées haciendas, puissent accéder à certaines parties de ces terres et les utiliser pour planter des cultures destinées à nourrir leurs familles. Cette initiative a été relancée plus tard sous la forme d'une culture collective, dirigée par la communauté, de terres inexploitées ou contestées.

**Bungkalan et Pagidait sa Kalambuan**

L'un des membres de la NFSW dans la partie nord de Negros, une coopérative d'agriculteurs appelée Pagidait sa Kalambuan, qui se traduit approximativement par "le développement par la paix", a obtenu son droit de posséder et de cultiver la terre après une longue lutte menée principalement par l'intermédiaire de Bungkalan. Au lieu de partir chacun de leur côté après avoir obtenu des terres, les agriculteurs ont préservé leur coopérative et l'ont développée afin de pouvoir maximiser les fruits de leur victoire durement gagnée. Grâce aux contributions financières des membres et des sympathisants, ils ont pu investir dans des tracteurs, deux camions et du matériel agricole. Cela a permis d'améliorer considérablement les rendements et de contribuer aux revenus des agriculteurs. En outre, les travailleurs agricoles ont approfondi leurs connaissances en matière d'agriculture durable et ont décidé d'adopter un système de polyculture qui leur a permis de planter du riz, du maïs et des légumes, s'éloignant ainsi de la monoculture destructrice

pratiquée par les haciendas et les grandes sociétés agroalimentaires. La diversification de leurs cultures leur a permis de gagner de l'argent tout au long de l'année.

Les travailleurs agricoles ont également apporté leur contribution à la communauté, en particulier aux femmes et aux enfants, lorsque la coopérative a mis en place une maternité. En coordination avec le bureau de santé de la ville, les membres de la communauté ont été formés aux soins de maternité et aux soins de santé de base. Parallèlement à la clinique, les travailleurs agricoles se sont également lancés dans la fabrication de plantes médicinales et la réflexologie.

La coopérative s'enorgueillit de programmes tels que le travail contre rémunération, les prestations de mariage, ainsi que les prestations de maladie et de retraite. Une assurance chômage était également garantie à ses membres. Des boîtes de collecte ont été construites pour chaque membre afin qu'il puisse y déposer ses économies qui seront versées au système de sécurité sociale du gouvernement. Un fonds d'éducation et de mobilisation a été créé pour garantir l'autonomie des membres dans tous leurs événements et activités.

Outre l'aide des partenaires et des réseaux et l'investissement dans l'équipement et les outils agricoles, l'organisation a également cherché à obtenir l'accréditation de l'unité gouvernementale locale (LGU) afin de pouvoir mettre en place une installation de séchage du maïs et du riz. Cela lui a permis de s'appuyer sur sa propre infrastructure au lieu de dépendre de stations de broyage tierces. La combinaison de stratégies organisationnelles de prise de décision et d'une étroite coordination avec le gouvernement local a rendu possible la durabilité. Cependant, malgré le vaste réseau établi par les agriculteurs, les systèmes de l'organisation, notamment le maintien de comités efficaces et d'un leadership fort, ont été la principale raison du succès du programme. En conséquence, Pagidait sa Kalambuan a été reconnue par le gouvernement local comme une ferme modèle dans sa municipalité.

#### **Les défis de l'initiative Bungkalan**

La militarisation et le rétrécissement de l'espace civique se sont avérés être les plus grands défis de la coopérative. Malgré la reconnaissance de la ferme modèle par le gouvernement local, Pagidait sa Kalambuan a été étiquetée par les forces armées du gouvernement comme étant affiliée à l'insurrection communiste dans le pays. Les dirigeants de la coopérative ont été accusés

de soutenir les rebelles et arrêtés par la police. Des militaires ont remplacé les dirigeants et pris le contrôle de la coopérative. Bien que les agriculteurs restent propriétaires des terres, la SNSA n'a eu que des contacts limités avec la coopérative Pagidait sa Kalambuan après la prise de contrôle par les militaires et n'est pas sûre de l'état de la coopérative.

#### **GAINS RÉALISÉS PAR LES SECTEURS PAUVRES ET MARGINALISÉS DESSERVIS PAR LES ENTREPRISES SOCIALES**

Les gains réalisés par les ES dans les six pays couverts par le projet confirment les conclusions des études mondiales selon lesquelles les ES contribuent de manière significative à la réalisation des ODD grâce à des moyens de subsistance durables, à l'inclusion sociale, à la protection de l'environnement et à l'accès aux services de base (Fondation Schwab et WEF, 2020). Les gains et avantages spécifiques suivants ont été obtenus par les secteurs pauvres/marginalisés/vulnérables desservis par ces ES :

**Des sources de revenus fiables et durables.** Les entreprises sociales couvertes par la recherche-action, quel que soit leur stade de développement, ont fourni un travail décent et une source de revenus régulière à des personnes vivant dans la pauvreté, principalement des femmes. La société Inash Al Usra en Palestine, fondée en 1965, a formé et fourni un travail à domicile à 200 femmes, leur permettant de gagner décemment leur vie et de surmonter le défi de quitter leur domicile en raison des restrictions imposées par l'occupation israélienne. De même, Drita Cleaning, en Albanie, a soutenu les membres adultes de la communauté rom, souvent mobiles et sans emploi, en les formant et en les engageant comme employés à temps plein pour fournir des services de nettoyage général à des institutions privées et publiques dans tout le pays. Le café Te Xhoni, également fondé en Albanie, a offert des possibilités d'emploi à des jeunes atteints du syndrome de Down (SD).

Au Zimbabwe, le Binga Craft Centre Trust et le Lupane Women Centre achètent et commercialisent des paniers tressés et des objets d'artisanat auprès de tisserands et d'artisans locaux depuis respectivement plus de 33 ans et 25 ans. Outre la rémunération qu'ils reçoivent pour leurs produits, plus de 4 700 tisserands et artisans sont régulièrement formés au développement de produits afin d'améliorer la qualité de leurs créations. Le Centre des femmes de Lupane informe également les tisserands sur leurs droits en tant que femmes. De la même manière, l'organisation tanzanienne New Hope Community Development Organisation (NHCDO) a formé des agriculteurs, principalement des femmes, au développement

de jardins potagers et à la commercialisation de leurs produits, ainsi qu'à la couture de vêtements. Le groupe de jeunes Mshikamano, en Tanzanie, a également engagé des agriculteurs dans le commerce équitable, ces derniers fournissant à l'ES du maïs pour la transformation et la commercialisation d'aliments pour animaux et de farine de maïs.

Outre la source régulière de revenus que constituent les fournisseurs et les travailleurs des ES, les entrepreneurs pauvres et marginalisés ont pu accéder à des prêts à taux réduit pour se lancer dans des micro-entreprises ou développer leurs activités par l'intermédiaire du groupe de femmes Imara Magome en Tanzanie et de MoneyMart Finance au Zimbabwe. Le premier a permis aux femmes membres de créer leur propre micro-entreprise. En tant qu'organisation, les bénéfices générés par les intérêts des prêts ont été utilisés pour acheter des ustensiles afin de lancer les services de restauration du groupe. D'autre part, MoneyMart Finance a proposé des prêts de financement d'actifs aux membres du secteur informel afin qu'ils développent leurs activités en achetant des actifs essentiels à leur commerce. Environ 70 % de leurs clients sont des femmes et 50 % des jeunes appartenant au secteur informel et vivant dans des banlieues à forte densité, des zones périurbaines, des points de croissance et des zones rurales.

En Argentine, les organisations ESSP ont fourni un travail décent et des emplois au secteur du travail, tout en percevant des dividendes.

Permettre la pratique d'une consommation et d'une production durables. En Argentine, il existe des coopératives telles que la coopérative La Tierra Sin Mal, qui pratique l'agriculture biologique et produit des aliments sains et exempts de produits chimiques, de la ferme à la table, dans tout le pays et à des prix raisonnables. Plusieurs coopératives participent également à la collecte et au recyclage des déchets non biodégradables qui, autrement, auraient fini par polluer et endommager les terres, les cours d'eau et les océans. Aux Philippines, une coopérative d'agriculteurs s'est détournée de sa pratique de longue date de la monoculture pour passer à l'agriculture durable et adopter un système de polyculture qui a permis aux agriculteurs de produire des denrées alimentaires. Parallèlement, le Magsasaka at Siyentipiko Para sa Pag-unlad ng Agrikultura (MASIPAG) a promu les technologies agricoles indigènes et mis en œuvre une initiative de sélection du riz menée par les agriculteurs qui a produit des variétés de riz adaptées au changement climatique (tolérantes aux inondations, à la sécheresse, à la salinité et résistantes aux parasites/maladies). Une autre initiative dans le pays est le développement de systèmes communautaires d'énergie renouvelable (CBRES) qui sont des systèmes d'approvisionnement en énergie petits et décentralisés qui

sont établis avec la participation majeure de communautés organisées qui gèrent et soutiennent également les systèmes. Deux ES présentées au Zimbabwe dépendent des ressources naturelles (vannerie), ce qui donne l'occasion aux ES de promouvoir la protection et la propagation des ressources/matières premières nécessaires à la survie des entreprises.

**Accès aux services de base et de soutien.** Les ES ont assumé les coûts et fourni des services de base et de soutien qui auraient dû être pris en charge par le gouvernement. En Argentine, les éléments de l'économie populaire impliqués dans l'agriculture familiale et la cuisine communautaire ont fourni de la nourriture aux pauvres et aux sans-abris. En Palestine, les ES ont permis aux orphelins, aux enfants et aux jeunes d'accéder à l'éducation, à un centre communautaire et à une bibliothèque, et/ou à un abri. L'association des jeunes et des femmes d'Al-Jalazun, par le biais de son épicerie de type coopératif, verse des "dividendes" à ses clients sous la forme de médicaments indispensables. Comme mentionné précédemment, les ES d'Albanie, de Tanzanie et des Philippines ont également mis en place des crèches et/ou des cliniques/fonds de maternité/accouchement pour soutenir les femmes et les enfants. La société Inash Al Usra en Palestine a également offert un abri abordable aux femmes qui travaillent et aux étudiantes afin de faciliter leur mobilité et/ou leur participation au marché du travail. En Argentine, des petites et moyennes organisations ESSP s'occupent des sans-abris et des toxicomanes. Au Zimbabwe, MoneyMart Finance propose une large gamme de produits et de prêts à taux réduit qui ont permis aux clients d'avoir de l'électricité grâce à des systèmes d'éclairage solaire utilisant des systèmes de paiement à l'utilisation (PAYG), de bénéficier d'une protection sociale grâce à une assurance funéraire et à une assurance maladie, et aux enfants d'aller à l'école et d'acheter des gadgets électroniques pour l'enseignement en ligne. Pagdait sa Kalambuan, aux Philippines, a également offert des prestations de maladie et de retraite, ainsi qu'une assurance chômage à ses membres agriculteurs.

La NHCDO de Tanzanie a créé un centre de traitement des produits agricoles et construit une route entre la ferme et le marché pour aider les agriculteurs, ce qui leur permet de traiter et d'ajouter de la valeur à leur récolte, ainsi que de transporter leurs produits jusqu'au marché. Par conséquent, l'accès aux services sociaux tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'électricité s'est amélioré. De la même manière, la coopérative agricole Pagdait sa Kalambuan a investi les contributions financières de ses membres et de ses sympathisants dans des tracteurs, des camions et du matériel agricole qui ont permis d'améliorer considérablement leur rendement. En outre, la coopérative a mis en place une installation de séchage du maïs et du riz, rompant ainsi avec la dépendance à l'égard des stations de broyage privées.

**Développement des capacités.** Toutes les ES ont fourni des services visant à renforcer les capacités des secteurs pauvres et marginalisés qu'elles desservent en tant que travailleurs, fournisseurs, clients et/ou propriétaires. Ces services ont permis d'acquérir de nouvelles compétences et d'améliorer les anciennes. Les ES ont dispensé des formations sur l'éducation financière et l'esprit d'entreprise, la conception et le développement de produits, l'agriculture durable, la gestion des ressources naturelles, la maternité et les soins de santé, etc. Les coopératives communautaires/primaires et les organisations de type coopératif sont souvent dotées de mécanismes intégrés permettant aux pauvres/marginalisés et aux femmes de gérer les opérations de l'entreprise, de prendre des décisions et de revendiquer leurs droits.

**Promotion de leurs problèmes et préoccupations.** Les ES s'efforcent de sensibiliser le public aux questions et préoccupations des communautés/secteurs pauvres/marginalisés qu'ils servent.



## ÉTAT DE L'ENGAGEMENT DU RÉSEAU POED AUPRÈS DU SECTEUR ES

L'implication des membres du POED dans le secteur des entreprises sociales dans les pays couverts varie également. Partners Albania for Change and Development (Partners Albania) est une organisation majeure qui soutient le développement des entreprises sociales dans le pays. Le plaidoyer basé sur des preuves et l'avancement de l'agenda de développement de l'entrepreneuriat social par le biais du dialogue institutionnel sont les deux piliers de son programme d'entrepreneuriat social et d'innovation. Dans le cadre de ce programme, Partners Albania a formé et fourni des fonds d'amorçage à plus de 50 start-ups sociales et écologiques qui ont contribué à la création de 145 emplois à temps plein et ont servi plus de 3 500 bénéficiaires directs. En outre, l'organisation a mené des recherches et des analyses politiques axées sur les tendances de développement et les défis de l'entrepreneuriat social, et a formé et encadré environ 400 entreprises sociales, petites entreprises et organisations de la société civile. En outre, l'organisation a coordonné les efforts de plaidoyer du secteur des entreprises sociales pour améliorer le paquet juridique pour les entreprises sociales en 2018. Elle a coordonné et facilité la création d'un groupe de travail pour un environnement favorable aux entreprises sociales en Albanie avec la représentation de 20 ES.

La Fundación Multipolar, en Argentine, a pour mission de promouvoir l'inclusion sociale par le biais du travail décent. Elle s'est donc associée à des coopératives pour offrir des opportunités d'emploi aux personnes en situation d'extrême vulnérabilité (principalement des sans-abris et des habitants des rues) afin qu'elles puissent obtenir un travail décent et sortir de la pauvreté. En outre, sa participation active à PAMPA 2030 a permis à la Fundación Multipolar de travailler



avec des organisations ESSP dans le cadre du plaidoyer en faveur de la coopération au développement et, grâce à cette recherche-action, elle a pu atteindre davantage de segments du secteur à l'échelle nationale.

Al Marsad en Palestine a été directement impliqué dans le secteur coopératif en Palestine et a plaidé pour un changement de politique afin d'améliorer l'environnement juridique et politique pour les entreprises sociales, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. Plus récemment, elle s'est engagée dans un projet qui cherche à contribuer à la revitalisation, à l'amélioration et à la promotion de modèles socio-économiques collectifs de type coopératif par le biais du développement et de la promotion de politiques économiques justes, en mettant l'accent sur le travail décent.

En tant qu'organisation faîtière et plateforme pour la jeunesse au Zimbabwe, l'Association nationale des organisations de jeunesse (NAYO) a travaillé avec des entreprises sociales dirigées par des jeunes dans divers secteurs. Elle a fait pression sur le ministère de la Jeunesse, des Sports, des Arts et des Loisirs pour qu'il augmente les allocations du Youth Relief Fund<sup>1</sup> et a récemment élaboré la proposition de loi sur la jeunesse du Zimbabwe, qui servirait de principale législation réglementaire pour les entreprises sociales incluant les jeunes et dirigées par des jeunes dans le pays.

La recherche-action menée aux Philippines a permis au Council for People's Development and Governance (CPDG) d'entamer le processus de prise en compte et de compréhension de l'entrepreneuriat social et d'apprendre à connaître les initiatives pertinentes qui peuvent être considérées comme des entreprises sociales mises en œuvre par leurs membres. La recherche-action a permis d'identifier les entreprises sociales communautaires qui font partie intégrante des efforts de développement centrés sur les personnes de leurs membres dans les communautés qu'ils couvrent. Suite à la recherche-action, le CPDG est en train d'articuler son modèle d'entrepreneuriat social basé sur la communauté et orienté vers l'économie humaine comme un tremplin pour améliorer son plaidoyer en faveur de l'efficacité du développement.

Avant la recherche-action, la Coalition tanzanienne sur la dette et le développement (TCDD) n'était pas directement engagée avec les ES ou les acteurs clés du secteur des ES dans son travail.

---

2 Un mécanisme de financement d'urgence Covid-19 à la disposition des organisations de jeunesse, y compris celles qui opèrent en tant qu'entreprises sociales.



Pays	Nom de l'entreprise ou de l'initiative sociale	Année de création	Pauvreté/secteur marginalisé desservi	Nature/ Modèle d'ES	Nombre de secteurs pauvres ou marginalisés desservis
<b>ALBANIE</b>	Drita Cleaning - La voix des Roms	2020	Communauté rom	<p>Fournit des services de nettoyage général et de nettoyage de tapis qui emploient des travailleurs réguliers et saisonniers issus de la communauté rom. Le projet s'adresse principalement aux institutions publiques et privées ainsi qu'à l'ensemble de la communauté.</p> <p>Renforce les capacités et les compétences des personnes engagées par le biais de sessions de formation et de renforcement des capacités, avant la mise en œuvre des services de nettoyage.</p>	<p>Trois (3) jeunes sont employés dans la ES : 2 hommes et 1 femme, dont 2 issus de la communauté rom et 1 souffrant de troubles de l'audition et de la vision. En cas de forte demande de la part des clients, des employés à temps partiel sont engagés en sous-traitance.</p> <p>Il est possible d'employer jusqu'à 10 personnes en sous-traitance.</p>
	Mami Care	2012	Les femmes, en particulier les femmes vulnérables et leurs bébés, pendant et après la grossesse.	Il s'agit d'un centre communautaire où les nouveaux et futurs parents participent à des cours prénataux et postnataux animés par des experts et échangent leurs pratiques. Les revenus générés par les services sont utilisés pour soutenir les mères pauvres et celles d'autres groupes défavorisés dans les hôpitaux publics, qui n'ont pas les moyens de payer les services d'accouchement nécessaires.	Cinq femmes employées, engagées à temps partiel et sur une base volontaire, répartissant le travail entre les activités de la Fondation ou les activités de la ES.
	Café Te Xhoni	2017	Enfants atteints du syndrome de Downe (DS)	<p>Un café qui offre des possibilités d'emploi aux personnes atteintes d'un handicap mental en tant qu'employés du café.</p> <p>Thérapies individuelles et de groupe et cours d'apprentissage de la vie pour les enfants atteints du syndrome de Down</p>	<p>Trois (3) employés travaillent actuellement à temps partiel et à temps plein, dont une jeune femme atteinte du syndrome de Down.</p> <p>Au cours de l'année écoulée, l'association a réussi à offrir des opportunités d'emploi à 14 jeunes atteints du syndrome de Down, en leur permettant de travailler au café.</p>

Pays	Nom de l'entreprise ou de l'initiative sociale	Année de création	Pauvreté/ secteur marginalisé desservi	Nature/ Modèle d'ES	Nombre de secteurs pauvres ou marginalisés desservis
<b>PALESTINE</b>	Al Jalazun Association des jeunes et des femmes	2014	Les résidents des camps, en particulier ceux qui ont besoin de médicaments et d'éducation	Groupe de bénévoles de type coopératif qui met en œuvre des projets générateurs de revenus afin de financer des services (par exemple, pharmacie communautaire, services éducatifs) pour les résidents du camp (supermarché, cuisine productive, atelier de recyclage de meubles, magasin d'outils d'occasion) ; les résidents du camp, à leur tour, fréquentent ces initiatives et se portent volontaires comme travailleurs pour bénéficier des services.	Offre 13 possibilités d'emploi aux habitants du camp, dont la moitié sont des femmes.  60 familles bénéficient de la pharmacie communautaire  5 bourses complètes pour quatre ans d'études universitaires, 15 étudiants bénéficiant d'une assistance
	Ruwwad Al-Tanmeya (Fondation Ruwwad pour le développement et les droits humains)		Principalement les enfants et les jeunes des communautés les plus marginalisées	Utilise des subventions du secteur privé pour offrir des bourses et des formations à l'autonomisation des jeunes, créer des bibliothèques pour les enfants et offrir des services aux femmes et à d'autres secteurs dans le besoin (l'aide dépend des besoins).	Elle couvre actuellement trois communautés marginalisées comptant de 1 000 à 7 000 habitants.
	Société de l'association Inash Al Usra	1965	Les femmes	Association de femmes à but non lucratif qui possède plusieurs entreprises sociales destinées à : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'emploi de femmes économiquement marginalisées par le biais de 9 projets de production et de services (y compris un atelier de broderie, un atelier de prêt-à-porter)</li> <li>fournir des produits et des services pour aider les femmes à s'intégrer dans le domaine du développement et de la politique (pour aider les femmes à quitter leur rôle de soignantes à la maison, par exemple en fournissant des produits alimentaires palestiniens, une crèche ou un jardin d'enfants, un salon de beauté pour les femmes, en plus de fournir un logement aux femmes qui travaillent et aux étudiantes afin de faciliter leur mobilité).</li> <li>l'hébergement des orphelines (et des filles qui souffrent de conditions économiques et sociales difficiles) et l'allocation mensuelle aux familles dans le besoin, en plus des bourses d'études</li> <li>L'éducation au développement pour les femmes, qui offre 5 options majeures pour le diplôme intermédiaire et 9 options majeures pour le diplôme professionnel, dans le but d'autonomiser les femmes et de leur donner les connaissances et les certificats qui les rendent aptes à entrer sur le marché du travail.</li> <li>Conservation de l'identité et du patrimoine culturel palestiniens : musée, archives et bibliothèque patrimoniale, centre d'études sur le patrimoine et la société</li> </ul>	Avoir entre 75 et 85 employés à temps plein et 30 employés à temps partiel, dont 85 % sont des femmes.  Offre des possibilités d'emploi à distance à 300 femmes  Versement d'une allocation mensuelle à 1 500 familles  Octroi de bourses d'études à 200 étudiants  Environ 1 million d'enfants ont bénéficié des services de l'association depuis sa création (parrainage d'orphelins, aide en espèces, aide en nature et services de jardins d'enfants).

Pays	Nom de l'entreprise ou de l'initiative sociale	Année de création	Pauvreté/ secteur marginalisé desservi	Nature/ Modèle d'ES	Nombre de secteurs pauvres ou marginalisés desservis
<b>PHILIPPINES</b>	Magsasaka at Siyentipiko Para sa Pag-unlad ng Agrikultura (Partenariat agriculteurs-scientifiques pour le développement agricole)	1986	Agriculteurs	<p>Fait progresser le développement durable grâce à une approche de l'agriculture menée par les agriculteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• a collecté des variétés indigènes et traditionnelles et, ce faisant, a renforcé la capacité des agriculteurs à acquérir des connaissances à partir de leurs propres pratiques agricoles.</li> <li>• A élevé les pratiques agricoles indigènes au rang de connaissances agricoles modernes.</li> <li>• A collecté et identifié plus de 3 000 variétés de riz traditionnelles (VRT), variétés de maïs traditionnelles et riz cultivé par les agriculteurs.</li> <li>• A mis en place une initiative de sélection du riz dirigée par les agriculteurs, avec des méthodes et des paramètres clairs, qui a des variétés de riz résistantes au changement climatique (variétés tolérantes aux inondations, variétés tolérantes à la sécheresse, variétés tolérantes à la salinité et variétés résistantes aux ravageurs/maladies).</li> </ul>	Plus de 50 000 agriculteurs et scientifiques avec 272 fermes d'essai et 10 banques de semences communautaires dans 47 provinces
	Paghidaet sa Kalambuan (Le développement par la paix)		Agriculteurs/ travailleurs agricoles	<p>Coopérative agricole communautaire qui a pratiqué collectivement l'agriculture durable et investi dans des tracteurs, des camions, du matériel agricole et des installations de séchage du maïs et du riz, ce qui a permis d'améliorer considérablement le rendement et de contribuer au revenu des agriculteurs.</p> <p>Création d'une maternité et formation des membres de la communauté aux soins de maternité, aux soins de santé de base, à la fabrication de médicaments à base de plantes et à la réflexologie.</p> <p>Fournit aux membres des prestations en espèces pour le travail, des prestations de mariage, des prestations de maladie et de retraite et une assurance chômage.</p>	
	Sibol ng Agham at Teknolohiya (Source de la science et de la technologie)	1987	Communautés rurales sans accès à l'électricité	<p>Organisation à but non lucratif qui fournit de l'électricité aux zones non raccordées au réseau dans les zones rurales des Philippines grâce au système communautaire d'énergie renouvelable (CBRES), qui utilise généralement des micro-systèmes hydroélectriques.</p> <p>CBRES</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• petits systèmes d'approvisionnement en énergie décentralisés mis en place grâce à des efforts multipartites avec la participation majeure des communautés organisées.</li> <li>• détenues, gérées et soutenues par des organisations locales</li> <li>• fournit de l'éclairage aux ménages, ainsi que de l'énergie pour la transformation des aliments et des récoltes et pour les besoins de subsistance des ménages ruraux</li> <li>• les recettes sont générées par les tarifs perçus auprès des membres de la communauté</li> </ul>	Plus de 2 085 ménages dans tout le pays

Pays	Nom de l'entreprise ou de l'initiative sociale	Année de création	Pauvreté/ secteur marginalisé desservi	Nature/ Modèle d'ES	Nombre de secteurs pauvres ou marginalisés desservis
<b>TANZANIE</b>	Groupe de femmes Imara Magome	2016	Femmes à faible revenu	Le groupe a démarré avec 50 femmes à faible revenu dans l'intention de résoudre des problèmes sociaux et économiques ; il a créé une banque communautaire villageoise (VICOPA) où les membres peuvent bénéficier de services de microfinancement avec un intérêt minime.	Plus de 50 femmes marginalisées
	Groupe de jeunes Mshikamano	2017	Producteurs de maïs	Lancé par 30 jeunes chômeurs qui venaient de terminer leurs études primaires ; après avoir obtenu un prêt du gouvernement, les dix autres membres du groupe ont pu acheter un terrain pour créer une minoterie équipée de deux machines à moudre/meules à farine.  Engage les producteurs de maïs comme fournisseurs de maïs, que le groupe transforme en farine.	
	Organisation de développement communautaire de New Hope (NHCO)	2012	Communautés rurales, principalement des agriculteurs et des femmes	Organisation non gouvernementale (ONG) créée par 10 membres qui mettent en commun leurs ressources pour résoudre les problèmes sociaux et économiques auxquels sont confrontés les membres de la communauté. Elle a mis en œuvre les services et les projets générateurs de revenus suivants :  <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soins aux bébés et école maternelle pour les enfants issus de familles à faibles revenus</li> <li>• Le jardin potager est conçu comme une ferme modèle pour les membres pauvres de la communauté, en particulier les femmes.</li> <li>• Usine de couture : projet de couture à des fins de génération de revenus et de formation ; production d'une variété de vêtements à des prix abordables et formation de couturières potentielles issues des communautés voisines.</li> <li>• Construction d'une route : les membres ont été mobilisés pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à l'amélioration d'une route de 24 kilomètres reliant la ferme au marché ; cette route a permis aux membres de la communauté de transporter leurs récoltes jusqu'au marché et d'accéder aux services sociaux (santé, éducation, électricité et eau).</li> <li>• Centre de formation à la nutrition qui forme les petits exploitants agricoles et les éleveurs à la transformation des cultures et des produits de l'élevage en vue d'une valorisation.</li> </ul>	

Pays	Nom de l'entreprise ou de l'initiative sociale	Année de création	Pauvreté/ secteur marginalisé desservi	Nature/ Modèle d'ES	Nombre de secteurs pauvres ou marginalisés desservis
<b>ZIMBABWE</b>	Binga Craft Centre Trust	1989	Femmes rurales	<p>Il s'agit d'une organisation communautaire dont l'objectif est d'autonomiser socialement et économiquement les femmes rurales pauvres par l'utilisation durable des ressources naturelles présentes dans leur environnement.</p> <p>Engage les femmes dans la production d'un artisanat durable, basé sur les ressources naturelles (tressage de paniers et travail du bois). Au fil du temps, le centre s'est transformé en une petite industrie visant à approcher les marchés locaux et intérieurs pour la vente d'artisanat.</p> <p>Fournit des services de conception et de développement de produits aux femmes rurales et organise des ateliers de contrôle de la qualité ; s'engage dans la gestion des ressources naturelles en donnant des compétences de base sur la manière de gérer et de reconstituer les espèces végétales utilisées par les artisans.</p>	4 000 femmes tongiennes
	Centre des femmes de Lupane	1997	Femmes rurales	<p>Fondée en tant qu'association de clubs traditionnels de femmes qui se réunissaient pour tisser ; transformée et enregistrée en tant qu'association fiduciaire en 2005 ; l'objectif est de répondre aux besoins fondamentaux des femmes dont les revenus du ménage ne sont pas suffisants pour subvenir à leurs besoins.</p> <p>Le centre tire ses revenus de la gestion d'un gîte et d'une cuisine, ainsi que de la commercialisation de paniers tressés.</p> <p>Fournit des services de marketing et de formation aux femmes tisseuses ; les forme à la vannerie, à l'alphabétisation financière, à l'artisanat et à l'entrepreneuriat féminin ; commercialise l'artisanat des femmes sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux et effectue également un contrôle de qualité des produits ; et engage les femmes sur des questions sociales d'actualité telles que la violence domestique et sexuelle (GBV) et la sensibilisation aux droits des femmes.</p>	728 femmes tisserandes
	Money Mart Finances	2013	Secteur informel ; micro, petits et moyens entrepreneurs, 70% sont des femmes et plus de 50% sont des jeunes.	<p>A été créé pour fournir des solutions financières au secteur des entreprises informelles ainsi qu'aux micro, petites et moyennes entreprises qui sont financièrement exclues par la plupart des fournisseurs de services financiers ; cherche à traiter toutes les formes d'exclusion : l'exclusion financière, l'exclusion énergétique et toute forme d'exclusion qui est responsable de la pauvreté.</p> <p>Engage et soutient les groupes marginalisés et les secteurs touchés par la pauvreté par le biais de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prêt destiné à aider les clients à développer leur entreprise en achetant les actifs nécessaires à leur activité.</li> <li>• Services financiers accessibles à tous</li> <li>• Prêt scolaire</li> <li>• Plan de financement des obsèques et prestations de santé</li> <li>• Transferts de fonds interurbains</li> <li>• Systèmes d'éclairage solaire sur la base d'un système de paiement à l'utilisation (PAYG).</li> </ul>	Plus de 10 000 micro-entreprises, 10 millions de dollars de prêts décaissés et plus de 3 000 installations de systèmes solaires financées.



## Collaboration OSC-Entreprises dans le domaine du plaidoyer pour la coopération au développement

### EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Alonso & Glennie (2015) définissent la coopération au développement comme une activité qui **“vise explicitement à soutenir les priorités nationales ou internationales en matière de développement, qui n’est pas motivée par le profit, qui est discriminatoire en faveur des pays en développement et qui est fondée sur des relations de coopération visant à renforcer l’appropriation par les pays en développement”**. Ils ont également identifié trois principaux types de coopération au développement à l’ère moderne : (1) les transferts financiers (et en nature) ; (2) le soutien des capacités couvrant les ressources organisationnelles et humaines, la coopération technologique et le partage de l’expérience politique ; et (3) le changement de politique.

**La coopération au développement, qu’elle soit locale ou internationale, est forgée pour :**

- “garantir la fourniture de normes de base universelles aux citoyens du pays en développement, en tant que moyen pour les personnes d’exercer leurs droits humains fondamentaux ;
- promouvoir la convergence des pays en développement vers des niveaux de revenus et de bien-être plus élevés, en corrigeant les inégalités internationales extrêmes ; et
- soutenir les efforts du pays en développement pour participer activement à la fourniture de biens publics internationaux”.

(Severino et Ray, 2009 ; Ocampo, 2015 ; Alonso & Glennie, p. 1)

L'efficacité du développement (ED) est le cadre sur lequel la coopération au développement est idéalement ancrée. L'efficacité du développement est le processus de "promotion d'un **changement durable**, dans un cadre démocratique, qui s'attaque aux causes profondes ainsi qu'aux symptômes de la pauvreté, de l'inégalité et de la marginalisation" (POED, n.d.). Dans le cadre de ce processus, les principes d'autonomisation, de justice, de durabilité, d'égalité et de solidarité, de souveraineté, d'autosuffisance et d'autonomie sont respectés (POED, n.d.). Par conséquent, la coopération au développement ne peut être efficace que si elle implique les personnes vivant dans la pauvreté et les personnes marginalisées dans le processus et contribue

**Qu'est-ce que la coopération au développement?**

En 2011, les dirigeants mondiaux et les acteurs du développement se sont réunis à Busan, en Corée du Sud, pour reconnaître ce que les organisations populaires disaient depuis longtemps : malgré des années de mise en œuvre de programmes et de projets de développement, la pauvreté et l'inégalité restaient un défi majeur.

L'événement a donné naissance à l'accord de partenariat de Busan, qui définit les principes, les engagements et les actions qui constituent la base d'une coopération efficace en matière de développement international. Finalisé en 2012, ce document concrétise le concept de coopération efficace au développement en quatre principes communs.

- Appropriation des priorités de développement par les pays en développement:** Les pays doivent définir le modèle de développement qui répond à leurs besoins.
- Partenariats pour le développement:** Le développement dépend de la participation de tous les acteurs et reconnaît la diversité et la complémentarité de leurs fonctions.
- Transparence et responsabilité:** La coopération au développement doit être transparente et responsable devant tous les citoyens.
- L'accent mis sur les résultats:** La création d'un impact durable doit être la force motrice des investissements et des efforts en matière de développement.

Source : *Qu'est-ce que la coopération au développement ? (brochure), POED (dernière page), s.d. POED : Quezon City*

Une coopération efficace au service du développement (CED), par conséquent, "cherche à façonner et à aligner les programmes et les politiques de développement pour s'assurer que toutes les parties prenantes, en particulier celles qui appartiennent aux secteurs marginalisés, sont impliquées dans le processus de lutte contre les causes structurelles de la pauvreté, de l'inégalité et de la marginalisation sociale" (POED, 2022, p. 2). Cela implique un écosystème favorable à la coopération au développement entre le gouvernement, les partenaires de mise en œuvre, les OSC et la population. Cela nécessite un processus continu de dialogue entre ces parties prenantes et d'autres acteurs pour garantir que l'élaboration des politiques et des programmes profite réellement aux secteurs marginalisés et vulnérables.

## RÔLE DES OSC DANS LE PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Les Nations unies définissent les organisations de la société civile (OSC) comme des "entités non étatiques, à but non lucratif, volontaires, formées par des personnes dans la sphère sociale et séparées de l'État et du marché". Elles sont "l'expression légitime du droit d'association et d'expression des citoyens" et sont souvent constituées "sur la base de valeurs, de croyances et d'objectifs partagés avec les personnes qu'elles servent ou représentent" (APRN, 2021).

Depuis le début des années 2000, les OSC se sont affirmées comme des partenaires indépendants et égaux dans les efforts de coopération au développement. Dans le même temps, les OSC ont minutieusement travaillé sur leur propre efficacité, ce qui a abouti à l'adoption de principes et de normes communs pour guider leur travail à travers les Principes d'Istanbul pour l'efficacité du développement des OSC en 2010. Un an plus tard, le 4ème Forum de haut niveau (FHN4) sur l'efficacité de l'aide s'est tenu à Busan, les OSC faisant officiellement partie des négociations sur un pied d'égalité avec les gouvernements partenaires et les donateurs. L'accord final du forum a reconnu le rôle crucial des OSC dans la CED et a inclus à la fois le Cadre international pour l'efficacité du développement des OSC et les Principes d'Istanbul.

Depuis l'accord de Busan, les OSC ont encore intensifié les initiatives mondiales et nationales visant à défendre la CED et à contribuer à la réalisation des ODD. Un espace plus inclusif pour les OSC dans le paysage du développement permet de garantir que les intérêts et les besoins des personnes vivant dans la pauvreté sont mis en évidence et pris en compte dans les politiques et les programmes de développement. Il est donc important que les OSC collaborent avec d'autres acteurs du développement pour s'assurer que les processus d'inclusion et d'engagement sont présents et que les initiatives de coopération au développement profitent aux secteurs pauvres et marginalisés.

## COLLABORATION OSC-ENTREPRISES DANS LE DOMAINE DU PLAIDOYER POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Alors que les OSC se sont révélées être des défenseurs crédibles des droits humains et du développement durable, plusieurs études montrent déjà comment les ES ont été des agents clés efficaces dans la réduction de la pauvreté et la croissance inclusive. Les ES dont il est question dans ce rapport sont des cas concrets de la manière dont les ES ont poursuivi des efforts et obtenu un impact qui sont alignés sur les principes de l'efficacité du développement et qui contribuent aux ODD. Les

ES, en tant qu'organisations hybrides, constituent le segment du secteur privé axé sur la mission sociale qui a réussi à générer des revenus tout en défendant les droits humains, l'égalité des genres et la durabilité environnementale dans leurs activités. D'autre part, elles chevauchent également le segment commercial des OSC qui se sont lancées dans des activités socio-économiques pour transformer la vie des pauvres et des marginalisés. Les ES sont donc les alliés les plus naturels des OSC dans la poursuite d'un programme de coopération au développement qui promeut les ES en tant qu'acteurs clés d'un développement durable et équitable. De la même manière, l'implication du secteur des ES dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement renforcerait les efforts des OSC pour s'assurer que la coopération au développement se traduise réellement par des changements systémiques et structurels qui s'attaquent aux causes profondes ainsi qu'aux symptômes de la pauvreté, de l'inégalité et de la marginalisation.

Les cas des six pays couverts par le projet révèlent que les OSC et les ES s'engagent déjà mutuellement, à des niveaux divers. Dans les pays où le secteur des ES est naissant et en pleine évolution, les OSC ont joué un rôle clé dans la formation et le développement des capacités des ES, ainsi que dans la défense des droits des secteurs pauvres et marginalisés qu'elles servent. Parallèlement, dans les pays où le secteur de l'économie sociale est développé et avancé, il existe déjà des plateformes collaboratives et multisectorielles OSC-ES qui tentent de façonner et d'influencer les programmes et les politiques de développement, ainsi que l'allocation des ressources à cet effet, afin d'avoir un impact réel sur les personnes vivant dans la pauvreté et la marginalisation et d'en tirer profit. Aux Philippines, par exemple, la coalition PRESENT s'est engagée dans le plaidoyer en faveur de la CED, en tant que réseau d'OSC-Entreprises, en poussant le gouvernement, ainsi que d'autres acteurs du développement, à soutenir et à promouvoir les ES par le biais d'apports financiers et matériels, du développement des capacités et d'un changement de politique. Parallèlement, il existe en Argentine plusieurs plateformes de collaboration OSC-Entreprises qui ne sont pas encore systématisées mais qui ont été créées à des fins de plaidoyer, en fonction de l'évolution des besoins des différents volets de l'ESSP. Néanmoins, PAMPA 2030 a réussi à rassembler des syndicats, des OSC, des universitaires, des coopératives et des mouvements sociaux pour suivre les programmes et les politiques du gouvernement afin de s'assurer qu'ils contribuent à la réalisation des ODD.

### ÉVOLUTION DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL PLATEFORMES D'ACCÉLÉRATION DES ODD AVEC LES EFFORTS DE PROMOTION DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT EN ASIE-PACIFIQUE

L'Institut pour l'entrepreneuriat social en Asie (ISEA), un réseau régional qui promeut l'entrepreneuriat social pour le développement durable, a développé des plateformes d'entrepreneuriat social pour accélérer la réalisation des ODD dans la région et était prêt à les présenter en mars 2020 lors d'une conférence et d'une assemblée régionale sur le plaidoyer et l'effet de levier des entreprises sociales (SEAL), organisées conjointement par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESNUAP).

Cependant, la conférence SEAL a été reportée en raison de la pandémie. Une série de webinaires sur les réponses et efforts des entreprises sociales à la pandémie de COVID-19 (SERVE) a alors été organisée et a abouti à l'évolution des cinq plateformes vers un redressement inclusif, une reconstruction plus juste et l'accélération des ODD.

Les thèmes de ces plateformes d'accélération ES-ODD étaient les suivants

- Autonomisation des femmes, moyens de subsistance et alimentation dans les chaînes de valeur agricoles
- Un travail décent pour tous dans les chaînes de valeur durables
- Revitalisation rurale, jeunesse et entrepreneuriat social
- Innovations technologiques pour le développement durable
- La santé pour tous

La plateforme WE LIVE FOOD (Women's Empowerment, Livelihoods and Food in Agricultural Value Chains) a été lancée lors de la 3ème conférence SEAL en septembre 2020 avec le Centre for Social Initiatives Promotion (Vietnam) et Bina Swadaya (Indonésie) comme co-convocateurs. Depuis lors, la plateforme WE LIVE FOOD a encouragé l'adoption d'un ensemble de repères et de lignes directrices pour les partenariats transformationnels et l'autonomisation économique des femmes dans les chaînes de valeur agricoles.

Les quatre autres plateformes présentées pour la première fois lors de la conférence SEAL en 2020 ont progressé à des rythmes différents. Répondant au défi du vieillissement des agriculteurs et reconsidérant le développement rural comme un élément essentiel pour atteindre le développement durable, la plateforme Revitalisation rurale, jeunesse et entrepreneuriat social a été lancée en juillet 2022 avec le Mouvement de reconstruction rurale des Philippines,

la Reconstruction rurale du Népal et Sources for Action China en tant que coorganisateurs. En mettant l'accent sur la réduction de la fracture numérique, la plateforme "Innovations technologiques pour le développement durable", coorganisée par l'Association of Progressive Communications, s'est lancée dans la promotion et l'intégration des réseaux communautaires et des initiatives de connectivité à l'échelle de la communauté. La plateforme "Un travail décent pour tous dans des chaînes de valeur durables", organisée conjointement par l'Organisation mondiale du commerce équitable-Asie et le Bureau Asie-Pacifique Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes, s'est concentrée sur la promotion de centres d'excellence pour aider au redressement et au repositionnement des organisations du commerce équitable dans le sous-secteur de l'artisanat qui ont été durement touchées par la pandémie. La plateforme "Santé pour tous", organisée conjointement par la fondation Dompert Dhuafa (Indonésie) et la fondation Dhan/SUHAM (Inde), a favorisé les échanges d'informations sur les modèles de santé et de bien-être à base communautaire, en mettant l'accent sur la création de communautés résilientes et durables.

Ils sont développés en tant que plates-formes de collaboration multipartites pour :

- L'apprentissage et échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les parties prenantes sur l'entrepreneuriat social et la collaboration intersectorielle axée sur le redressement des entreprises sociales et des secteurs marginalisés qu'elles desservent afin de ne laisser personne de côté en reconstruisant mieux et en réalisant les ODD.
- Développer et projeter un impact collectif dans le redressement des entreprises sociales et des secteurs de pauvreté qu'elles desservent afin de ne laisser personne de côté pour mieux reconstruire et atteindre les ODD.
- Développer et préconiser des changements dans les politiques et les programmes gouvernementaux qui soutiennent le redressement des entreprises sociales et des secteurs marginalisés qu'elles servent afin de ne laisser personne de côté en reconstruisant mieux et en promouvant l'entrepreneuriat social et la collaboration intersectorielle pour atteindre les ODD.
- Attirer et susciter l'engagement et le soutien de donateurs privés et d'institutions financières ainsi que d'organismes nationaux et intergouvernementaux pour aider au redressement des entreprises sociales et des secteurs marginalisés qu'elles servent, ainsi que pour renforcer la promotion et la pratique de l'entrepreneuriat social et la collaboration intersectorielle en vue de ne laisser personne de côté pour reconstruire en mieux et atteindre les ODD.



Entre-temps, il existe des plateformes et des réseaux évolutifs dirigés par des entreprises sociales au niveau régional et mondial, dont le POED pourrait prendre note. En Asie et dans le Pacifique, le mécanisme régional d'engagement des OSC pour l'Asie et le Pacifique (APRCM), qui engage le système des Nations unies dans la région sur les ODD, a reconnu et mis en place un regroupement d'entreprises sociales et communautaires (SCE) en 2014. En 2020, l'APRCM SCE Constituency, sous la direction de l'ISEA et de ses partenaires, a lancé et mis en place des plateformes multipartites pour un redressement inclusif et une reconstruction plus juste en vue d'accélérer la réalisation des ODD. Ces plateformes sont des lieux où le secteur des entreprises sociales peut entreprendre des échanges d'apprentissage, une collaboration et une projection de l'impact collectif, ainsi que des engagements avec les gouvernements, le secteur privé et les agences multilatérales en vue d'intégrer l'entrepreneuriat social comme stratégie pour ne laisser personne de côté. Elles sont à différents stades de développement, la plus avancée étant celle sur l'autonomisation des femmes, les moyens de subsistance et l'alimentation (WE LIVE FOOD) dans les chaînes de valeur agricoles (AVC). Cette plateforme s'est engagée dans le développement et la promotion d'un ensemble de critères de référence et de lignes directrices pour les partenariats transformationnels et l'autonomisation économique des femmes dans les chaînes de valeur agricoles.

## CRITÈRES DE RÉFÉRENCE POUR LES PARTENARIATS TRANSFORMATIONNELS ET L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES DANS LES CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES

Synthétisés à partir d'une étude des meilleures pratiques des entreprises sociales et des entreprises inclusives qui ont eu un impact significatif sur les femmes et les hommes petits producteurs, les huit principes suivants ont été démontrés comme étant des facteurs critiques pour des interventions efficaces dans la chaîne de valeur agricole.



Bien qu'il faille procéder à une évaluation plus systématique, il existe des réseaux et des plateformes mondiales dirigés par des entreprises sociales qui peuvent être utiles en tant que partenaires dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement au niveau mondial. Catalyst 2030 est un mouvement mondial d'ES et d'innovateurs sociaux créé en 2020 qui promeut le changement des systèmes en vue d'accélérer la réalisation des ODD. Avec huit sections régionales dans le monde, le mouvement affirme que pour espérer atteindre les ODD et inverser l'impact du changement climatique, il faut s'attaquer aux "causes profondes de problèmes complexes plutôt qu'aux symptômes en transformant les politiques, les pratiques, les coutumes, les mentalités, les dynamiques de pouvoir et les flux de ressources, avec des impacts durables aux niveaux local, national et mondial". Entre autres, elle a plaidé de manière proactive pour un changement du paradigme de financement afin de soutenir les initiatives qui favorisent le changement des systèmes et pour que les gouvernements adoptent des politiques qui soutiennent la croissance des entreprises sociales et le développement de l'économie sociale et solidaire.

## CATALYST 2030 ET SES PARTENAIRES : APPEL À MODIFIER LES PRATIQUES DE FINANCEMENT

Les principes suivants décrivent ce que Catalyst 2030 et ses partenaires considèrent comme les pratiques les plus critiques et les plus efficaces que les bailleurs de fonds doivent adopter compte tenu de la complexité et de l'imbrication des problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Étant donné le rôle puissant des bailleurs de fonds et des donateurs qui influencent le travail et la portée des organisations travaillant sur des questions systémiques, ces changements permettront de mieux habilitier et autonomiser le secteur social et favoriseront les collaborations multisectorielles qui œuvrent en faveur des types de changements systémiques qui sont nécessaires de toute urgence.

1. **Accorder un financement pluriannuel et sans restriction:** S'attaquer aux causes profondes de problèmes systémiques interconnectés nécessite une adaptation et un apprentissage continu sur le long terme. Le fait de confier aux organisations des fonds de fonctionnement généraux pour plusieurs années (au moins trois à cinq ans, et de préférence plus longtemps) leur donne la souplesse nécessaire pour adopter l'approche itérative à long terme requise pour s'attaquer aux problèmes systémiques complexes et de grande ampleur.
2. **Investir dans le renforcement des capacités:** Les bonnes idées ne suffisent pas. Aidez vos partenaires de programme à renforcer leurs capacités organisationnelles de base et à répondre à leurs besoins les plus urgents. Les organisations non gouvernementales doivent renforcer un ensemble diversifié de capacités, soit en leur sein, soit par l'intermédiaire de leurs partenaires, afin d'apporter une force collective et une durabilité à leur travail au fil du temps.
3. **Financer les réseaux:** Les réseaux sont des outils de notre boîte à outils du changement social qui aident les parties prenantes non seulement à prendre des mesures en collaboration, mais aussi à développer des initiatives stratégiques qui incluent les multiples acteurs qui font partie de la solution. Les réseaux sont également une excellente source de renforcement des capacités pour ceux qui y participent, encourageant la collaboration, l'expérimentation de nouvelles approches et permettant de corriger le tir plus rapidement et plus efficacement.
4. **Créer des relations transformatrices plutôt que transactionnelles:** Nous devons tous abandonner les relations de pouvoir corrosives qui ont caractérisé jusqu'à présent de nombreuses interactions entre les bailleurs de fonds et les bénéficiaires de subventions. Pour parvenir à un changement transformationnel, nous devons pratiquer un modèle de partenariat dans lequel nous apportons tous des atouts et des dons au changement en cours. L'argent est l'un de ces atouts, tout comme la connaissance de la communauté, le pouvoir des personnes, les relations, l'expertise, le pouvoir économique et l'influence politique. Un travail efficace de changement des systèmes repose sur tous ces atouts, ainsi que sur une sensibilité commune à l'écoute, à l'apprentissage et à la collaboration.

5. **Partager le pouvoir:** traditionnellement, les organisations sans but lucratif et les dirigeants de mouvements ne sont pas présents dans les salles où les grandes décisions structurelles sont prises par les gouvernements et les entreprises. Les bailleurs de fonds peuvent contribuer à rééquilibrer les inégalités en partageant le pouvoir avec le secteur social, en accordant plus de ressources directement au niveau local aux organisations ayant un leadership local et une appropriation locale, et en investissant dans des organisations dirigées par des leaders communautaires.
6. **Faire preuve de transparence et de réactivité.** Les financeurs doivent faire preuve d'humilité dans l'octroi des subventions et reconnaître les déséquilibres de pouvoir dans les relations avec les partenaires du programme. Ils doivent communiquer leur démarche d'équité aux bénéficiaires, être très clairs sur leurs priorités et leurs attentes, être prompts à dire non si le projet ne convient pas, et répondre en temps utile. L'urgence de nos défis n'exige rien de moins de nous tous.
7. **Simplifier et rationaliser la paperasserie:** Les organisations non gouvernementales passent énormément de temps à rédiger des propositions de subventions et des rapports pour répondre aux exigences des bailleurs de fonds, tout en effectuant le difficile travail de changement des systèmes et de respect des exigences réglementaires. Les bailleurs de fonds peuvent aider à redonner du temps en rationalisant les processus de demande, en coordonnant avec d'autres bailleurs de fonds la diligence raisonnable et les rapports, et en alignant les rapports sur un état d'esprit de changement des systèmes.
8. **Offrir un soutien au-delà du chèque:** Les bailleurs de fonds ont plus à offrir que de simples dollars. Soyez un connecteur. Mettez les bénéficiaires partenaires en contact avec d'autres bailleurs de fonds et organisations homologues, soyez curieux et attentif à leurs besoins, et créez des occasions de les mettre en valeur, eux et leur travail, dans les lieux auxquels vous avez accès.
9. **Collaborer avec d'autres bailleurs de fonds:** Tout comme les organisations à but non lucratif ont besoin de tisser des réseaux pour atteindre une certaine échelle, les bailleurs de fonds doivent également construire un écosystème d'investisseurs dans le travail de changement des systèmes. Partagez vos connaissances, vos relations et votre expertise avec d'autres donateurs ; améliorez l'efficacité par une action coordonnée ; ouvrez des portes à vos bénéficiaires et franchissez-les ensemble en tant que partenaires.
10. **Adopter un état d'esprit systémique dans l'octroi des subventions:** Les financeurs doivent adopter un état d'esprit de changement systémique avec leurs bénéficiaires pour s'attaquer au(x) problème(s) prioritaire(s) qu'ils ont choisi(s). L'objectif global est de modifier de manière significative les conditions qui maintiennent le problème en place. Cela implique d'identifier, de comprendre et de traiter les causes profondes du ou des problèmes auxquels on s'attaque. Cet état d'esprit permet également de penser différemment l'évaluation et la compréhension de l'impact à plus long terme.

Un autre réseau digne d'intérêt est l'Organisation mondiale du commerce équitable (WFTO), qui se décrit comme une "communauté mondiale d'entreprises sociales qui pratiquent pleinement le commerce équitable". Ses membres, répartis dans 76 pays, ont tous pour mission de servir les communautés marginalisées. Elle utilise un système de garantie qui est le seul modèle de vérification international axé sur les entreprises sociales qui placent les intérêts des travailleurs, des agriculteurs et des artisans au premier plan. Il vérifie que les membres sont des entreprises à mission qui appliquent pleinement les dix principes du commerce équitable dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement par le biais d'examen par les pairs et d'audits indépendants. Une fois la vérification effectuée, tous les membres peuvent utiliser librement le label WFTO Guaranteed Fair Trade pour leurs produits.



Source : Notre système de commerce équitable | Organisation mondiale du commerce équitable (wfto.com)

Les réseaux et plates-formes susmentionnés aux niveaux régional et mondial pourraient offrir au POED des possibilités de collaboration en vue de développer et de faire progresser un programme de plaidoyer OSC-Entreprises en faveur de l'efficacité du développement.

### L'ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Les Nations unies ont mis l'accent sur le rôle du secteur privé, aux côtés du gouvernement et des OSC, dans la réalisation des ODD. Au niveau des pays et au niveau infranational, les partenariats public-privé (PPP) ont été utilisés pour mettre en œuvre des projets de développement dans les domaines de l'infrastructure et des services. Les entités du secteur privé impliquées dans la coopération au développement par le biais de PPP sont généralement des sociétés multinationales (SMN) et des sociétés transnationales (STN). Dans les pays en développement, les PPP ont souvent recours au financement mixte, qui combine l'APD avec des ressources gouvernementales ou d'autres ressources privées comme levier pour le financement du secteur privé afin de soi-disant faire face aux risques liés à l'investissement dans

des projets à fort impact nécessitant un énorme montant de capital (Pereira, 2017). Ce type de financement a suscité des controverses ces dernières années, l'APD étant utilisée pour soutenir les investissements du secteur privé dans les pays en développement (Griffiths, 2021).

La pratique du PPP a également été poursuivie par le biais de partenariats avec des entreprises inclusives ou des sociétés privées désireuses d'impliquer les pauvres dans leurs chaînes d'approvisionnement. Ces partenariats ont été complétés par des partenariats avec des investisseurs privés ou des investisseurs d'impact qui sont prêts à mettre en place des fonds pour développer des entreprises qui produiraient des rendements à la fois sociaux et financiers. L'hypothèse est que davantage d'investissements dans des entreprises inclusives profiteraient à davantage de pauvres qui pourraient être engagés en tant que fournisseurs, travailleurs et clients dans leurs chaînes d'approvisionnement. La création de fonds d'investissement d'impact par le biais d'un financement mixte permettrait, d'une part, de fournir des ressources pour que les entreprises qui présentent un potentiel d'impact social deviennent prêtes pour l'investissement d'impact et, d'autre part, de fournir des fonds propres pour faire croître ces entreprises sélectionnées. Étant donné que les fonds d'investissement d'impact sont pilotés par le secteur privé, ils nécessitent la sélection d'entreprises d'impact qui produiraient à la fois des rendements sociaux et financiers élevés. La question de savoir si ces stratégies ont ou créent un impact pertinent pour les ODD a été soulevée. La critique la plus fréquente est qu'elles ont eu tendance à profiter au secteur privé, principalement aux entreprises privées et aux investisseurs privés, plutôt qu'à atteindre des résultats de développement contribuant aux ODD.

Les faits suggèrent que les PPP "ont souvent eu tendance à être plus coûteux que l'alternative des marchés publics, alors que dans un certain nombre de cas, ils n'ont pas réussi à apporter les gains envisagés en termes de qualité de la prestation de services, y compris en termes d'efficacité, de couverture et d'impact sur le développement". En d'autres termes, ils n'ont pas réussi à optimiser les ressources dans leur sens le plus large, en tenant compte non seulement des coûts financiers et des gains d'efficacité découlant d'un projet, mais aussi de ses implications fiscales à plus long terme (y compris les risques liés à tout passif éventuel), ainsi que des avantages sociaux plus larges pour la société, tels que l'impact sur la pauvreté et le développement durable" (Jomo et al, 2016).

Les entreprises sociales ont développé des modèles économiques et commerciaux qui ont un impact positif sur les pauvres et les marginalisés et qui contribuent aux ODD. Les entreprises sociales sont une source de références sur la manière dont le secteur privé pourrait s'engager auprès des pauvres d'une manière plus transformationnelle et cohérente avec les Principes de Kampala. Les principes de Kampala ont été élaborés dans le cadre d'une série de consultations multisectorielles et lancés en 2019 à Kampala, en Ouganda. Ils visent à "fournir une orientation normative pour le travail

collectif de renforcement de l'engagement du secteur privé en vue de la réalisation des priorités nationales de développement durable" (POED et le Reality of Aid, 2021).

### LES PRINCIPES DE KAMPALA POUR UNE PARTICIPATION EFFICACE DU SECTEUR PRIVÉ DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT



**Principe 1 : Appropriation nationale inclusive**  
Renforcer la coordination, l'alignement et le renforcement des capacités au niveau national en

- en définissant des objectifs nationaux en matière de participation du secteur privé (PSP) par le biais d'un processus inclusif;
- en alignant et en coordonnant la PSP par le biais de la coopération au développement avec les priorités et les stratégies nationales ; et
- en investissant dans les capacités de la PSP par le biais de la coopération au développement.



**Principe 2 : Résultats et impact ciblé**  
Obtenir des résultats en matière de développement durable grâce à des avantages mutuels:

- en se concentrant sur l'optimisation des résultats en matière de développement durable;
- en garantissant des résultats durables par l'alignement des intérêts fondamentaux des entreprises et du développement; et
- en s'engageant dans des partenariats conformément aux normes internationales convenues.



**Principe 3 : Partenariats inclusifs**  
Favoriser la confiance par le biais d'un dialogue et d'une consultation inclusifs en:

- en soutenant et en participant à une consultation et à un dialogue ouverts à tous ;
- en promouvant des partenariats inclusifs, ascendants et innovants et en sensibilisant aux possibilités d'engagement ; et
- en rendant les partenariats plus accessibles.



**Principe 4 : Transparence et responsabilité**

- Définir et convenir de cadres pour mesurer les résultats
- Diffuser les résultats
- Assurer l'obligation de rendre compte



**Principe 5 : Ne laisser personne de côté**  
Reconnaître, partager et atténuer les risques pour tous les partenaires :

- en veillant à ce que la solution du secteur privé soit le moyen le plus approprié pour atteindre les personnes les plus éloignées ;
- en ciblant des lieux, des marchés, des chaînes de valeur et des types d'investisseurs spécifiques qui sont les plus susceptibles d'avoir un impact positif sur les personnes les plus éloignées ;
- partager les risques de manière proportionnelle afin d'inciter le secteur privé à contribuer à l'objectif de ne laisser personne de côté ; et
- en établissant des dispositions pour atténuer et gérer les risques.

Source : Suivi de l'engagement du secteur privé dans la coopération au développement : Un manuel pour les organisations de la société civile. POED & The Reality of Aid (pp. 11-12), 2021. POED et Reality of Aid : Quezon City.

Une étude menée par l'ISEA sur les meilleures pratiques des entreprises sociales et des entreprises inclusives dans les chaînes de valeur agricoles qui ont eu un impact positif sur la vie, les moyens de subsistance et le cadre de vie des femmes et des hommes petits producteurs a conduit à l'élaboration d'un ensemble de critères de référence pour les partenariats transformationnels et l'autonomisation économique des femmes dans les chaînes de valeur agricoles. La plateforme WE LIVE FOOD évoquée plus haut a encouragé l'adoption de ces critères, qui ont été transformés en fiches d'évaluation non seulement pour les entreprises sociales, mais aussi pour les PME, les sociétés agro-industrielles et les détenteurs de programmes de chaînes de valeur agricoles, qui pourraient servir d'outils de planification, de suivi, d'évaluation et d'apprentissage pour les entreprises sur la façon dont elles peuvent être des partenaires transformationnels des femmes et des hommes petits producteurs et contribuer davantage aux ODD. La plateforme a également développé un ensemble de lignes directrices pour la transformation de la CVA afin de fournir des politiques et des programmes habilitants que les gouvernements peuvent adopter pour soutenir et encourager la pratique des repères.



**PLATEFORME D'ACCÉLÉRATION MULTISECTORIELLE DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT : AUTONOMISATION DES FEMMES, MOYENS DE SUBSISTANCE ET ALIMENTATION DANS LES CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES (WE LIVE FOOD)**

**Lignes directrices pour les partenariats transformationnels et l'autonomisation économique des femmes dans les CVA**

Le projet "Women's Empowerment, Livelihoods and Food" (WE LIVE FOOD) dans les chaînes de valeur agricoles (CVA) est une plateforme multisectorielle en Asie qui cherche à autonomiser les femmes et les hommes petits producteurs dans les chaînes de valeur agricoles, leur permettant de devenir des acteurs sûrs sur le plan alimentaire, résilients et autonomes des systèmes de consommation et de production durables dans une économie verte. À cette fin, la plateforme collabore avec (1) des praticiens et des institutions de soutien des AVC en Indonésie, aux Philippines et au Vietnam pour aider les ES, les entreprises inclusives, les PME et les entreprises agroalimentaires à élaborer un plan de redressement inclusif, ainsi que pour piloter le Benchmark for Transformation Partnerships and Women's Economic Empowerment (BTPWEE) dans les tableaux de bord des CVA en tant qu'outil d'évaluation et de planification visant à améliorer les services transactionnels et transformationnels de ces groupes ; et (2) les gouvernements dans le développement et le plaidoyer de la politique pour permettre et encourager la pratique du BTP WEE dans les CVA à travers les lignes directrices pour les partenariats de transformation et l'autonomisation économique des femmes dans les CVA.

**CRITÈRES DE RÉFÉRENCE POUR LES PARTENARIATS TRANSFORMATIONNELS ET L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES DANS LES CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES**

Carte de pointage pour les entreprises agroalimentaires

**CRITÈRES DE RÉFÉRENCE POUR LES PARTENARIATS TRANSFORMATIONNELS ET L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES DANS LES CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES: CARTE DE POINTAGE POUR LES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES**

<b>1</b>	Alignement des investissements philanthropiques et sociaux sur le développement des communautés de petits producteurs qui participent à la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise.	<b>ALIGNEMENT</b>	<b>20 points</b>
<b>2</b>	Partenariats stratégiques avec des coopératives et des entreprises sociales de petits producteurs et leurs facilitateurs pour atteindre des objectifs mutuellement bénéfiques.	<b>PARTENARIATS STRATÉGIQUES</b>	<b>20 points</b>
<b>3</b>	Engagement dans des pratiques de la chaîne de valeur qui renforcent la participation et l'autonomisation économique des femmes	<b>WEE et chaîne d'approvisionnement</b>	<b>40 points</b>
<b>4</b>	Mesure et communication des résultats de l'entreprise responsable au niveau de l'entreprise, de sa chaîne d'approvisionnement, des femmes et des hommes petits producteurs partenaires et de leurs organisations.	<b>RÉSULTATS DE L'ENTREPRISE RESPONSABLE</b>	<b>20 points</b>

### Principales dispositions des lignes directrices pour les partenariats transformationnels et l'autonomisation économique des femmes dans les CVA

#### LIGNE DIRECTRICE 1 : FAVORISER LES INNOVATIONS QUI SOUTIENNENT LE DÉVELOPPEMENT DES CVA POUR DES COMMUNAUTÉS DE PETITS PRODUCTEURS SÛRES SUR LE PLAN ALIMENTAIRE, RÉSILIENTES ET AUTONOMES

- 1.1 Promouvoir des technologies appropriées, abordables et accessibles, ainsi que des innovations axées sur la communauté, qui s'appuient sur les systèmes de connaissances indigènes et sont favorables aux petits producteurs, en particulier aux femmes.
- 1.2 Permettre aux petits producteurs, hommes et femmes, de récolter leur juste part de la richesse générée par les CVA.
- 1.3 Garantir la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que la résilience des petits producteurs, hommes et femmes, face aux pandémies et aux catastrophes naturelles, sociales et économiques.
- 1.4 Permettre aux petits producteurs des secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche de devenir les principaux acteurs de leur propre développement.

#### LIGNE DIRECTRICE 2 : FAVORISER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES DANS TOUTES LES FONCTIONS ET ORGANISATIONS ENGAGÉES DANS LE DÉVELOPPEMENT, LA GESTION ET LA GOUVERNANCE DES CVA

- 2.1 Investir dans des pratiques transparentes et responsables de développement de la chaîne de valeur qui renforcent la participation et l'autonomisation des femmes en tant qu'acteurs de la production, du regroupement, de la transformation, de la commercialisation et d'autres fonctions qui produisent et acheminent les produits agricoles, forestiers et halieutiques vers les marchés.
- 2.2 Investir dans la transformation des petites productrices de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, individuellement et en groupe,

en entrepreneurs, dirigeants et parties prenantes d'entreprises et d'organisations promouvant l'émancipation économique des femmes.

#### LIGNE DIRECTRICE 3 : MOBILISATION DES INVESTISSEMENTS DANS DES SYSTÈMES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES QUI PERMETTENT AUX FEMMES ET AUX HOMMES PETITS PRODUCTEURS D'ÊTRE PARTIES PRENANTES DANS LA MISE EN PLACE D'UNE ÉCONOMIE VERTE ET RÉSILIENTE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- 3.1 Investir dans des systèmes de consommation et de production durables qui permettront aux petits producteurs, hommes et femmes, de devenir les gardiens de la base de ressources naturelles qui soutient leurs moyens de subsistance et leurs entreprises, et leur donner les moyens de le faire.
- 3.2 Soutenir les investissements et les interventions qui permettent aux entreprises de petits producteurs d'adopter et d'adapter efficacement des technologies et des pratiques de consommation et de production durables dans les fonctions de la chaîne de valeur au-delà de la production.

#### LIGNE DIRECTRICE 4 : RECONNAISSANCE ET SOUTIEN DES ENTREPRISES SOCIALES ET DES ENTREPRISES INCLUSIVES EN TANT QU'INNOVATEURS ET CATALYSEURS CLÉS DES PETITS PRODUCTEURS FÉMININS ET MASCULINS DANS LES CVA

- b. Reconnaître et permettre aux entreprises sociales d'être des acteurs clés de l'autonomisation des femmes et des hommes petits producteurs dans les CVA
- c. Permettre des modèles transformationnels d'entreprises inclusives engagées avec des femmes et des hommes petits producteurs en soutenant leur partenariat avec des entreprises sociales et des ONG.
- d. Investir dans des interventions de CVA qui soutiennent les services transactionnels et transformationnels parmi les petits producteurs, hommes et femmes, par le biais d'un financement inclusif et hybride, et encourager ces interventions.

#### LIGNE DIRECTRICE 5 : MOBILISATION DU SOUTIEN AUX PLATES-FORMES

**D'INNOVATION SOCIALE QUI SOUTIENNENT L'AGRICULTURE DURABLE, LES PARTENARIATS TRANSFORMATIONNELS ET L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES DANS LES CVA EN VUE D'UN IMPACT SOCIAL MESURABLE ET D'UNE ACCÉLÉRATION DE LA RÉALISATION DES ODD**

- 5.1 Investir dans des programmes qui soutiennent les parties prenantes de la CVA pour créer un impact social et mesurer les résultats de la transformation au niveau des petits producteurs, des ménages et des communautés, ainsi que des chaînes de valeur et des sous-secteurs économiques, et encourager ces programmes.
- 5.2 Favoriser la collaboration intersectorielle et les plateformes multipartites qui promeuvent la pratique et l'intégration des critères de référence en vue d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

**VALEUR AJOUTÉE DE LA COLLABORATION OSC-ENTREPRISES DANS LE PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

Cette étude montre que la nature générale, la pratique et les objectifs des ES ne sont pas seulement alignés, mais qu'ils enrichissent et rendent opérationnels les principes de Kampala et de l'efficacité du développement.

Sur la base de l'état des ES au niveau mondial, et tel que validé par les pays couverts par la recherche, les ES ont servi de partenaires aux secteurs les plus pauvres et les plus marginalisés en fournissant des services sociaux de base, des emplois et des moyens de subsistance durables, en permettant la pratique de la consommation durable et des technologies de production, et en renforçant leurs actifs et leurs capacités à devenir des acteurs de leur propre développement.

La contribution spécifique des ES au processus de transformation sociale est double. D'une part, les ES contribuent à la construction d'une économie sociale forte, régie par la réciprocité et la redistribution, où les pauvres sont engagés en tant que parties prenantes d'un développement équitable et durable. D'autre part, les ES sont les co-créateurs de marchés éthiques où les coûts et les avantages environnementaux et sociaux sont dûment pris en compte lors de la production, du commerce et de la consommation de biens et de services. L'engagement des ES à servir les secteurs les plus pauvres et les plus marginalisés et à créer un impact sur la transformation de leurs vies est cohérent avec les principes de Kampala et d'efficacité du développement

qui consistent à ne laisser personne de côté et à se concentrer sur les résultats.

En construisant une économie sociale forte, les entreprises sociales apportent des solutions innovantes et des approches alternatives pour fournir efficacement des services sociaux et économiques de base, ainsi que des moyens de subsistance durables aux rangs de plus en plus nombreux des pauvres. Les entreprises sociales impliquent les pauvres dans la création et la participation à la valeur et à la richesse qu'ils co-crésent de manière à transformer leurs vies, leurs communautés et leurs environnements de vie. Les entreprises sociales exploitent et renforcent également les capacités et les actifs des pauvres pour leur permettre de sortir de la pauvreté en tant que parties prenantes d'économies équitables et durables. Elles démontrent que les entreprises sociales promeuvent les principes de Kampala et d'efficacité du développement, à savoir des partenariats inclusifs et le ciblage des secteurs les plus pauvres et les plus marginalisés afin d'obtenir un impact positif.

En tant que cocréateurs de marchés éthiques, les entreprises sociales fournissent des modèles et des références sur la manière dont les entreprises peuvent être des partenaires transformationnels des pauvres et contribuer plus efficacement aux ODD. Les entreprises sociales fournissent également des lignes directrices sur la manière dont les gouvernements peuvent permettre et inciter le secteur privé à s'engager dans des partenariats transformationnels qui ont un impact sur les pauvres afin de contribuer à l'accélération des ODD. Ces pratiques d'entreprises sociales reflètent les principes de Kampala et d'efficacité du développement, à savoir la promotion de partenariats inclusifs et la responsabilisation.

En jouant ce double rôle, les entreprises sociales renforcent le plaidoyer des OSC en faveur de stratégies et d'approches de développement alternatives et concrétisent les moyens de soutenir les initiatives et les organisations de l'économie sociale. Les entreprises sociales ont été et peuvent être des partenaires des OSC dans l'élaboration d'orientations politiques et de programmes nuancés pour les gouvernements et les agences multilatérales, afin de soutenir des approches et des stratégies de développement alternatives qui ont fait leurs preuves sur le terrain.

Les entreprises sociales sont et peuvent être des partenaires des OSC pour engager et montrer de manière constructive comment le secteur privé pourrait devenir un partenaire plus transformationnel des pauvres et des marginalisés. Les entreprises sociales ont et peuvent également servir de partenaires aux OSC pour inciter les gouvernements à élaborer des politiques et des programmes permettant au secteur privé de contribuer davantage à la réalisation des ODD.

Comme indiqué ci-dessus, l'établissement de partenariats avec les OSC, le secteur

privé et les gouvernements pour entreprendre des processus d'innovation sociale en tant que partenaires de transformation efficaces et facilitateurs pour les pauvres et les marginalisés expose les principes de Kampala et d'efficacité du développement, à savoir l'appropriation inclusive par le pays, la responsabilité et le fait de ne laisser personne de côté.

### **RÉSULTATS DE LA SENSIBILISATION DES OSC AUX ENTREPRISES SOCIALES DANS LES PAYS COUVERTS PAR LE PROJET**

La recherche-action a déclenché un processus d'apprentissage et de dialogue entre les membres/partenaires du POED impliqués dans la défense de la coopération au développement et les acteurs clés du secteur des entreprises sociales.

En Argentine, elle a déclenché un processus d'engagement de segments du secteur de l'économie sociale tels que les organisations ESSP en évolution qui ne sont pas couvertes par les politiques et les programmes gouvernementaux existants. De même, NAYO au Zimbabwe a élargi son réseau d'ES au-delà des entreprises sociales ouvertes aux jeunes et dirigées par des jeunes avec lesquelles elle travaillait auparavant. En conséquence, elle a été en mesure d'identifier des initiatives concrètes pour renforcer et potentiellement impliquer le secteur dans le plaidoyer de la coopération au développement. Il en va de même pour le TCDD de Tanzanie, qui avait des relations limitées avec le secteur des entreprises sociales avant la recherche. En Albanie, elle a renforcé l'engagement de Partners Albania avec les praticiens de l'ES et les facilitateurs avec lesquels ils peuvent travailler pour faire avancer un programme de coopération au développement OSC-ES. Aux Philippines, la recherche-action a permis au CPDG d'étudier ce qu'il considérait comme des initiatives d'ES en évolution dans son propre réseau d'OSC, tout en entamant un dialogue avec les parties prenantes des ES au sein de la coalition PRESENT. Parallèlement, la recherche-action a permis à Al Marsad en Palestine de mieux apprécier le potentiel de soutien et de renforcement des petites initiatives communautaires de type coopératif qui cherchent à fournir des emplois aux Palestiniens, tout en incitant le gouvernement à prendre en compte les besoins et exigences spécifiques de ces initiatives, notamment en termes d'enregistrement, de fiscalité et de soutien à l'investissement/au financement.

Ces résultats variés de la sensibilisation des OSC aux entreprises sociales dans les pays couverts ont été influencés par le niveau de développement du secteur de l'économie sociale et par le niveau différencié d'engagement des membres du POED avec les parties prenantes de l'économie sociale avant et pendant le processus de recherche-action.

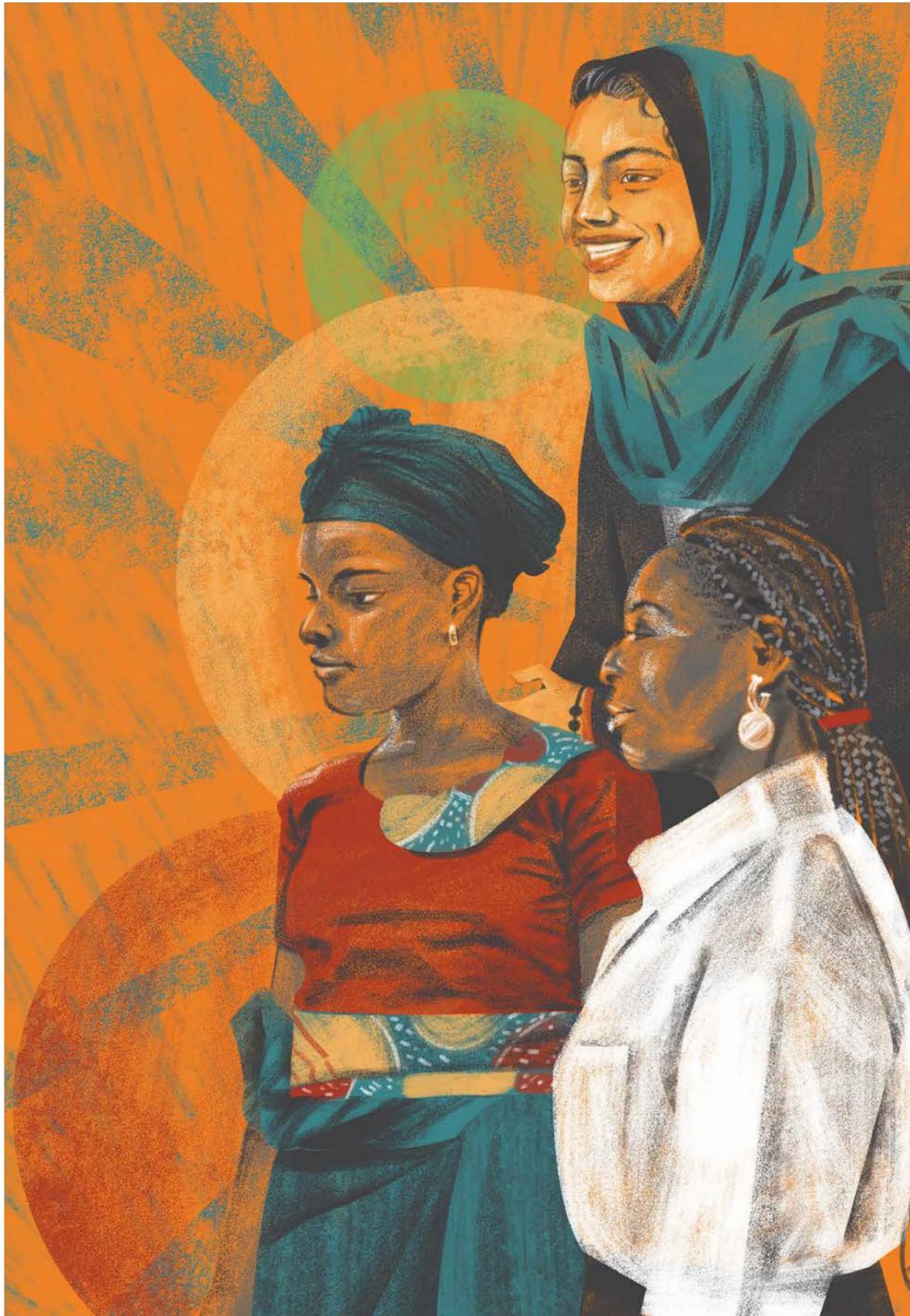
## Conclusions et recommandations

# 4

### CONCLUSIONS

En tant que phénomène mondial, les entreprises sociales ont été caractérisées comme des réponses aux défis complexes des sociétés sur la base de modèles économiques et commerciaux novateurs motivés par une mission sociale. Dans les pays en développement où la pauvreté et les inégalités sont élevées, les entreprises sociales ayant les pauvres pour principales parties prenantes (SEPPS) sont apparues comme un concept permettant d'appréhender ce phénomène. Les SEPPS sont des réponses à la pauvreté systémique et généralisée, à l'inégalité et à l'incapacité persistante des institutions de l'État et du marché à répondre aux besoins des pauvres. En tant que telles, ces entreprises sociales peuvent être considérées comme faisant partie d'un mouvement plus large en faveur de l'inclusion sociale et de la transformation de la société. Dans certains pays et régions, les entreprises sociales ont participé ou même dirigé la mise en place de plateformes de collaboration multipartite afin de contribuer à la réalisation, voire à l'accélération des ODD.

Dans les pays couverts par cette recherche, le secteur des entreprises sociales se trouve à différents niveaux de développement. Il en est encore au stade naissant en Palestine, au Zimbabwe et en Tanzanie, et au stade de l'évolution en Albanie. Dans le même temps, le secteur des entreprises sociales a atteint le stade développé aux Philippines et le stade avancé en Argentine, où elles préfèrent être appelées ESSP ou organisations de solidarité sociale et d'économie populaire.



Dans tous les pays étudiés, les entreprises sociales ont servi de partenaires aux secteurs les plus pauvres et les plus marginalisés en fournissant des services sociaux de base, en créant des emplois et des moyens de subsistance durables, en mettant en pratique des technologies de consommation et de production durables et en renforçant leurs actifs et leurs capacités pour qu'ils deviennent des acteurs de leur propre développement. Cela est vrai même dans les contextes extrêmement difficiles de l'occupation en Palestine, des zones militarisées qui restreignent les initiatives spécifiques des ES aux Philippines, et des taux d'inflation extrêmement élevés en Argentine et au Zimbabwe.

Dans les pays où le secteur des entreprises sociales a atteint un stade développé et avancé, les entreprises sociales ont déjà joué un rôle dans le mouvement plus large de transformation sociétale, en travaillant avec les OSC dans diverses plateformes qui ont engagé le gouvernement et, dans une certaine mesure, le secteur privé sur les ODD. Cela s'est traduit par la participation active des organisations de l'ESSP à une plateforme, PAMPA 2030, mise en place pour suivre les progrès des ODD en Argentine. Cela s'est également manifesté par le partenariat entre les entreprises du secteur privé et les organisations de la société civile au sein de la coalition pour la réduction de la pauvreté par l'entrepreneuriat social (PRESENT), qui a incité le gouvernement à adopter et à mettre en place un projet de loi et un programme PRESENT aux Philippines.

Dans la région Asie-Pacifique, les entreprises sociales et les organisations de la société civile ont mis en place cinq plateformes de collaboration en vue d'une reprise inclusive et d'une reconstruction plus équitable pour accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La plus avancée de ces plateformes engage les entreprises sociales, les PME et les entreprises agroalimentaires à mettre en pratique une série de critères de référence pour les partenariats transformationnels et l'autonomisation économique des femmes dans les chaînes de valeur agricoles. La plateforme incite également les gouvernements à adopter un ensemble de lignes directrices pour les partenariats transformationnels dans les chaînes de valeur agricoles, afin de permettre et d'encourager la mise en œuvre des critères de référence.

La contribution spécifique des ES à ce processus de transformation est double. D'une part, les ES contribuent à la construction d'une économie sociale forte, régie par la réciprocité et la redistribution, où les pauvres sont parties prenantes d'un développement équitable et durable. D'autre part, les ES sont les co-créateurs de marchés éthiques où les coûts et les avantages environnementaux et sociaux sont dûment pris en compte lors de la production, du commerce et de la consommation

de biens et de services.

En jouant ce double rôle, les ES pourraient renforcer le plaidoyer des OSC en faveur de stratégies et d'approches de développement alternatives et concrétiser les moyens de soutenir les initiatives et les organisations de l'économie sociale. Les ES pourraient servir de partenaires aux OSC dans l'élaboration d'orientations politiques et de programmes nuancés à l'intention des gouvernements et des agences multilatérales, afin de soutenir les approches et les stratégies de développement alternatif qui ont fait leurs preuves sur le terrain. Dans le même temps, elles pourraient également servir de partenaires aux OSC en s'engageant de manière constructive et en montrant comment le secteur privé pourrait devenir un partenaire plus transformationnel des pauvres et des marginalisés. En outre, elles pourraient également servir de partenaires aux OSC pour inciter les gouvernements à élaborer des politiques et des programmes permettant au secteur privé de contribuer davantage à la réalisation des ODD.

Cette étude a cherché à explorer la pertinence et le potentiel des OSC en général, et des membres du POED en particulier, dans l'engagement des ES en tant que partenaires dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement. Comme l'a montré la recherche-action, la nature générale, les pratiques et les objectifs des ES concrétisent et enrichissent les principes de Kampala et de l'efficacité du développement. Les principes d'appropriation nationale inclusive par le biais de partenariats multipartites innovants, le ciblage des pauvres en tant que partenaires pour créer un impact sur leurs vies, leurs moyens de subsistance et leurs cadres de vie, l'élaboration de normes et de critères pour des partenariats transformationnels visant à ne laisser personne de côté sont des manifestations claires de leur valeur ajoutée en tant que partenaires dans le cadre d'un plaidoyer efficace en faveur de la coopération au développement.

Dans tous les pays couverts, Partners Albania et Fundación Multipolar en Argentine ont été directement impliqués dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement avec la participation d'organisations de ES/ESSP. Partners Albania est même bien positionné en tant qu'institution ressource contribuant au développement du secteur des ES. En revanche, Al Marsad en Palestine, NAYO au Zimbabwe et TCDD en Tanzanie opèrent dans des pays où le secteur de l'économie sociale en est encore à ses débuts. Le renforcement du secteur de l'économie sociale dans ces pays est une condition préalable à leur engagement dans le plaidoyer en faveur de la coopération au développement. Parallèlement, le CPDG aux Philippines est encore en train de déterminer comment l'entrepreneuriat social et le développement des entreprises sociales pourraient enrichir son travail.

Le POED devra relever les défis posés par les contextes différents et la capacité des membres du POED à s'engager avec le secteur des entreprises sociales dans les six pays étudiés. Dans le même temps, il existe des possibilités de partenariats avec des réseaux et des plateformes dirigés par des entreprises sociales au niveau mondial et dans la région Asie-Pacifique, que le POED pourrait prendre en compte dans la poursuite d'un effort de collaboration solide entre les OSC et les entreprises sociales, afin d'enrichir son programme et sa stratégie de plaidoyer en faveur de la coopération au développement.

## RECOMMANDATIONS

Compte tenu des niveaux d'engagement des membres du POED avec le secteur de l'économie sociale dans les pays couverts et du niveau de développement du secteur de l'économie sociale dans ces pays, le POED et ses membres pourraient poursuivre le développement de partenariats OSC-Entreprises d'une manière nuancée.

Les recommandations suivantes s'adressent au POED afin de soutenir le processus de partenariats OSC-Entreprises parmi leurs membres dans les six pays couverts :

1. Optimiser les efforts de collaboration entre les OSC et les entreprises en Albanie et en Argentine en soutenant les initiatives de suivi visant à élaborer un programme de coopération au développement entre les OSC et les entreprises dans ces pays.
2. Soutenir et aider les partenaires en Palestine, en Tanzanie et au Zimbabwe à contribuer au renforcement du secteur des entreprises sociales. Étudier la possibilité d'engager des entreprises sociales qui pourraient avoir la capacité de participer à l'élaboration d'un programme de plaidoyer en faveur de la coopération au développement soutenant le renforcement du secteur des entreprises sociales dans ces pays.
3. Créer une plateforme d'apprentissage pour les membres du POED, où ils pourraient apprendre et échanger des perspectives et des expériences en vue de cristalliser un agenda mondial de coopération au développement entre OSC et ES. Les partenaires Albanie et Fundación Multipolar pourraient diriger la plateforme étant donné leur engagement dans le secteur de l'économie sociale dans leurs pays respectifs. Dans le même temps, la plateforme d'apprentissage pourrait aider les membres du POED en Palestine, aux Philippines, en Tanzanie et au Zimbabwe à mieux comprendre comment l'entrepreneuriat social pourrait enrichir leur travail et à articuler un agenda et une stratégie de coopération au

développement OSC-Entreprises Sociales adaptés à leurs contextes nationaux respectifs.

Tout en soutenant ses membres dans le développement de partenariats OSC-Entreprises, le POED pourrait envisager l'élaboration d'un agenda et d'une stratégie de coopération au développement OSC-Entreprises au niveau mondial, en se concentrant sur :

1. Rendre les gouvernements des pays en développement plus responsables dans la définition des priorités de développement qui se concentrent non seulement sur l'inclusion des pauvres mais aussi sur l'intégration de l'entrepreneuriat social en tant que stratégie pour obtenir des résultats significatifs qui permettent aux pauvres d'être des acteurs du développement équitable et durable en vue d'accélérer la réalisation des ODD. Cela signifie qu'il faut mettre en place des politiques et des programmes spécifiques, y compris l'acheminement du financement public, vers les entreprises sociales en tant que partenaires pour ne laisser personne de côté ;
2. Élaborer et promouvoir des critères de référence pour le secteur privé en termes de partenariats transformationnels qui pourraient directement ouvrir la voie à une modification des pratiques des acteurs du secteur privé conformément aux principes de Kampala, tout en proposant des voies innovantes sur la manière dont les gouvernements peuvent permettre au secteur privé de contribuer davantage à la réalisation des ODD ;
3. Développer ou participer à des plateformes de collaboration multipartites aux niveaux national, régional et même mondial qui pourraient servir d'arènes pour développer des voies innovantes pour les gouvernements, les institutions multilatérales, les partenaires du secteur privé, les partenaires du développement et les organisations de la société civile afin de reconnaître, soutenir et intégrer les ES en tant que partenaires transformationnels des pauvres et des marginalisés vers des économies inclusives, équitables et durables ; et
4. Garantir une représentation significative et authentique des ES et des OSC dans les processus de développement aux niveaux national, régional et mondial, le cas échéant.

Les recommandations susmentionnées peuvent compléter les recommandations du rapport de synthèse mondial de Private Sector Watch qui se concentre sur la responsabilisation des acteurs du secteur privé sur la base des principes de Kampala et des principes d'efficacité du développement (POED & The Reality of Aid, 2022).

### Références

- Alonso, J.A. et Glennie, J. (2015). Qu'est-ce que la coopération au développement ? 2016 Development Cooperation Forum Policy Briefs. 2015-1. Récupéré de : [what\\_is\\_development\\_cooperation.pdf \(un.org\)](#)
- Akella, D. et Eld, N. (2018). 'Social Enterprises in Palestine. 'Journal of Enterprising Communities People and Places in the Global Economy' (Journal des communautés entrepreneuriales, des personnes et des lieux dans l'économie mondiale). Récupéré de Réseau de recherche Asie-Pacifique et Coalition populaire pour la souveraineté alimentaire. (2021). Efficacité du développement des OSC [diapositives PowerPoint]. Non publié.
- Barakat, H. (2018). Développement d'un cadre pour l'entrepreneuriat social en Palestine. Mémoire de maîtrise en gestion de l'ingénierie soumis à l'Université nationale An-jah, Naplouse, Palestine.
- Bidet, E. & Defourny, J.(2019). Conclusion : Principaux points saillants à propos de l'entreprise sociale en Asie dans L'entreprise sociale en Amérique latine (Gaiger, LI, Ed.) [[VitalSource Bookshelf version]]. Récupérée de [vbk://9780429619601](#).
- Blugerman, L., Darmohraj, A. et Lome, M. (2017). Social Enterprises in Argentina : Country Report (Entreprises sociales en Argentine : rapport national). FabMove. Consulté sur [http://www.lasociedadcivil.org/wp-content/uploads/2017/12/Blugerman\\_Darmohraj\\_Lome.pdf](http://www.lasociedadcivil.org/wp-content/uploads/2017/12/Blugerman_Darmohraj_Lome.pdf)
- BusanHLF4 (2011). Partenariat de Busan pour une coopération efficace au développement : Quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Tiré de : [www.busanhlf4.org](http://www.busanhlf4.org)
- Calvo, S. et Pachon, A. (2013). Exploring the Dynamics of Social Enterprises in Tanzania (Exploration de la dynamique des entreprises sociales en Tanzanie). Document de conférence
- Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement. (2014). Le voyage d'Istanbul : preuves de la mise en œuvre des principes de l'ED des OSC. Manille : POED. Le voyage d'Istanbul - Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement
- Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement. (2019). Réflexions de la société civile sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'efficacité du développement : Inclusion, responsabilité et transparence. Manille : POED. Inclusion, responsabilité et transparence.pdf ([effectivecooperation.org](http://effectivecooperation.org))
- Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement. (2021). Les Principes d'Istanbul.

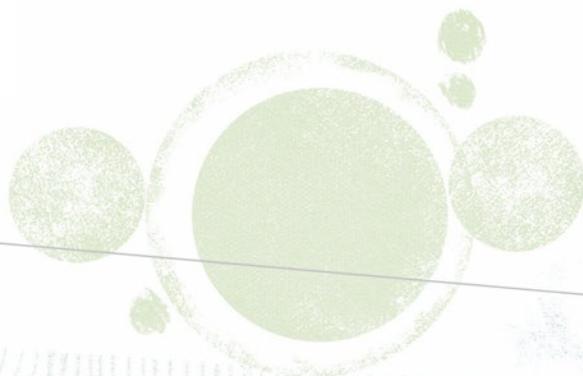
- Tiré de : Les Principes d'Istanbul - Brochure - Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement
- Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement. (2022). Qu'est-ce qu'une coopération efficace au développement ? Extrait de : EDC Brochure - CSO Partnership for Development Effectiveness
- Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement et le Bilan de l'aide. (2021). Suivi de l'engagement du secteur privé dans la coopération au développement : A Handbook for Civic Society Organisations. Extrait de : <https://csopartnership.org/resource/cso-handbook-on-private-sector-engagement/>
- Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement et le Bilan de l'aide. (2022). Observatoire du secteur privé : Rapport de synthèse global. Extrait de : Private-Sector-Watch.pdf (csopartnership.org)
- Dacanay, M.L.M. (2004). Maîtriser l'entrepreneuriat social dans la création d'un espace sur le marché : Social Enterprise Stories in Asia. Makati City : AIM et CAFO.
- Dacanay, M. L. M. (2009). "Social entrepreneurship : an Asian perspective", in J. A. Robinson, J. Mair & K. Hockerts (eds.), International Perspectives in Social Entrepreneurship (1st ed, pp. --), 2009, Palgrave Macmillan London.
- Dacanay, M. L. M. (2012). Social Enterprises and the Poor : Enhancing Social Entrepreneurship and Stakeholder Theory. Copenhagen Business School [Phd]. PhD series No. 30.2012. Récupéré de Social Enterprises and the Poor : Enhancing Social Entrepreneurship and Stakeholder Theory - CBS Research Portal
- Dacanay, M. L. M. (2017) "Social Enterprise in the Philippines : Social Enterprises with the Poor as Primary Stakeholders", ICSEM Working Papers, No. 49, Liège : The International Comparative Social Enterprise Models (ICSEM) Project.
- Dacanay, M.L.M. (2019). Social Enterprise in the Philippines : Social Enterprises with the Poor as Primary Stakeholders in Social Enterprise in Asia : Theory, Models and Practice (Bidet, E. & Defourney, J., Eds.) [[VitalSource Bookshelf version]]. Récupéré de [vbk://9780429560750](https://vbk://9780429560750)
- Dacanay, M. L. M. (2020). Social Enterprises as Game Changers in Achieving the Sustainable Development Goals in Creating Sustainable Values in Social Enterprises : Stories of Social Innovation (Cuyegkeng, M.A., Cementina-Ompoc, R. & Tan, A.M., Eds.). Quezon City : Ateneo de Manila Press

- Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. (2022). Rapport d'étape 2022 sur les ODD en Asie et dans le Pacifique : L'aggravation des disparités dans le cadre du COVID-19. Récupéré de : Rapport d'étape 2022 sur les SDG en Asie et dans le Pacifique : Widening disparities amid COVID-19 (unescap.org)
- Frank, R. et Muranda, Z. (2016). "Social Enterprise as The Game-Changer : Embracing Innovation And Dynamism In Contemporary Social Work Practice in Zimbabwe". Revue africaine du travail social. 6-1
- Hackett, M. T. et Roy, M. J. (2021) "Focus on the Balkans : Social Enterprise in Albania". In Briar-Lawson, K., Miesing, P., et Ramos, B. M. (eds) Social Entrepreneurship and Enterprises in Economic and Social Development, New York, Oxford University Press, pp. 163-184.
- Hoxha, J. & Haska, E. (2019). Analyse du cadre juridique des entreprises sociales en Albanie. Partenaires Albanie pour le changement et le développement.
- Griffiths, J. (2021). Aide au secteur privé : controverse persistante sur les règles de l'APD. Récupéré de : Aid for the private sector : continued controversy on ODA rules | ODI : Think change
- Institut pour l'entrepreneuriat social en Asie et Coalition pour la réduction de la pauvreté par l'entrepreneuriat social. (2020). Social Enterprise Action Research : Inclusive and Innovative Pathways to COVID19 Recovery : Social Entrepreneurship as Strategy in Leaving No One Behind and Building Back Better in the Philippines. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.isea-group.net/wp-content/uploads/2021/01/SEAR-Report\\_21Dec2020-Latest-Pages.pdf](https://www.isea-group.net/wp-content/uploads/2021/01/SEAR-Report_21Dec2020-Latest-Pages.pdf)
- Institut de l'entrepreneuriat social en Asie. (2022). Guidelines for Transformational Partnerships and Women's Economic Empowerment In Agricultural Value Chains (Lignes directrices pour les partenariats transformationnels et l'autonomisation économique des femmes dans les chaînes de valeur agricoles) : Recommendations for Empowering Small-Scale Producers In ASEAN. Récupéré de : Updated - GTP WEE in AVCs Paper (isea-group.net)
- Organisation internationale du travail. (s.d.). Économie sociale et solidaire. Extrait de Économie sociale et solidaire (ilo.org)
- Institut international du développement durable. (2022). PNUD, le rapport de l'OPHI éclaire les stratégies de lutte contre la pauvreté multidimensionnelle. Extrait de : UNDP, OPHI Report Informs Strategies to Address Multidimensional Poverty | News | SDG Knowledge Hub | IISD

- Institut de recherche du Japon. (2016). Étude de l'entrepreneuriat social et des écosystèmes d'innovation dans les pays d'Asie du Sud-Est et de l'Est : Country Analysis : Republic of the Philippines. Extrait de : <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Study-of-Social-Entrepreneurship-and-Innovation-Ecosystems-in-South-East-and-East-Asian-Countries-Country-Analysis-Republic-of-the-Philippines.pdf>
- Jezard, A. (23 avril 2018). Agenda in focus : société civile : qui et qu'est-ce que la "société civile" ? Consulté sur <https://www.weforum.org/agenda/2018/04/what-is-civil-society/>
- Kadrimi, L. (2019). Les entreprises sociales en Albanie : Analyse de la législation albanaise au fil des ans.' Revue méditerranéenne des sciences sociales. 10-6. Consulté à l'adresse suivante : <https://www.richtmann.org/journal/index.php/mjss/article/view/12321>
- Katunga, W. et Lombard, A. (2015). "The Contribution of Social Entrepreneurship in Meeting the Needs of Orphans in The Mberengwa District, Zimbabwe (La contribution de l'entrepreneuriat social à la satisfaction des besoins des orphelins dans le district de Mberengwa, au Zimbabwe). Social Work/Maatskaplike Werk. 52-2-3
- Kindornay, S. et Morton, B. 2009. L'efficacité du développement : vers de nouvelles compréhensions. Série sur la coopération au développement de l'Institut Nord-Sud. Récupéré de : THE EFFECT NON-DAC DONORS ON REFORM OF THE INTERNATIONAL AID ARCHITECTURE (nsi-ins.ca)
- Koa, M., Tarifijihad, N., Shogaieh, J., & Allawi, S. 2018. Cartographie et évaluation des besoins des entreprises sociales et des organisations de soutien aux entreprises sociales en Palestine. Association pour le développement agricole et Oxfam Italia.
- Laze, J. (2020). Le développement des entreprises sociales et leur impact sur la société : Albania Case". Journal of Economics, Business & Organisations Research : Proceedings of The Third Economics, Business And Organisation Research (Ebor) in Rome, Italy.
- Laville, J. L. (2010) "L'économie sociale et solidaire : A theoretical and plural framework", in Defourny, J., Hulgård, L. & Pestoff, V. (eds) Social Enterprise, Social Entrepreneurship, Social Economy, Solidarity Economy : An EMES Reader on the "SE field", Liège : EMES International Research Network.
- Mahler, D., Yonzan, H., Hill, R., Lakner, C., Wu, H. et Yoshida, N. (2022). Pandémie, prix et pauvreté. Extrait de : Pandemic, prices, and poverty (worldbank.org)
- Mori, N. et Fulgence, K. (2009). L'entrepreneuriat social en Tanzanie : Évaluation de l'environnement favorable. 2e conférence internationale d'EMES sur l'entreprise sociale, Trente, Italie.

- Nhuta, S. (sans date). Social Role of Entrepreneurship In Zimbabwe" (Rôle social de l'esprit d'entreprise au Zimbabwe). International Journal of Physical and Social Sciences. 2-11
- Forum ouvert sur l'efficacité du développement des OSC. (2011). Le Consensus des OSC de Siem Reap sur le cadre international pour l'efficacité du développement des OSC. Tiré de : Le Consensus des OSC de Siem Reap sur le cadre international pour l'efficacité du développement des OSC - Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement.
- Organisation de coopération et de développement économiques. (n.d). L'entrepreneuriat social en Europe - Un projet de l'OCDE et de la Commission européenne. Tiré de : <https://www.oecd.org/cfe/leed/social-entrepreneurship-oecd-ec.htm>
- Organisation de coopération et de développement économiques. (n.d). Aide publique au développement : Données et tendances de l'APD 2021. Extrait de Aide publique au développement (APD) - OCDE
- Partenaires Albanie pour le changement et le développement. (2019). Analyse du cadre juridique des entreprises sociales en Albanie. Tiré de : <https://partnersalbania.org/wp-content/uploads/2019/07/Analyses-of-legal-framework-on-social-enterprises-in-Albania.pdf>
- Partenaires Albanie pour le changement et le développement. (2020). Caractéristiques et défis des entreprises sociales en Albanie. Extrait de : [http://partnersalbania.org/wp-content/uploads/2020/09/Characteristics\\_and\\_Challenges\\_of\\_Social\\_Enterprises\\_in\\_Albania\\_baseline\\_study.pdf](http://partnersalbania.org/wp-content/uploads/2020/09/Characteristics_and_Challenges_of_Social_Enterprises_in_Albania_baseline_study.pdf)
- Pereira, Javier. (2017). La finance mixte : Qu'est-ce que c'est, comment ça marche et comment c'est utilisé. Oxfam International. Récupéré de : Blended Finance : Qu'est-ce que c'est, comment ça marche et comment c'est utilisé (oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com)
- Réseau philippin des entreprises sociales. (2017), Reaching the Farthest First : L'état de l'entreprise sociale aux Philippines. Manille : PhilSen.
- Pratono, A., Pramudija, P. & Sutanti, A. (2019). Social Enterprise in Indonesia : Emerging Models under Transition Government in Social Enterprise in Asia (Bidet, E., Ed.). [[VitalSource Bookshelf version]]. Récupérée de [vbk://9780429560750](https://doi.org/10.1007/978-0-13-029560-7).
- Rostiani, R., Paramita, W., Audita, H. & Budiarto, T. (2014). Understanding Social Enterprises in Indonesia" (Comprendre les entreprises sociales en Indonésie). Journal of Indonesian Economy and Business. 29- 2
- Sabella, A., Farraj, W., Burbar, M. & Qaimary, m. (2014). "Entrepreneuriat et croissance

- économique en Cisjordanie, Palestine". *Journal of Developmental Entrepreneurship*. 19- 1
- Sachs, J., Schmidt-Traub, G., Kroll, C., Lafortune, G., Fuller, G. (2019) : Rapport sur le développement durable 2019. New York : Bertelsmann Stiftung et Sustainable Development Solutions Network (SDSN). Récupéré de : 2019\_sustainable\_development\_report.pdf
- Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social. (2020). Deux décennies d'impact, Rapport d'impact 2020. Extrait de [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_Schwab\\_Foundation\\_2020\\_Impact\\_Report.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_Schwab_Foundation_2020_Impact_Report.pdf)
- Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social et Forum économique mondial. (2022). Débloquer l'économie sociale pour une société inclusive et résiliente - un rapport d'orientation. Extrait de [WEF\\_Unlocking\\_the\\_Social\\_Economy\\_2022.pdf](https://www.weforum.org/docs/WEF_Unlocking_the_Social_Economy_2022.pdf) (weforum.org)
- Sheikheldin, G. (2017). Les entreprises sociales en tant qu'agents du changement technologique : Case Studies from Tanzania. Thèse présentée à l'Université de Guelph (Doctorat de philosophie en études rurales).
- Nations Unies. (2015). Le forum de l'ONU souligne le rôle fondamental du secteur privé dans l'avancement des nouveaux objectifs. Récupéré de : UN forum highlights 'fundamental' role of private sector in advancing new global goals
- Nations Unies. (n.d.). Objectifs de développement durable : Objectif 1 - mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et partout. Extrait de <https://www.un.org/sustainabledevelopment/poverty/>
- Nations unies, Banque asiatique de développement, Programme des Nations unies pour le développement. (2022). Construire ensemble : Vers une Asie et un Pacifique inclusifs et résilients. Accessible à partir de : Building Forward Together : Vers une Asie et un Pacifique inclusifs et résilients (adb.org)
- Vasquez, G. (2019). Organisations de l'économie sociale et solidaire en Argentine : diversité, modèles et perspectives in *Social Enterprise in Latin America* (Gaiger, Ll, Ed.) [[VitalSource Bookshelf version]]. Récupérée de [vbk://9780429619601](https://www.vitalsource.com/9780429619601)
- Wilson, K. E. (2014), "New Investment Approaches for Addressing Social and Economic Challenges", *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, No. 15, OECD Publishing. Consulté à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/5jz2bz8g00jj-en>
- Groupe de la Banque mondiale. (2017). Écosystèmes émergents d'entreprises sociales dans les pays d'Afrique de l'Est et du Sud : Un diagnostic des environnements de soutien et de l'activité des entreprises sociales au Kenya, au Malawi, au Rwanda, en Afrique du Sud, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie. Tiré de : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26672>
- Forum économique mondial. (2020). Programme d'action COVID-19 - Leaders en première ligne : Pourquoi les entrepreneurs sociaux sont nécessaires maintenant plus que jamais. Récupéré de : [COVID19\\_SocEnt\\_Alliance\\_Report\\_2020.pdf](https://www.weforum.org/docs/WEF_COVID19_SocEnt_Alliance_Report_2020.pdf) (weforum.org)
- Organisation mondiale de la santé. (2022). Tableau de bord de l'OMS sur le corona virus (Covid-19). 25 novembre 2022. Récupéré de : [WHO Coronavirus \(COVID-19\) Dashboard | WHO Coronavirus \(COVID-19\) Dashboard With Vaccination Data](https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/dashboard)
- ZIMSTAT. (2022). Taux d'inflation au Zimbabwe. Récupéré de : [ZIMSTAT - ZimStat](https://www.zimstat.gov.zw/)



**Partenariat des OSC**  
pour **l'efficacité du développement**